54
courant alternatif
MENSUEL ÉDITÉ PAR L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
MARS 1986 — 15 Francs

à l'heure de la FLEXIBILITÉ

DISNEY - LANG

FLEXIBILITÉ A RHONE-POULENC

FLNKS QUELLE STRATÉGIE ?

****

NUCLÉAIRE BOITEUX

****

made in U.S.A.

SOMMAIRE

EDITO

Gardons la forme

De Valogne à Caen, réactions contre la venue de Le Pen p.21

Une soirée contre le racisme au quotidien à Reims p.16

Animation : Destins animés p.8

Immigration
RAJIF, il y a encore des jeunes qui bougent . p.19

EMAF, des maghrébines se réapproprient leur culture p.17

Hypermarchés :
Nous ne travaillerons pas le dimanche p.9

FAITS ET CAUSES

France-Disney :
Pour ceux qui ont des dollars entre les oreilles p.10

Flexibilité à Rhone-Poulenc p.5

Bretagne :
Plogoff la révoltée, un mythe à conjuger au présent p.15

Le nucléaire boiteux p.13

PEUPLES EN LUTTE

Pays Basque
EMA, un mouvement nationaliste de gauche, les premiers pas p.33

Kanaky
La stratégie du FLNKS contestée p.31

TOUCHONS LE FOND

Paris-Dakar
Quand la caravane est passée p.35

INTERNATIONAL
Pays-Bas :
Ram-Dam à A'DAM p.34

FRENCH CANCAN

Le MPPT
Aux confins de F.O et de la Franc-maçonnerie p.23

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal **(C.J.)** est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur **doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible**, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de **réaliser la maquette**

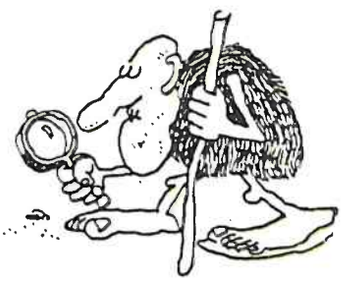
Depuis 4 années que nous fonctionnons ainsi, une vingtaine de villes ont accueilli *Courant alternatif* au moins une fois.

Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, Lyon, Paris, Boulogne sur mer, Reims, Longwy, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier, Champigny sur Marne.

Ce numéro a été préparé à Reims. Lorsque vous l'aurez entre les mains, le suivant, celui d'avril, l'aura été à Bordeaux. Puis ce sera fin mars la CJ de Longwy, fin avril celle de Dijon, et fin mai celle d'Aix-en-Provence. Ensuite... Ben... les vacances et le camping !

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (nous rappelons qu'elles sont ouvertes), écrivez à OCL/Egregore, BP 1213, 51058 Reims cedex, pour vous y rendre.

COURANT ALTERNATIF
N° 54 mars 86
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance
OCL/Egregore
B.P. 1213. 51058 Reims cedex
Dir. Pub. Maynard
Imp. Atelier Graphique Reims
Photocompo Lauzer Ossas
Depot legal 47693
Com. Par. 63627
ISSN 0249-3195



CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST
- OCL/Egregore
  BP 1213
  51058 REIMS cedex

BOURGOGNE
- MDPL
  BP 2616
  21056 DIJON cedex

SUD-EST
- OCL c/o CNT
  BP 160
  13634 ARLES cedex

- LA GALÈRE
  BP 117
  06333 GRASSE cedex

SUD OUEST
- ACRATIE
  BP 23
  64130 MAULÉON

RÉGION PARISIENNE
- RUPTURE
  BP 1
  94501 CHAMPIGNY/Marne cedex

NORMANDIE
- ASTEVEMU
  BP 170
  14000 CAEN cedex

CENTRE
- LA COMMUNE
  BP 1228
  45002 ORLÉANS cedex

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE
- OCL/L'encre y est
  33 Place d'Alger
  72000 LE MANS

- LA GALÈRE
  BP 1917
  37019 TOURS cedex

ABONNEMENT

1 an (10 numéros) ..... 140 Francs

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires ..... 260 francs
3 exemplaires ..... 360 francs
5 exemplaires ..... 560 francs
10 exemplaires ..... 1000 francs
15 exemplaires ..... 1500 francs

La Collection complète de Courant Alternatif imprimé (depuis le numéro 9) ..... **300 francs**

Chèques à l'ordre de Denis JEAN
OCL/Egregore. BP 1213. 51058 REIMS cedex

Pour les paiements hors de France
CCP La Galère. 38-77-P- Chalons/Marne

◗◗ EDITO ◖◖

A mesure que l'on se rapproche du 16 mars, la campagne électorale semble tourner à vide. Les déclarations des hommes politiques de droite et du PS ne parviennent plus à faire ressortir les lignes de partage pourtant traditionnelles en France entre droite et gauche. Tout se passe comme si, au recentrage du "débat politique" et à la remarquable convergence des projets en matière de politique économique, se juxtaposent les cadres constitutionnels de la Vème République venant parachever et formaliser, institutionnellement et symboliquement, le consensus entre les forces politiques officielles. C'est sans doute là, la force des socialistes et de Mitterrand : être parvenu à enserrer la droite dans un dispositif à l'intérieur duquel elle est contrainte de se situer en position de faiblesse, par rapport à la gauche gouvernante, révisant en baisse ses prétentions, d'où un attentisme prudent et une démarche qui la conduit à se démasquer de sa propre plate-forme politique. Prisonnière de ce carcan, la droite est devenue muette (ou presque !), ne laissant finalement qu'au CNPF le soin de se présenter comme une force politique dotée d'un projet global quelque peu différent du PS.

Mais là aussi, on aurait tort de voir le patronat comme un bloc homogène. Si le CNPF est l'organisation chargée d'exprimer le point de vue du camp patronal, ce consensus a bien du mal à se matérialiser : le débat sur les restructurations et le degré de dérèglementation y est aussi âpre qu'entre la droite et les socialistes gestionnaires. Un exemple parmi d'autres : la sortie de la crise se réalisera-t-elle en bloquant les salaires (c'est-à-dire en maintenant leur diminution) et en remettant en cause les seuils (SMIC pour les jeunes) ou au contraire en priorisant les modernisations, c'est-à-dire en maintenant un niveau de rémunération décent, contraignant ainsi le patronat à être concurrentiel en accroissant les investissements dans les technologies de pointe. Autrement dit, les véritables concurrents de l'industrie française se situent-ils dans des pays à faible salaire (Formose, Corée, etc.) ou au contraire dans les pays hyperdéveloppés où le prix de la force de travail n'est pas trop dérisoire et où un minimum de garanties sont maintenues. Ce type d'opposition recoupe en fait ceux qui cherchent des solutions immédiates et brutales et les autres qui tentent de promouvoir une analyse prospective et une "planification" souple de la politique économique à plus long terme. (Ici comme bien souvent, il ne s'agit pas d'un "choix" gratuit mais dépendant de critères de rentabilité propres à chaque type d'industries).

En tous cas, là où le consensus — qui est aussi un compromis — au sein du patronat est le plus manifeste, c'est justement sur ce qui peut favoriser l'éclatement des rigidités contractuelles et légales, d'où la recherche de solutions adaptées localement (accords de branches, d'entreprises, ayant force de loi notamment sur le code du travail.

Plus que jamais sans doute, la phase pré-électorale que l'on connaît aujourd'hui n'aura été aussi éloignée et déconnectée du corps social. Même la toile de fond qu'est censé représenter le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail ne parvient pas à capter l'attention : tout le monde sait que cette loi ne changera rien et les gesticulations de la CGT, non seulement s'apparentent à un combat d'arrière-garde, mais font sourire lorsqu'on sait que plus de 50 % des accords d'entreprises sur la flexibilité ont été signés par des sections et des syndicats CGT.

Autre exemple de recherche à tout prix de "consensus", quitte à sombrer dans le ridicule, l'attitude "Super-Dupont" prise par le gouvernement français à l'issue des attentats qui ont eu lieu récemment à Paris ; après les propos de Mitterrand ("La France est attaquée"), on a encore poussé d'un cran la fuite en avant dans la logique sécuritaire : présence massive de CRS dans les gares, coup de filet dans les milieux dits "intégristes musulmans" qui englobent pêle-mêle Shiites et pro-palestiniens et autres métèques du Moyen-Orient. A force de condescendance démagogique envers ce qu'ils croient être la France profonde, ce gouvernement de "pédagogues" finit par donner à penser que sa propre réflexion politique sur certains problèmes internationaux ne dépasse pas celle de n'importe quel "beauf" du café du commerce.

DDD

Difficile de dire que ce discours de croisade que le PS essaie de crier plus fort que la droite sera payant électoralement. Si l'opinion ne s'émeut guère des "bavures" sécrétées par cette logique étatique (les aventures du capitaine Barril ou l'affaire Greenpeace), il ne paraît pas évident qu'elle adhère, de façon active, à cette débauche de fantasmes réactionnaires. Peut-être plus insidieuse, réapparaît ces derniers temps, la bonne vieille idéologie tout autant réactionnaire selon laquelle on a bien de la chance d'appartenir au camp occidental car les régimes dictatoriaux qui lui appartiennent finissent un jour par tomber contrairement au camp adverse : aujourd'hui Haïti et peut-être demain les Philippines. Curieusement, les médias de notre beau pays "démocratique" ont tendance à user de leur liberté de critique envers ces dictatures une fois qu'elles sont tombées ou moribondes et que déjà se profile une solution de rechange acceptable pour les puissances tutélaires qui, jusque là, soutenaient sans vergogne de tels régimes. Quant aux autres, victimes du terrorisme d'Etat, en Amérique centrale, en Afrique noire ou ailleurs, leur calvaire ne semble pas encore prêt d'émouvoir les idéologues des "droits de l'homme" et de la "démocratie", qui signent les éditoriaux de la grande presse, du Figaro à Libération...

Mais revenons à nos moutons (électoraux !). Les législatives de mars 86 ne représentent qu'une étape d'une échéance plus fondamentale et essentiellement institutionnelle : la reconstitution d'une majorité présidentielle stable, en 88 ou avant. C'est le pari de Mitterrand ou de Barre.

Reste qu'il serait hasardeux de faire des pronostics. Le PS, que l'on disait en pleine déroute, risque bien, sinon de gagner les élections, du moins d'empêcher la droite de se trouver en position de force ; comme l'explique Jospin : "Il faut réduire, diviser, affaiblir et émietter le bloc RPR-UDF pour l'amener au-dessous des 43 % de votes qui lui assureraient une majorité absolue à l'Assemblée". Cet objectif modeste peut être atteint par la convergence d'au moins deux phénomènes. Tout d'abord une partie de l'électorat "centriste" sensible aux "dangers" d'une déstabilisation institutionnelle ; se nourrissant des divisions et de la confusion de la droite et de son propre recentrage, le PS peut retrouver cet électorat qui lui fit défaut aux municipales et aux européennes. Par ailleurs, les socialistes peuvent faire le plein de leur électorat traditionnel : le "peuple de gauche". Si celui-ci a pu traîner les pieds au point de bouder l'isoloir lors des précédents scrutins, la "peur de la droite", alliée à l'existence d'un scrutin à un seul tour, vont certainement provoquer un mouvement de "vote utile" suffisant face à la déception provoquée par la gestion socialiste des restructurations et aux possibilités illusoires de cette proportionnelle qui ne laisse aucune chance aux petites listes.

Le PS aussi joue sur du velours. Contrairement à d'autres pays européens (Grèce, Portugal, Etat espagnol), la social-démocratie française n'a jamais été confrontée au cours de ces cinq dernières années à des mobilisations populaires majeures, se situant sur sa gauche et pouvant contester sa légitimité.

Pour mieux comprendre cette situation particulière, il faut se souvenir que la gauche n'a pas été portée au pouvoir par une dynamique populaire, mais qu'au contraire, l'accession au pouvoir de la gauche sur le plan électoral s'est effectuée en liaison avec un contexte de démobilisation. La différence, avec les échéances de 1981, c'est que cinq ans plus tard, l'illusion selon laquelle la gauche avait une existence réelle ailleurs qu'au fond des urnes, a fini par s'effilocher. La manifestation la plus nette de cette nouvelle réalité, c'est désormais pour le PS l'absence de toute référence à un "programme", tradition jadis bien propre à la gauche. Le 16 mars on continue... mais pas la peine de préciser à quoi faire, ce qui serait incompatible avec le vide politique que la gauche, aux commandes des institutions, a contribué à créer !

* * * * * * * * * *

Paris, le 14 Février 1986

TRENTE ANS DE LUTTES OUVRIÈRES EN URSS. 1953 - 1983

Une brochure de 40 pages
Edité par L'OCL et Acratie
15 Francs (port compris)

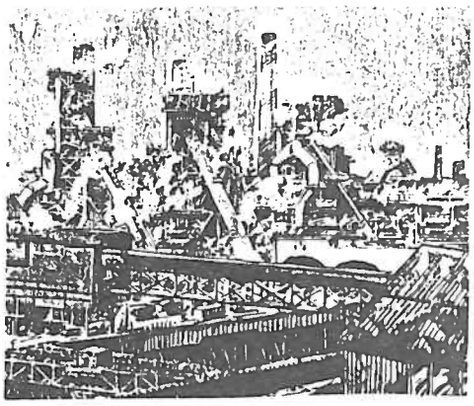
en écrivant à OCL/Egrégore BP 1213
REIMS

ou Acratie BP 23. 64130. Mauléon

ABONNEZ-VOUS!

FLEXIBILITE A RHÔNE-POULENC VITRY

On parle beaucoup de la flexibilité ces derniers temps. Pourtant elle ne date pas d'hier dans bon nombre d'entreprises. La loi sur les 39 heures ayant d'ailleurs accéléré le processus. Cette interview d'un militant de Voie Prolétarienne (1) travaillant à Rhône-Poulenc nous le confirme. Ajoutons que dans les faits la loi sur la flexibilité ne changera pas grand-chose puisqu'elle entérinera ce qui se passe déjà sur le terrain. Par contre son vote serait une nouvelle défaite pour les salariés. De toute façon, un texte seul n'a jamais empêché les « débordements illégaux » du Patronat : les atteintes quotidiennes au Code du Travail sont là pour nous le rappeler.



Rhône-Poulenc, à Vitry-sur-Seine, rassemble sur le même site industriel une usine (1 300 personnes) et un Centre de Recherche (1 100 salariés).

C'est la principale usine de produits chimiques de la proche banlieue parisienne. On y fabrique des médicaments selon deux types de procédés. L'un, par fermentation, donne des antibiotiques. Ils sont faits dans une chaîne d'atelier où s'articulent magasin, fermenteurs de 70 m³, puis ateliers d'extraction, de régénération des solvants, et de conditionnement. On y travaille en feux continus (4 × 8).

L'autre grand secteur travaille par synthèse chimique de molécules organiques. Ce sont des ateliers indépendants les uns des autres où, selon le cas, on travaille en 2 × 8, 3 × 8, ou normale.

Tout cela fait environ 500 ouvriers de fabrication dont jamais plus de 200 se retrouvent sur le site en même temps.

Autour de la fabrication se greffent quelques secteurs en 4 × 8 (chaufferie, pompiers, infirmerie, gardiens) et d'autres en normale (secteurs d'entretien, caristes, évacuation des déchets, magasiniers, laboratoires, services commerciaux et administratifs).

Le centre de recherche, comme son nom l'indique, recherche, lui, des molécules nouvelles. Il n'en trouve pratiquement plus, mais ça c'est une autre histoire... Il se divise en plusieurs services chargés soit de chercher les molécules, soit de tester leurs effets thérapeutiques et leur toxicité sur les animaux, soit d'analyser les résultats des essais. A cela se greffe des secteurs de production en petite quantité pour les essais et des secteurs d'entretien. Contrairement à l'usine, tout le monde travaille en normale à quelques exceptions près. Une particularité importante : les techniciens sont majoritaires. Cela conditionne les réactions (ou l'absence relative de réactions) face à toutes les mesures qui sont décrites.

CA : Peux-tu nous parler des différentes formes de flexibilité qui existaient déjà sur Rhône-Poulenc Vitry ?

Déjà, ce qui nous surprend dans l'usine, c'est le grand nombre d'horaires postés. Certains bâtiments tournent en 4 × 8 (c'est-à-dire en feux continus), d'autres en 3 × 8, d'autres encore en 2 × 8 ou en normale. Au sein d'un bâtiment, il peut même y avoir plusieurs rythmes.

En fait cela dépend du type de fabrication. Les feux continus sont sans doute obligatoires en fermentation, pour la production des antibios, parce que ça demande une surveillance constante sur plusieurs jours. Le rythme de la fermentation impose aussi à une série de services de tourner en 4 × 8 (infirmerie, chaufferie, etc.). Pour le restant, le rythme 4 × 8, 3 × 8 ou même 2 × 8 ne se justifie pas techniquement. Je veux dire que même si il y a des contraintes techniques, ce qui détermine le rythme c'est autre chose : la nécessité d'économiser du capital, ou d'amortir au plus vite un investissement. Les installations les plus modernes seraient aussi plutôt en 3 × 8 ou 4 × 8 et les ateliers vétustes plutôt en normale ou 2 ×8.

Sinon, il existe depuis longtemps les horaires décalés pour ceux qui sont en normale (démarrage au choix à 7 h 30, 8 h, 8 h 30 ou 9 h). Ou encore le 2 × 8 du matin : les gens travaillent tout le temps d'équipe du matin (6 h à 14 h). Dans ces deux cas, l'intérêt du patron et les désirs des ouvriers peuvent se réjoindre.

Cela c'est pour l'usine. Au Centre de Recherche existe une forme de flexibilité depuis longtemps passée dans les mœurs : c'est les permanences du week-end. Cela concerne surtout les services où il y a des animaux à s'occuper.

CA : Quelles sont les nouvelles formes de flexibilité qui apparaissent maintenant ?

D'abord il y a les horaires variables pour les volontaires du Centre de Recherche. On me dira que cela relève plutôt de l'aménagement du temps de travail, mais la frontière n'est pas nette avec la flexibilité. Cela dépend de ce que le patron parvient à faire accepter.

Il y aussi un atelier où la direction s'est rendu compte qu'il devenait économique de supprimer le travail de nuit, quitte à faire son deuil des pertes dues aux incidents la nuit. Elle a donc mis sur pied un espèce de 2 × 8 bâtard (deux semaines du matin, une semaine de l'après-midi) et des permanences le week-end (une permanence à faire toutes les neuf semaines compensée par deux jours de repos, le lundi d'avant et celui d'après).

5e EQUIPE

En outre, depuis 80, la direction essaye d'imposer aux 4 × 8 la 5e équipe. Cela a déclenché cette année-là une grève pour rejeter ça et pour les salaires. Si la direction n'a pas cédé sur les salaires, elle a par contre reculé à l'époque sur son projet.

CA : Je ne comprends pas. La 5e équipe, c'est pourtant une vieille revendication des travailleurs postés.

Oui mais le rythme 4 × 8 c'est 6 jours de travail pour 2 jours de repos. Cela amène un nombre très important de jours de congé. En 5 × 8, le rythme est plus reposant : 6 jours de travail, 4 de repos. Mais le nombre de jour de congé chute en dessous même du niveau des travailleurs en normale. Enfin cela a des conséquences au niveau salaire sur le calcul des nuits donc de la prime qui aurait chuté elle aussi.

Ce qu'il faut voir, c'est que la 5e équipe, c'est un peu comme les 35 heures. On l'avançait quand on avait le rapport de force, quand on estimait que l'obtenir ne nous enlevait rien. Maintenant quand les patrons l'avancent, c'est pour nous reprendre plein d'autres choses et on n'a plus le même rapport de force. Résultat, même si moi, en tant que militant je dis qu'il faut garder la revendication en précisant ce qu'on veut et en rejetant ce qu'avance le patron, les gars n'avancent même plus revendication de 5e équipe.

MAITRISER LES JOURS DE REPOS

Aujourd'hui, le directeur cherche de nouveau à la réimposer en saucissonnant : elle s'attaque au service sécurité (pompiers, surveillants). Le but recherché par la direction est d'avoir un personnel en poste qui varie moins. L'effectif par équipe sera donc moins nombreux, avec moins d'ouvriers polyvalents à payer. La 5e équipe est un moyen d'y arriver par la maîtrise des congés que cela entraîne.

Ceci dit, il faut bien voir que, 5e équipe ou pas, la direction travaille déjà à maîtriser les congés des postes 4 × 8. Déjà, dans certains ateliers, les gens ne prennent leurs jours de congés que lorsque ça ne gêne pas trop la production, en s'arrangeant entre eux, quitte à s'accrocher.

Le but est là aussi de supprimer du personnel. Quand ils ont réussi à imposer des habitudes au nieau prise de vacance, ils suppriment une personne dans l'équipe, ce qui entraîne de nouvelles contraintes pour la prise des repos.

En 3 × 8, la direction cherche aussi à contrôler les jours de repos issus des dernières réductions du temps de travail. Ils les fixent le même jour pour tous.

BONJOUR LES HEURES SUPP...

A part cela, il y a un peu plus d'heures supplémentaires. En général, ils trouvent des volontaires et n'ont pas à l'imposer.

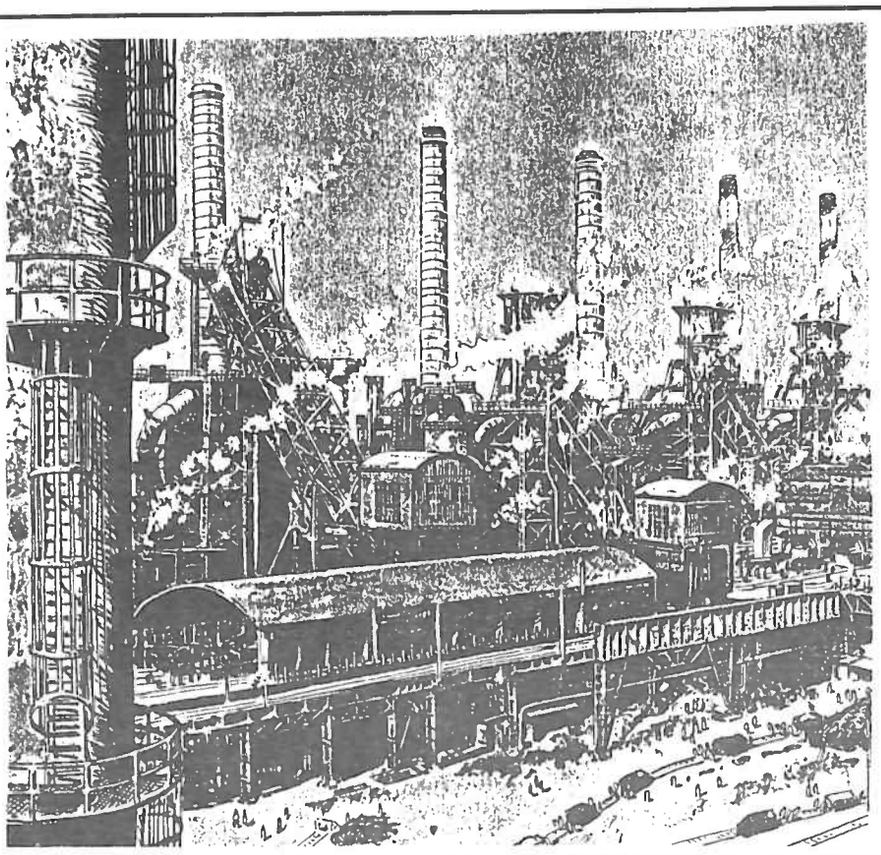
On apprend aussi de plus en plus souvent qu'une telle est restée jusqu'à 10 h du soir, qu'untel a quitté à 3 h du matin, sans qu'on puisse rien faire. Ce sont des cas particuliers, au Centre de Recherche essentiellement, mais il est arrivé déjà qu'ils imposent à tous un service des horaires super lourds, pendant tout un mois : 10 h par jour, et le samedi ou le dimanche. L'argument avancé par la direction était que si Vitry ne faisait pas ce boulot, ce serait les Anglais qui le récupéreraient... En fait, la filiale anglaise de Rhône-Poulenc à qui on doit tenir le même discours.

L'IMAGINATION EST DEJA AU POUVOIR

Il existe aussi un projet pour un atelier qui tourne en 2 × 8. Il garderait le même rythme, mais en continu, c'est-à-dire en travaillant le week-end et les jours fériés. C'est un atelier où tous les produits sont à forte valeur ajoutée, où le matériel est très neuf et où il y a engorgement de commande.

Le problème technique auquel se heurte la direction, c'est le séchage en étuve. Même s'ils fabriquaient la nuit, ils ne pourraient pas sécher le produit. Donc, faute de pouvoir étaler la production sur les nuits, ils projettent de l'étaler sur les weekd-ends.

Ajoutons aussi que dans un autre atelier en 2 × 8, ils veulent faire tourner provisoirement une fabrication en 3 × 8. Mais plutôt que de constituer trois équipes et de s'affronter aux ouvriers, ils ont préféré



Un peu d'histoire...

PCF : Connaît une érosion continue commencée dès avant 68. A l'érosion due à sa politique d'ensemble s'ajoute localement la concurrence de groupes d'extrême-gauche. La crise a, de plus, comme partout ailleurs, réduit ses bastions traditionnels : ici, les ouvriers professionnels de l'entretien.

Rien à voir donc avec des usines comme Renault. La domination sans partage du PCF y a cessé depuis longtemps. Plus précisément depuis l'apparition de Lutte Ouvrière.

LO : A l'époque, la pratique syndicale de Voix Ouvrière avait amené une scission-exclusion (pas moyen de savoir) dans la CGT. Pendant deux ans, vers 65-66, un groupe syndical « Démocratie Ouvrière » avait vivoté avant de prendre la direction de FO. LO a profité du mouvement de 68 mais a dû partager alors l'influence sur le site avec d'autres groupes d'extrême-gauche. Après les licenciements de 75 et l'extinction des autres groupes, LO s'est retrouvé, pendant plusieurs années, le seul groupe à la gauche du PCF. Aujourd'hui encore, cette organisation apparaît à la frange combative comme la seule alternative solide du PC. LO se retrouve cependant diminué en militants, sur des bases et dans un milieu beaucoup moins politique que 15 ans auparavant.

Elle apparaît aussi plus comme une alternative syndicale que comme porteuse d'un projet politique.

PCI : Présent depuis des lustres, sans audience, joue l'appareil de FO contre LO. Défend les augmentations en pourcentage et les revendications corporatistes des techniciens. Quelques initiatives intéressantes, cependant, comme à propos de la Pologne.

LCR : Impact politique pratiquement nul, malgré une audience personnelle non négligeable.

Esprit de mai, es-tu là ? Mai 68, c'est sur RP Vitry, les Comités de Base, structures de masse qui géraient la lutte, mais aussi qui commençaient à mettre leur nez (souvent avec plein d'illusions) dans l'organisation de l'usine. Sous l'impulsion de maoïstes (gauche du PSU, puis UCF (Cause du Peuple de manière éphémère, plus tard d'HR), il restera de ces Comités de Base, un Comité Révolutionnaire d'Usine (CRU) ayant une certaine audience. Faisant un peu de politique, de syndicalisme, et surtout occupant le terrain des revendications qualitatives, il durera jusqu'en 75.

1975 : c'est la date du licenciement, suite à une séquestration mal menée, de plusieurs militants maoïstes qui avaient dynamisé la CFDT. Ce syndicat ne s'en remettra pas, malgré la présence de quelques anarchistes. (Il y aura par la suite un éphémère regroupement libertaire sur le site.) Cette répression donnera de l'ampleur au reflux qui s'amorçait déjà. La suite de l'histoire n'est pas très originale : c'est le retrait de militants ouvriers ou techniciens, la démission de certains, c'est le reflux de la plupart des techniciens autrefois sensibles au discours révolutionnaire, aujourd'hui retournés à leur carrière.

Voie prolétarienne : Mène depuis 81 une lutte politique. Cherche en particulier à relier les problèmes vécus quotidiennement à une réflexion sur la crise, sur le caractère bourgeois de la gauche, l'évolution des formes d'encadrement patronal, le type de société à construire, etc.

A impulsé en 84-85 le GORP (1), regroupement ouvrier un peu à l'image du CRU.

(1) GORP : Groupe Ouvrier Rhône-Poulenc.

allonger une prime et faire travailler des volontaires de nuit deux semaines de suite.

PASSAGES FORCES EN EQUIPE

Les ateliers en normale étaient des plus vétustes. Avec la fermeture du secteur « Minérale », il n'y en a plus. Quant aux ateliers en 2 × 8, soit ils sont rentables et leur avenir c'est les 3 × 8 (ou le 2 × 8 continu pour l'atelier dont on a parlé), soit ils risquent de fermer à terme.

Le résultat, c'est qu'ils cherchent à imposer les 3 × 8 à de jeunes ouvriers contre leur gré. C'est arrivé dans un atelier en octobre dernier, ce qui a provoqué plusieurs débrayages. Cela arrivera sans doute encore.

MOBILITE

CA : Existe-t-il des formes de flexibilité (déplacement d'un atelier à un autre suivant les besoins de la production) ?

Cela n'est pas dans le projet de loi. Mais ils cherchent à l'imposer. Cela existe depuis des années aux Antibiotiques. En gros, il y a deux grandes divisions : l'extraction et la fermentation. Au sein de chaque div ision, certains ouvriers – les « polyvalents » – « sautent » d'un bâtiment à l'autre en fonction de la production. Cela sert à boucher les trous en cas d'absence.

Ils cherchent à la faire passer à l'Organique. Comme ils ne peuvent pas l'imposer immédiatement, ils cherchent des moyens détournés. Par exemple, ils multiplient les mutations entre ateliers pour habituer les gens à tourner. L'objectif est bien sûr aussi de CASSER LES COLLECTIFS OUVRIERS.

CA : Quelles sont les raisons invoquées par Rhône-Poulenc ? Quelle analyse en fais-tu ?

Il y a des raisons économiques : s'adapter au plus près au marché, baisser les coûts de production en adaptant au mieux la main-d'œuvre à leurs besoins productifs. Pour en arriver là, ils peuvent faire des choses qu'ils ne pouvaient pas faire avant.

LE NIVEAU POLITIQUE D'ENSEMBLE PESE SUR LA CAPACITE DE REACTIONS DE CHACUN.

La résistance des gens était plus forte auparavant ; en 1981, tous les 4 × 8 se sont mis en grève trois semaines contre une simple menace de 5e équipe. Aujourd'hui, les gens sont dispersés. La combativité s'est émoussée : il y a eu une grève en 1984, dont les gens gardent pourtant un bon souvenir, qui n'a pas abouti. C'est le niveau politique d'ensemble qui pèse sur la capacité de réactions de chacun. Chacun se dit que plus rien n'est possible.

CA : Le fait que Rhône-Poulenc annonce des bénéfices n'a pas eu d'effet positif sur les gens ?

Cela a eu une incidence pour la grève de 1984. Maintenant cela ne fonctionne plus. Cela n'est pas différent des boîtes qui restructurent. Le rapport de force global bourgeoisie/classe ouvrière joue.

Maintenant les gens sont conscients de beaucoup plus de choses. Ils sont conscients que l'enjeu dépasse largement les murs de l'usine. Ils voient qu'en face la résistance n'est pas à la hauteur des attaques. Ils sont en plus conscients que les syndicats n'ont pas la volonté, et même plus la capacité d'organiser la riposte.

MAIS L'EFFONDREMENT DES ILLUSIONS A UN EFFET DE DEMOBILISATION

Mais cette conscience, aujourd'hui, sert contre eux. Cela les amène simplement à chercher à s'en sortir seul, ou seulement leur atelier, ou leur usine. Ils tendent à chercher des compromis de toutes sortes avec leur chef d'atelier, leur direction. Et ça ne peut se faire que contre les autres, et même ceux qui vont le plus loin dans l'acceptation ne sont pas sûr d'en tirer quoi que ce soit. Dans le meilleur des cas, ils coulent moins vite que les autres.

En fait, ils savent souvent que c'est un mauvais plan, mais ils pensent qu'ils n'ont pas d'autre choix. Les perspectives qu'on peut leur donner n'en sont pas pour la plupart, pas tant que cette situation durera.

CA : Quelles sont les réactions des sections syndicales ?

La CFDT ne fait rien. Elle existe au Centre de Recherches, sur l'usine elle est morte. FO dit qu'elle est contre la flexibilité. Ses militants essaient d'organiser les gens qui résistent, mais ils ont peu de moyens.

A l'usine, la CGT ne parle plus politique. Ils sont revenus à une espèce de trade-unionisme avec le syndicat qui défend les ouvriers et le parti qui vote les lois. Ils relaient les initiatives départementales ou nationales. Avec difficulté d'ailleurs, à cause de la démobilisation, du manque de confiance aussi. Mais ils ne parlent plus de projet de société. Ou plutôt, ils parlent toujours de nationalisation « qui devraient être au service des travailleurs et de la nation », ils défendent les industries de France en général, et de Vitry en particulier, mais, et ça c'est nouveau, ils ne cherchent plus tellement à justifier les revendications au nom de l'intérêt bien compris de Rhône-Poulenc ou de la France.

Au Centre de Recherche, la CGT y est plus politique. A chaque attaque de la direction, ils avancent : « Si on produisait français, s'il y avait plus d'essais au Centre de Recherche, cela n'arriverait pas. » Ils ramènent tout à leur lutte pour développer l'activité du Centre. Face à ce genre de position, il faut être clair par rapport à sa boîte, savoir qu'elle ne peut se développer que contre nous, et ne pas hésiter à la mettre en danger par notre lutte.

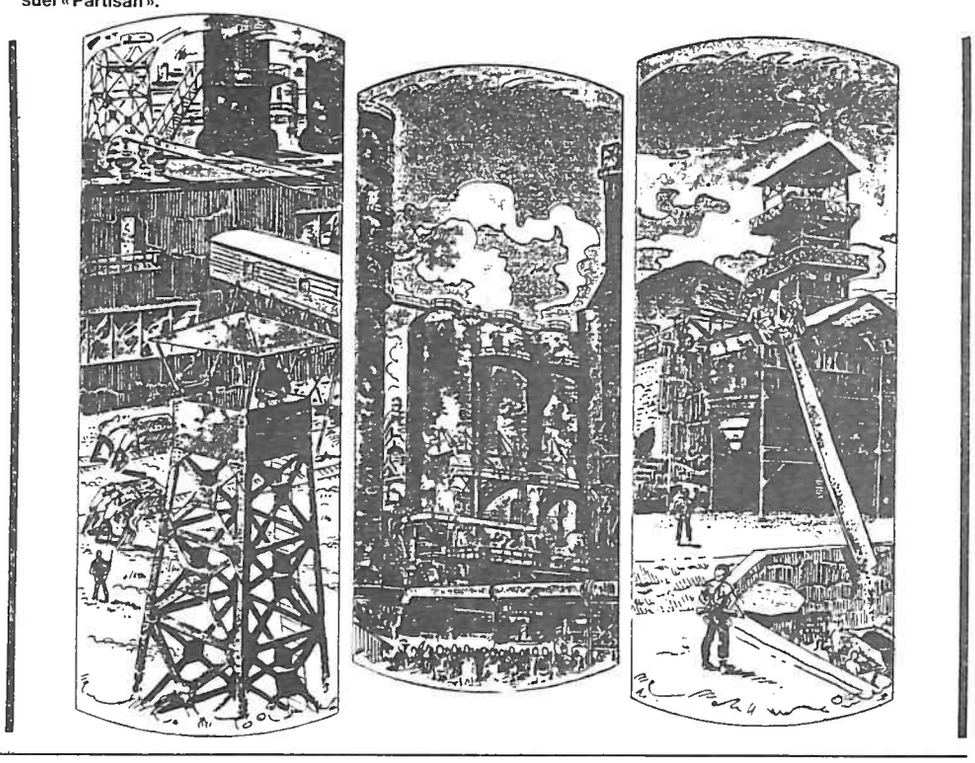
MARCHANDER SON VOLONTARIAT

CA : Comment la direction règle-t-elle le cas des inflexibles ?

Ils changent les gens d'ateliers, quitte à renouveler totalement l'équipe. Ce qu'ils ont fait il y a trois ans pour un bâtiment. Il y a tellement d'horaires possibles qu'ils peuvent en général recaser tout le monde. Quand ils font des erreurs, ils ont droit à quelques débrayages comme récemment, mais cela va rarement très loin, à cause de la multitude de situations. En général aussi, ils trouvent suffisamment de volontaires qui cherchent à marchander leur volontariat. Et puis il y a toujours le chantage à la promotion et aux primes (comme le gérant du Centre Leclerc de Reims, cf. "CA" nº 52, p. 31).

Vitry, janvier 1986.

(1) Voie Prolétarienne BP5 93401 Saint-Ouen CEDEX - Organisation issue du courant « ml » - Edite le mensuel « Partisan ».



DESTINS ANIMÉS

ANIMATION

L'animation a pris son essor au début des années 70, répondant aux besoins des familles au sein desquelles les deux parents travaillaient. Il était nécessaire de prendre en charge les enfants scolarisés dans les petites classes (de 2 à 10-11 ans) pendant la semaine, car aucune structure péri-scolaire (éducative, culturelle) n'était en mesure de les accueillir.

Au départ, la fonction de l'animateur relevait plus de la garderie que de l'animation. Aucune norme d'encadrement n'était fixée, aucune formation n'était exigée.

Le cadre social dans lequel s'est développée l'animation est celui de l'éclatement de la cellule familiale, de la femme au travail, du boom démographique et de l'urbanisation concentrationnaire. Pour faire face aux nouveaux problèmes qu'engendraient ces mutations dans le cadre de vie, des municipalités de gauche (essentiellement dans la banlieue parisienne) et des intervenants scolaires se dotèrent de structures pour pallier au manque et au coût de nourrices pour des populations aux revenus modestes.

Par la suite, le système s'est étendu progressivement à toutes les grandes villes et son importance a forcé à la définition de règles de travail.

La ville de Paris a suivi ce mouvement et aujourd'hui elle compte près de 500 centres de loisirs et environ 6000 animateurs pour les cantines, garderies et études du soir, centres de loisirs et centres aérés.

Ce nombre de 6000 personnes recouvre de grandes disparités de situation : heures supplémentaires pour instits, argent de poche pour étudiants, job momentané pour des jeunes, mères de famille... et pour certains, profession à part entière. A ce tableau s'ajoute une différence de statut : vacataires/titulaires (environ 400), ce qui explique la difficulté d'appréhender ce corps professionnel comme un corps homogène.

Pourtant, la crise économique raréfiant les possibilités d'embauche « fixe » de plus en plus un personnel qui ne faisait que passer. Les exigences de qualification s'accentuant renforcent cette stabilisation.

Cette situation dans son ensemble a entraîné l'émergence de revendications et la création de sections syndicales. Dans ce secteur vierge de toute implantation syndicale, il a fallu plusieurs années pour apparaître. Les syndicats eurent du mal à se relever d'une grève « sauvage » en 1978, qui les laissa de côté. Différentes tentatives eurent lieu qui touchèrent essentiellement les titulaires (et encore dans une faible mesure). Dans cette première approche, la CGT avançait en cavalier seul. Une section CFDT, réduite au minimum, se renforça par la suite de l'apport de quelques syndiqués CGT, la quittant après les événements de Pologne.

Les syndicats doivent affronter le manque d'homogénéité des animateurs et le fait que ces derniers soient dispersés dans les 500 centres de la capitale. Dans certains centres, les effectifs animateurs n'excèdent pas 3, d'autres en comptent jusqu'à une dizaine, tout cela variant en fonction du nombre d'enfants et des normes d'encadrement maternelles/primaires. La démarche première des syndicats est donc de parvenir à les coordonner.

Depuis peu, la CFDT s'est renforcée d'un certain nombre d'animateurs vacataires qui mettent en avant les problèmes de statut les concernant et la précarité de leur emploi. En fixant de nouveaux axes revendicatifs, ils dynamisent la section. Ils abordent des questions qui touchent un plus grand nombre d'animateurs et élargissent le débat syndical. Bon nombre d'entre eux utilisent la section comme un outil de coordination, en laissant de côté les grands débats qui agitent la confédération. Ce qui importe essentiellement, c'est la constitution d'une section active, comme on a pu le constater lors des différentes actions menées contre le blocage des salaires. Fonctionnant en A.G. régulières où se retrouvaient syndiqués et non-syndiqués, il fut proposé l'envoi d'un tract d'explication des mesures et leurs conséquences dans chaque centre de loisir. Le tract fait mention d'une proposition de grève, proposition, car il fut décidé que si elle devait avoir lieu, elle ne saurait être une décision d'appareil syndical. L'ensemble du personnel était appelé à prendre position sur cette action, et devait en débattre centre par centre pour finalement nous faire connaître son avis. Ce fonctionnement, malgré sa lourdeur, prenait en compte l'opinion de chacun, responsabilisait individuellement et collectivement les animateurs et permettait d'obtenir démocratiquement une décision. Cet exemple décrit la démarche syndicale de la section qui tend à faire participer et à impliquer l'ensemble du personnel dans la lutte, au lieu d'abandonner les décisions aux spécialistes syndicaux. Notre démarche s'est traduite sur le plan numérique par l'augmentation d'une vingtaine à une centaine d'adhérents, et de très nombreux contacts.

Afin de maintenir et consolider les liaisons qui se sont créées dans la lutte, différents projets ont été élaborés. Le premier est de donner naissance à une revue extra-syndicale, dans laquelle seront abordées l'ensemble des questions touchant à l'animation (pédagogie, matériel éducatif, fonctionnement des centres, etc.). Le but recherché par cette revue est de rompre avec l'isolement, en faisant circuler les infos et servir de support aux différentes réflexions et interrogations sur notre profession. Le deuxième projet est d'organiser une fête rassemblant l'ensemble des animateurs. Par ce biais « spectaculaire », il est possible de leur faire prendre conscience qu'ils constituent une force face à l'administration qui favorise leur dispersion.

L'axe revendicatif des mois à venir s'oriente vers la lutte pour la titularisation de l'ensemble des vacataires, l'accent étant mis sur le décret de janvier 86 relatif à la titularisation des agents des collectivités territoriales. L'application de cette loi par la ville de Paris suppose que nous mettions en place un rapport de force favorable.

Aujourd'hui, nous arrivons à un stade de maturation où notre objectif doit être l'organisation de l'ensemble des animateurs. L'avenir de notre section syndicale est de devenir le lieu unique de coordination et d'organisation de ce secteur professionnel (à la ville de Paris) qui marquerait une rupture dans la situation actuelle, quand partout s'installe la précarité de l'emploi.

Par contre, un nouveau point noir se dresse à l'horizon, celui de la nouvelle grille scolaire. Si elle s'appliquait comme veut la mettre en place le ministère de l'Education nationale, cela conduirait à faire disparaître notre profession. Dans cette perspective, nous sommes dépendants de la réponse des instituteurs et, d'une certaine manière, seul un refus de leur part pourrait garantir notre avenir.

Alain et Richard

Fédé interco - Section animateurs CFDT
Syndic service public Paris (SSPP)

Tableau chiffre des animateurs à la ville de Paris

Approximativement 6000 personnes travaillent dans ce secteur durant l'année.

— 3500 pour les postes interclasses, dont 1360 instituteurs, 1736 vacataires, 344 adjoints d'animation

— 2400 pour juillet-août (grandes vacances, centres aérés).

— 1834 pour les centres de loisirs

— 344 titulaires.

Hypermarchés (débat)

NOUS NE TRAVAILLERONS PAS DIMANCHE

L'article « Les caddies vont-ils rouler le dimanche », paru dans le n° 52 de C.A. (janvier 86) a suscité une lettre très intéressante de quatre travailleurs, employés dans une grande surface toulousaine, et syndiqués à la CFDT.

Directement concernés par la menace que représente le travail du dimanche, ils apportent ici un complément de réflexion sur les projets des directeurs d'hypermarchés ainsi qu'une mise au point sur l'attitude de la fédération du commerce CFDT ; tout cela contribuant fort bien à mieux éclairer notre lanterne...

Nous avons sous les yeux le numéro de janvier de *Courant Alternatif* (qu'il est bien ce canard ! Quel plaisir de le recevoir... même avec des désaccords)

L'article de Dominique, de Reims, sur l'ouverture des magasins le dimanche est très bien. Cela nous fait plaisir... vu qu'on est au cœur du cyclone depuis 2, 3 mois, de voir un article « de classe » sur le sujet. Il y manque toutefois deux réflexions, que l'on se propose de vous argumenter, vite fait, sur le gaz...

1) Pourquoi, économiquement parlant, les directions d'HYPERS veulent-elles ouvrir le dimanche ? (ce n'est pas par pure méchanceté ! Or l'article n'en dit pas plus). Il faut remonter, pour le comprendre, au début des années 60.

Les Hypers se sont ouverts, loin du centre des villes et avec une prédominance alimentaire... contre les « Grands Magasins », dinosaures du début du siècle. Ceux-ci riaient en se disant : « Nous avons de tout, et nous sommes dans le centre... ». L'essence n'était pas chère, grâce à des politiques de gestion trop longues à expliquer ici, c'est les Hypers qui ont bouffé les Grands Magasins.

Exemple :
en 1970 : part du chiffre d'affaire des Hypermarchés : 2,6.
en 1983 : 12,3
en 1970 : part du chiffre d'affaire des Grands Magasins : 3,4
en 1983 : 2,7.

Ce phénomène d'écrasement des Grands magasins par les chaînes d'Hypers, c'est la 2ème révolution commerciale du siècle. Mais... l'histoire va vite... l'essence augmente... se déplacer coûte cher... alors des chaînes de supermarchés utiliseront les mêmes formes de gestion que les Hypers, équipées de centrales d'achats puissantes, elles implantent à partir des années 78/82 des **supermarchés de proximité** et concurrencent les Hypers avec des prix d'appels tout aussi alléchants. Ce, dans une période où les autorisations de construction d'Hypers ne sont plus si massives et ou **la baisse du pouvoir d'achat** des ménages ne permet plus au gâteau de la consommation globale de croître.

Exemple :
entre 78 et 84 : création de 1734 Supermarchés et de 160 Hypermarchés.

Pour vous, concrètement, cela signifie que d'aller acheter près de chez vous, chez INTERMARCHÉ, TIMY, CODEC, etc. etc., ce n'est pas plus cher, plus rapide, et plus économique en essence que d'aller à CARREFOUR, EUROMARCHÉ ou MAMMOUTH, à 25 kms ! (même s'il y a moins de choix).

Ça c'est le début de la 3eme révolution commerciale du siècle ! Alors les patrons des Hypers ont deux solutions :

a) s'implanter dans des supermarchés de proximité (ex. : les magasins E.D. de CARREFOUR dans la région parisienne)
b) concurrencer cette nouvelle forme de distribution par l'ouverture le dimanche. C'est-à-dire par un jour de « calme familial » (Puisque les supérettes de proximité sont ouvertes le dimanche matin).

Il ne s'agit donc pas de « l'adaptation de la distribution à de nouvelles habitudes de consommation » mais d'une lutte de concurrence entre les requins eux-mêmes.

2) La deuxième réflexion que cet article nous inspire c'est sur l'attitude de la fédération du commerce CFDT. En effet cet article est très gentil pour la CFDT. Elle semble « ne pas prendre position » sur le problème. Or nous sommes bien placés pour savoir que les recentrés de la fédération prennent une position qui peut se résumer ainsi : « Nous laissons sans droits, depuis des années, les employés du commerce qui travaillent le dimanche, dans les magasins familiaux ou les supérettes de proximité ! (non syndiqués dans l'immense majorité des cas). Nous devons donc profiter de l'envie des patrons des Hypers d'ouvrir le dimanche pour négocier globalement et localement les ouvertures et donc les droits afférents pour tous les employés de tous les types de commerce concernés. Donc, oui à des dérogations préfectorales si elles s'appuient sur des négociations locales prenant en compte les intérêts de tous les employés concernés. C'est donc sur notre peu de vie sociale restante que les recentrés veulent négocier les compensations salariales pour les employés volontaires (et muets) des supérettes. Nous avons une nette préférence prévisible pour une tactique de défense des intérêts de tous par les avancées des secteurs les plus forts. Mais cela semble être une vision corporatiste pour les bradeurs bureaucrates. La défense des intérêts des employés des Hypers doit servir la défense des intérêts des employés de tout le commerce et non pas l'alignement sur la situation des plus défavorisés. Mais la fédé CFDT du commerce préfère scier la branche sur laquelle elle est assise... Quand elle n'aura plus de sections, de militants, de syndiqués dans les Hypers... elle demandera au gouvernement de « gôche » de lui payer les cotisations perdues pour services rendus au grand capital.

3) Il nous reste à parler de riposte... dans des temps où la riposte est difficile.

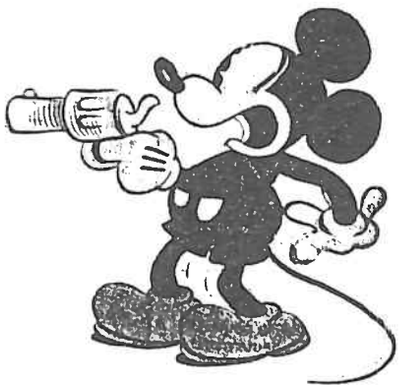
Nous sommes conscients qu'il va falloir aller au baroud d'honneur, avec lucidité et courage. Nous espérons que nous serons rejoints par les travailleurs conscients que cela ne règlera pas le problème de l'emploi et qu'au contraire... si nous cédons, c'est tous les travailleurs qui seront menacés.

Quoi qu'il en soit nous sommes prêts à tout (y compris à des formes d'action non syndicales) pour empêcher les patrons, les clients, et les syndicalistes au service du patronat de venir nous faire chier le seul jour de la semaine qu'il nous reste pour rire avec les enfants, faire l'amour (et lire Courant Alternatif).

Fraternellement

Marc, Jehny, Joss et Françoise
une équipe syndicale CFDT d'un Hyper Toulousain

FRANCE-DISNEY : POUR CEUX QUI ONT DES DOLLARS ENTRE LES OREILLES



Télex : « Walt Disney Production : chiffre d'affaires de 504 millions de dollars - Bénéfice net de 35 millions de dollars - Hausse des bénéfices de 8 % - Hausse du chiffre d'affaires de 18 % - Décision d'investir 10 à 15 milliards dans un parc de loisirs en Europe ».

DE LORRAINE, CŒUR DE SCHTROUMPFS A DISNEYLAND...

Hier, l'Elysée et Matignon s'attachaient avec ardeur à la modernisation de la Lorraine. Bilan brut : un solde migratoire de 13000 habitants par an et une perte sèche annuelle de 10000 emplois salariés. Pour arrondir les angles du plan acier, le gouvernement se disait « prêt à apporter la totalité de son soutien à l'implantation du parc d'attraction du Nouveau Monde des Schtroumpfs » sur le site de l'ancien laminoir de Sacilor à Hagondange (Moselle). Aujourd'hui c'est au tour de la grande banlieue parisienne (Marne-la-Vallée) d'apprendre que petits Mickeys et gros dollars vont se lancer dans le ratissage des plaines de la Brie pour y implanter un immense complexe de loisirs : Disneyland.

En décembre dernier un protocole d'intention est contracté entre le gouvernement et Michaël D. Eisner, le président de Walt Disney Production, on attend la signature définitive pour le 18 mars prochain. Mais déjà le miroir aux alouettes fait rêver. Le projet à terme devrait couvrir 1800 hectares : plus de 10 milliards d'investissements, 30000 emplois attendus, 15 millions de visiteurs par an pour un bénéfice net de 6 milliards de francs.

LA ZONE D'AMÉNAGEMENT DE MARNE LA VALLÉE

D'ici la fin de l'année, ce sera donc un chantier supplémentaire qui s'ouvrira sur la zone d'aménagement de Marne-la-Vallée. La politique de la dernière décennie en matière d'urbanisation, rénovation des quartiers de Paris pour une capitale ville-phare de l'Europe occidentale, développement et rééquilibrage urbain autour des villes nouvelles (Gercy-Pontoise, Melun-Sénart, Marne-la-Vallée avec priorité à l'est de la banlieue parisienne pour achever l'axe Nord-Ouest, Sud-Est, La Défense, Bercy, Marne-la-Vallée) a pour conséquence première la création de zones urbaines compartimentées socialement et économiquement : quartiers de luxe et de consommations (Paris centre et ouest et à plus long terme Belleville, La Villette, Bercy...) quartiers et villes ghettos sans activités économiques pour les populations les plus démunies (La Courneuve, Nanterre...), relogement dans une banlieue de plus en plus éloignée des sites de travail des classes moyennes à la recherche de verdure et de calme.

Marne-la-Vallée est partie intégrante de ces schémas de développement de la Région Parisienne. Située à une trentaine de kilomètres à l'Est de Paris, coincée entre la Marne et l'autoroute A4 sur une zone de 16000 hectares (une fois et demi Paris, 20 fois le secteur de La Défense) cette mégaville nouvelle s'étend sur 26 communes réparties en quatre secteurs d'aménagement dont les trois premiers sont actuellement sous couvert de l'Agence EPAMARNE (Etablissement Public d'Aménagement de Marne-la-Vallée).

Secteur 1 : Villiers/Marne, Bry/Marne, Noisy-le-Grand. 8000 logements et 143000 m² de bureaux.

Secteur 2 : Val Maubuée. 17000 logements et 50000 m² de bureaux.

Secteur 3 : secteur encore en développement : prévision de 10000 logements pour l'hébergement de 35000 nouveaux habitants.

Secteur 4 : Couvray, Magny-la-Hongre, Bailly, Romainville. Secteur encore peu exploité : future implantation du parc d'attraction qui déborderait sur le secteur 3.

Marne-la-Vallée « enrichie » du projet de Disneyland est donc une opération gigantesque sur le plan de l'aménagement urbain et aux retombées économiques encore incalculables mais suscitant déjà de nombreux appétits. On continue aujourd'hui à y construire les premières pierres d'un puzzle comparable à la Silicon Valley : implantation d'IBM, de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, de l'Ecole Nationale des Sciences géographiques, du Centre National de Formation de la compagnie Bull, de l'école supérieure d'Ingénierie en électronique et électrotechnique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, de la cité Descartes (parc scientifique de recherche en association étroite avec les industries de pointe).

DISNEYLAND, LE PROJET ET LES RÉACTIONS

Disneyland-Europe en s'implantant sur le site de Marne-la-Vallée contribuera à rompre l'équilibre précaire entre le monde rural seine et marnais et un monde urbanisé en pleine expansion ; les 60 hectares de parc (45 attractions) et les 2000 hectares d'infrastructures d'accueil (2000 hectares des meilleures terres d'Europe) vont très sensiblement modifier le paysage actuel de cette partie du département : l'urbanisation a déjà absorbé 15 % des terres cultivables, les aménagements d'accès nécessiteront une adaptation du réseau ferroviaire, une prolongation de la ligne A du RER et un développement des installations aéroportuaires ; c'est une occasion inespérée pour les partisans de la construction d'un aéroport à Coulommiers.

La première phase des travaux concernera 500 hectares pour l'implantation de 300000 m² de commerces et 5000 chambres d'hôtel. 60 % de la surface agricole sur le secteur de Lagny devraient ainsi disparaître touchant directement ou indirectement une cinquantaine de fermes à la production totale de 50000 tonnes de blé.

Sur le plan associatif, on note une réaction hostile des milieux écolos ne s'appuyant sur aucune mobilisation ; les écolos étaient d'ailleurs restés muets lors de l'embêtonnement des trois premiers secteurs de la ville nouvelle : l'Association Seine et Marnaise pour la

Sauvegarde de la Nature aurait préféré des investissements dans des secteurs productifs du commerce et de l'industrie déclarant qu'« en matière de culture, Paris et sa banlieue sont très convenablement pourvus et joue leur rôle de façon satisfaisante »!!! Seule l'Union écologiste (mouvement écologiste briard) semble lier les nuisances occasionnées par un tel projet à la politique culturelle et sociale qui s'y associe : « le centralisme autoritaire des loisirs est en marche avec la garantie d'un nouvel abaissement du niveau intellectuel, mais nous pourrons nous distraire au nez et à la barbe des sans-emplois ».

Sur le plan politique les réactions font écho au consensus généralisé et aux rivalités politiques du moment : le gouvernement (PS!!!) et le conseil général (RPR) y voient un atout supplémentaire à la candidature de Paris aux Jeux Olympiques !!! On sait combien Paris, en concurrence avec l'Espagne, a dû batailler auprès de Walt Disney Production pour arracher le contrat : 11 mois de négociations au cours desquels la France n'a cessé de concéder des avantages pour arracher le morceau : prêts participatifs de l'Etat portant sur 40 % de l'investissement initial aux taux les plus bas : de 7,5 % à 9,75 % (11 % pour les prêts aux communes) avec différé de remboursement de 5 ans, allégements fiscaux, allégement de la taxe professionnelle, taux de TVA ramené à 7 %, entorses au code du travail (détails ci-après). Pour faire passer la sauce, chacun y va de son petit refrain : le gouvernement d'insister sur les devises et les bénéfices induits ainsi que sur les futures créations d'emplois (46000 chômeurs officiels en Seine et Marne, 430000 en Région Parisienne) ; Alsthom renoncerait à la suppression de 400 emplois sur le site de Raismes (Nord) du fait d'une commande de 8 rames de RER. Michel Giraud président RPR du Conseil régional d'Ile de France nous rassure quant au coût du prolongement de la ligne RER jusqu'aux portes de Disneyland : « On prévoit que les recettes dégagées par l'utilisation du prolongement RER jusqu'à l'entrée de Disneyworld couvriront les dépenses d'infrastructures, les charges d'exploitation et le coût du matériel roulant supplémentaire » ainsi que sur les risques réels d'engorgement de la ligne : « il n'y aura pas de conséquences sur le trafic RER », « les pointes des jours de semaine du trafic vers Disney se produiront en sens inverse des trajets biquotidiens banlieue-Paris, et c'est surtout pendant le week-end lorsque le RER est allégé de ses usagers habituels que la desserte du parc sera la plus importante ». Comment expliquer alors le refus initial de la direction de la RATP (rappelée à l'ordre depuis par le gouvernement) d'engager de telles dépenses, posant le problème des surcharges actuelles du trafic RER et craignant pour les prévisions d'investissements dans d'autres domaines prioritaires qui se verraient ainsi annulées ? Comment expliquer aussi cette promesse de Walt Disney Production de verser une garantie de recettes à la RATP si le nombre de voyageurs était inférieur aux prévisions (10 millions de voyageurs par an) ?

Une seule tache d'huile dans ce consensus droite-gauche : la maîtrise et la conduite du projet. Les Américains en effet ne veulent que d'un seul interlocuteur. Le PS mise sur l'agence EPAMARNE qu'il contrôlera jusqu'en 1989 (50 % Etat, 50 % élus locaux au conseil d'administration) mais qui ne dispose dans l'immédiat que de compétences d'étude et non d'intervention sur le secteur 4. Peu importe : l'Etat pondra un décret pour étendre le périmètre d'intervention d'EPAMARNE. De son côté l'opposition (essentiellement le RPR) demande la création d'un établissement public spécifique contrôlé par le conseil régional. Rendez-vous le 18 mars, à la signature du contrat avec WDP.

Du côté des exploitants agricoles (soutenus par certains maires mis à l'écart du projet tout autant que les populations concernées) c'est la grogne. Les agriculteurs de la région (rendements les plus forts de France) avaient misé ces dernières années sur un développement de l'industrie agro-alimentaire nécessitant de lourds investissements ; aujourd'hui certains de ces projets se voient remis en cause. Un exemple des intérêts divergents de secteurs différents de l'économie capitaliste. La FNSEA s'oppose ainsi aux expropriations qu'elle déclare illégales puisque l'opération n'est pas d'intérêt public. Peu importe : l'Etat, déjà propriétaire d'un tiers des terres concernées (collectivités publiques, Agence Foncière d'Etat, Epamarne, Assistance Publique) projette d'annoncer que l'opération est d'intérêt national (création d'emplois oblige !!!).

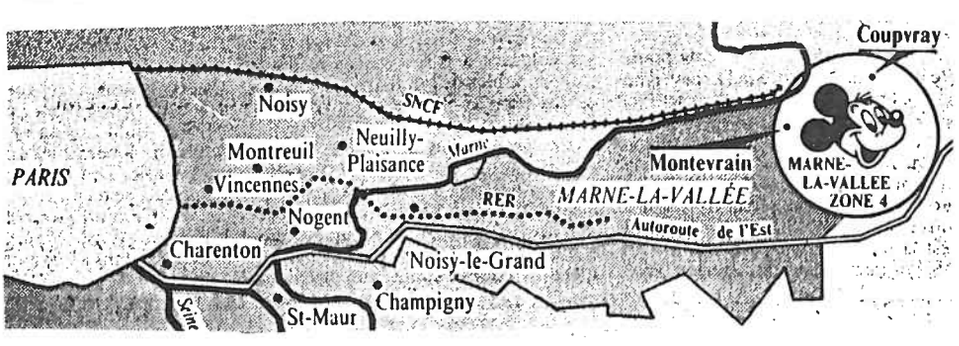
Le rachat se ferait alors au taux record et minimal de 60000 à 80000 F l'hectare. On s'en doute, entre billets verts et betteraves, le choix sera simple.

UNE FLEXIBILITÉ MADE IN U.S.A.

Bien évidemment, le choix particulier de la France par WDP ne s'est pas fait sans compensations ; c'est ainsi que Gérard Alezard, secrétaire national de la CGT apportait dans l'*Humanité Dimanche* du 22 décembre, la preuve des exigences catégoriques du groupe américain en matière de travail (copie d'une lettre du PDG de WDP adressée le 24 octobre à Jean Peyrelevade, président de la Compagnie Financière de Suez, principal négociateur du contrat) : « Nous devons avoir la possibilité d'adapter nos ressources en personnel à la demande et avoir la flexibilité nécessaire pour répondre à des fluctuations et des variations saisonnières, hebdomadaires, journalières et même horaires » constatant qu'« un certain nombre de pratiques et de politiques qui sont extrêmement importantes pour gérer avec succès l'affaire, ne peuvent pas être appliquées telles quelles en vertu de la réglementation française ». C'est donc une véritable zone franche, concernant l'actuel code du travail qui nous est ainsi offerte : véritable laboratoire macroscopique.

— Contrat individuel remplacé par une simple lettre d'embauche avec passage sans accord préalable du temps partiel au temps plein et vice-versa.
— Mutation du personnel opérationnel d'un poste à un autre.
— Individualisation des horaires avec autorisation de travail par roulement.
— Suppression du plafond consenti des heures supplémentaires et de la durée maximale du travail par semaine avec suppression du repos-compensateur.
— Levée de l'interdiction légale du travail le 1er mai.
— Interdiction de la prise de congés entre le 1er juin et le 31 octobre sans compensation en congés supplémentaires.
— Non rétribution des employés non désirés les jours de mauvais temps.
— Licenciement à volonté et sans indemnités.

Le ministère du travail semblerait vouloir minimiser aux yeux de l'opinion publique de telles exigences expliquant que « la réglementation actuelle est parfaitement compatible avec une grande entreprise moderne de loisirs. Propos à rapporcher de ceux de Michel Delebarre qui invitait les employeurs à faire preuve d'imagination et d'intelligence en utilisant le code du travail « plus souple qu'il n'y paraît ». L'industrie des loisirs n'a d'ailleurs pas attendu de telles déclarations pour vivre à l'heure de la flexibilité : les derniers licenciements au Club Méditerrannée en sont un exemple notoire.



LES COMPLEXES DE LOISIRS EN FRANCE

14 projets de parcs d'attractions déjà lancés ou en attente sur les thèmes les plus divers : évolution des modes de vie, contes et légendes de la France, mystères de la mer, futurologie. De quoi combler tous les goûts et... tous les appétits.

— « Le Nouveau Monde des Schtrompfs » (Lorraine) : investissement initial de 700 millions de francs (Suez, Paribas, Coteba International, Bouygues, Sodexho et bien sûr... Sacilor pour 1200 emplois créés (le projet initial concernait 10000 à 20000 emplois créés sur 700 ha mais aurait fait concurrence à Disneyland). Coût total de l'opération : 2 milliards de francs pour 4 millions de visiteurs. Ouverture prévue en 1988.

— « Astérix land » (Melun-Sénart, Région Parisienne) : 600 millions de francs d'investissement en première phase (Accor, Barclays, Générale des eaux, Dumez) pour un millier d'emplois permanents : 3 à 4 millions de visiteurs avec des pointes à 40000 par jour.

— « Mirapolis » (Cergy-Pontoise, Région Parisienne) : investissement de 500 millions de francs (participation du Club Méditerranée... l'exotisme aux portes de la capitale !) pour 2,5 millions de visiteurs attendus ; création d'un millier d'emplois permanents... et temporaires sur 90 hectares et aussi Aquacenter au Cap d'Adge (hérault), Aqualand au Touquet (Pas-de-Calais), Parc Aquatique de Marquenterre (Somme)... les investissements correspondants sont des gouttes d'eau (quelques millions de francs) comparés aux précédents.

LE PEUPLE ? JAMAIS TANT DE LOISIRS, JAMAIS TANT PICOLÉ...

Disneyland est l'exemple type d'une industrie florissante devenue aujourd'hui big-business : on a évalué à 600 dollars le coût d'une visite de trois jours (hôtel, repas, transport, attractions) d'une famille de quatre personnes. Ce succès repose sur une étude très affinée du marché des loisirs qui s'articulent aujourd'hui autour d'une évolution des structures économiques et sociales. Plus de temps libre et de loisirs pour plus de consommation. Le BIPE (2) prévoit que les vacances seront en 1990 « une drogue douce avec des prises de plus en plus répétées ». Un bien être artificiel et sélectif au service d'une oppression minutieuse mais bien réelle. « La France devra compter cent parcs de loisirs d'ici à quinze ans si elle veut conserver sa part de marché du tourisme international » avait déclaré l'été dernier Henri de Lassus, directeur du tourisme, préconisant la création de « sites artificiels de loisirs pour diffuser les flux touristiques de l'espace rural français » (voir encart).

La gauche officielle mise sur une culture bidimensionnelle : d'un côté une culture de masse et au rabais qui s'appuie sur des besoins créés, volontairement abêtissants et autoalimentant la demande collective de ce type particulier d'abêtissement : cf. politique audiovisuelle ; d'un autre côté une culture sophistiquée et de prestige, mise en avant d'ambitions politiques personnelles plus que réelle politique de développements culturels : cf. grands projets architecturaux (3).

Une question, encore et toujours, se pose à nos yeux face à l'intensité d'un tel projet : comment dépasser la simple dénonciation et s'opposer, dans le milieu social ambiant, aux poussées réactionnaires qui grignotent peu à peu, mais sûrement tous les espaces de notre vie. A quand le réveil de la Belle...

(1) « Bagatelles pour un Massacre » LF Céline - 1937.
(2) BIPE : Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques.
(3) Lire à ce sujet : « Les paris de F. Mitterrand » de F. Chaslin chez Folio Actuel.

Faits et Causes

LE NUCLÉAIRE BOITEUX

Y aurait-il du nouveau sous le ciel nucléaire ? Pêle-mêle, même Boiteux trouve qu'il y a trop de centrales, le surgénérateur a été mis en route, pour la première fois depuis 8 ans EDF a des résultats bénéficiaires, son endettement diminue... Rappelons le paysage : 65 % de l'électricité produite en France serait d'origine nucléaire, EDF a eu tous les sites qu'elle voulait sauf Plogoff, et le mouvement anti-nucléaire est passé de l'état de moribond à celui de cadavre. Mais la réussite même de son programme lui pose les problèmes qui lui avaient été prédits.

LA SURPRODUCTION D'ENERGIE, UNE NOUVEAUTÉ ?

La surestimation des prévisions de consommation était déjà connue lors de la préparation du 9ème Plan, qui en tirait les conséquences : « L'engagement dans les prochaines années de nouvelles tranches nucléaires ne saurait être justifié par les perspectives de la demande d'électricité. Seule la prise en compte d'une nécessaire sauvegarde de l'outil industriel commande la réalisation d'un programme minimum étalé sur une période suffisamment longue ». Cela fait donc maintenant trois ans que la justification *officielle* du maintien du programme nucléaire n'est plus la consommation d'énergie. Que même Marcel Boiteux annonce qu'il aura « de 2 à 4 réacteurs nucléaires de trop en 1990 » n'a donc vraiment rien d'un scoop.

Dès le départ, le choix de la production d'électricité nucléaire était en même temps celui d'une politique industrielle dans laquelle le nucléaire devait jouer un rôle moteur pour l'économie et être un des pôles de la restructuration, le choix d'un modèle de développement industriel. EDF avait alors un double rôle à jouer : fournir de l'électricité à bas prix pour l'industrie et assurer un seuil de commandes de centrales à partir duquel les investissements sont rentables et l'industrie nucléaire compétitive à l'étranger. Entre les erreurs de prévision des uns, et les omissions volontaires des autres, ces 2 objectifs sont apparus comme quelque peu contradictoires entre eux et irréalistes.

Lorsque le gouvernement de gauche a dû prendre des décisions en matière de nucléaire, le marasme était déjà là. En période de surcapacités d'énergie, il a conclu des contrats de gaz avec l'URSS et l'Algérie, fait de belles promesses à propos du charbon et créé l'AFME. En ce qui concerne le nucléaire, EDF a, comme à son habitude, réclamé le maximum de sites pour avoir les mains libres, le lobby pro-nucléaire a poussé des cris de chat écorché en réclamant 3-4 centrales par an, les anti-nucléaires ont lancé leur chant du cygne tandis que les anciens experts du mouvement reconvertis dans l'AFME faisaient de beaux calculs prouvant l'avantage économique irréfutable des énergies alternatives. Le choix se posait donc entre entamer courageusement une reconversion du secteur nucléaire et commander au moins 2 ou 3 réacteurs par an. Peut-être le PS avait-il conservé de son bref encanaillement dans le mouvement la croyance que le nucléaire est indispensable au capitalisme ? Toujours est-il qu'il choisit 2 réacteurs par an en 83 et 84, 1 ou 2 en 85.

Le résultat était prévisible : concurrence féroce entre les divers producteurs d'énergie, désastre pour les charbonnages, et, en prime, des licenciements dans les groupes impliqués dans le nucléaire (Creusot-Loire notamment). Et si la logique du nucléaire est d'assurer des débouchés à certains secteurs (chimie lourde, bâtiment, aciers, etc.), la production finale reste de l'électricité, et il faut que quelqu'un la paye, ainsi que la restructuration par la même occasion : nous, comme citoyens payant des impôts et comme usagers d'EDF.

La France, puissance économique nucléaire :

— La COGEMA détient 20 % de la capacité d'extraction mondiale d'uranium (hors pays socialistes), grâce notamment à nos néo-colonies, et 42 % des réacteurs du monde capitaliste font appel à elle.

— La France, poubelle nucléaire du monde, la France, leader du marché mondial de retraitement, ça veut bien dire la même chose.

— Les divers problèmes de plomberie des PWR n'empêchent pas que cette filière a été francisée.

— Superphœnix demeure une exclusivité mondiale.

Evidemment, dans un marché international de l'énergie sursaturé, les exportations ne sont pas terribles, et l'attrait de la bombe n'est pas toujours un argument de vente suffisant.

EDF : SUIVEZ LE DOLLAR

Dans ce contexte, la gestion d'EDF ne pouvait que s'avérer périlleuse, prise entre divers impératifs parfaitement contradictoires. Son endettement a atteint des proportions gigantesques, 1/5ème du budget national Or, on demande maintenant aux entreprises publiques d'avoir des résultats équilibrés, austérité et nouvelle doctrine obligent...

Côté surproduction, EDF a mis en place en 80, accéléré en 83 un programme de déclassement de toutes les petites centrales thermiques, c'est-à-dire leur mise hors service alors qu'elles sont en état de marche. Ceci lui a permis en même temps de monter artificiellement le coût du kw/h thermique, puisque l'amortissement des équipements doit être calculé sur une durée plus courte. Outre ses tentatives pour accroître le taux de pénétration de l'électricité dans l'industrie, EDF a également augmenté ses exportations par les « ventes à bien plaire », c'est-à-dire au jour le jour et à tarif libre. Pour remporter le marché, il faut être le moins cher, et elle favorise ainsi la compétitivité des industries étrangères...

De toutes façons, les gestionnaires d'EDF ont toujours suivi deux principes intangibles : les manipulations comptables qu'il serait par trop fastidieux d'énumérer ici, et presser le citron du consommateur domestique. Il a l'immense avantage de ne pas pouvoir, ou si peu, faire jouer la concurrence. De nos jours, refuser un appartement parce qu'il est équipé au tout électrique relèverait de l'héroïsme. Par contre, c'est un mode de chauffage très avantageux pour les promoteurs et offices de logements sociaux, puisque son installation est bon marché.

En fait, si EDF peut afficher sa satisfaction, c'est grâce aux Etats-Unis. Avec un endettement d'environ dix milliards de dollars, si la hausse de ce dernier avait grevé ses caisses, sa baisse actuelle, jointe au ralentissement du programme nucléaire, lui permet d'afficher une diminution de l'endettement... C'est aussi grâce à son génie du bricolage. EDF rogne sur tout ce qui n'est pas investissement nucléaire, les abonnés du Massif Central viennent de l'expérimenter : une bonne tempête de neige et les câbles cassent, le même incident avait eu lieu l'hiver dernier.

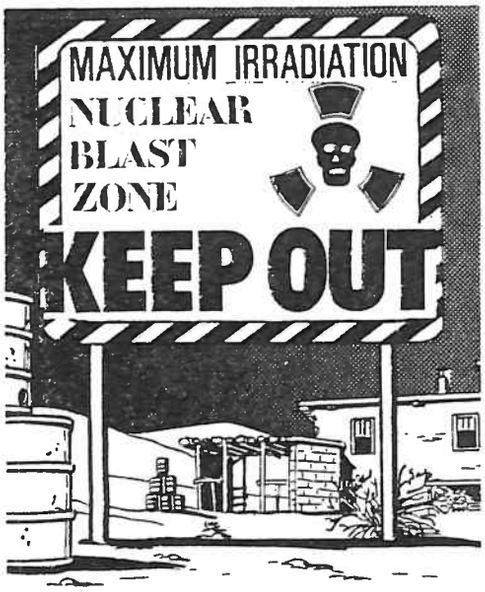
Une partie de Paris a été privée d'électricité suite à une tempête sur la Manche. L'hiver est prié de s'effacer devant la technologie du futur... Ce qui est à craindre maintenant que toute opposition anti-nucléaire a disparu, c'est qu'EDF rogne de plus en plus aussi sur la sécurité. Souhaitons que la réponse ne vienne pas trop vite...

LE NUCLÉAIRE CIVILITAIRE

Boiteux n'a même pas mentionné Superphœnix dans son interview au *Monde*, alors que celui-ci, censé être la clef de voûte du programme nucléaire, venait d'être couplé au réseau 3 jours auparavant. Sage précaution: depuis, il est déjà tombé en panne.

C'est que ce malheureux surgénérateur a connu bien des vicissitudes. Au départ, il devait produire plus de plutonium qu'il n'en consommerait, calculettes en mains, EDF avait promis que ce serait une énergie encore bien meilleur marché que les centrales, et il devait permettre de résoudre les problèmes de retraitement en utilisant ce plutonium. Seuls quelques mauvais esprits faisaient remarquer que le plutonium, ça sert à faire des bombes.

Les coûts se sont révélés beaucoup plus importants que prévu. Même selon les calculs d'EDF, la date au-delà de laquelle il deviendrait compétitif s'éloigne au-delà de l'an 2000. Enfin, le coefficient de surgénération étant plus faible que prévu tandis que l'usure s'avère plus rapide, on n'est plus très sûr qu'il pourra vivre assez longtemps pour rendre un excédent de plutonium. Par contre, le plutonium produit est d'une qualité satisfaisante pour un général, de celle justement dont on aurait besoin pour équiper nos têtes chercheuses. Ce qui est maintenant dit tout à fait officiellement. Ceci dit, ce n'est peut-être pas le moyen le moins cher de produire du plutonium.



Mais on comprend mieux alors la discrétion de Boiteux sur la question, EDF n'est peut-être pas si pressée que ça de continuer l'aventure, pas forcément volontaire pour financer, elle, la défense nationale. Maintenant que les anti-nucléaires ne sont plus là pour troubler le jeu, la concurrence entre EDF et le CEA, qui a toujours existé, peut se faire plus ouverte. Si le CEA, organisme d'origine militaire, pousse à la filière surgénératrice, EDF raisonne comme toute entreprise d'électricité et exige une certaine rentabilité. Le problème est donc de savoir qui serait prêt à payer un deuxième surgénérateur. Il s'agit d'un projet européen. En réplique à Superphœnix, français à 51%, aurait dû être construit Kalkar, allemand à 51%. Mais la construction de ce dernier est au point mort depuis 10 ans, pour des raisons économiques et à cause du rapport de forces qu'ont su imposer les anti-nucléaires allemands. Il faudrait donc que les Allemands financent à une hauteur suffisante un nouveau prototype, probablement en France, de 1500 MW cette fois-ci. Mais même dans cette hypothèse, la « filière surgénératrice » se résumerait pour l'heure à deux prototypes industriels.

Il semblerait en outre que Framatome veuille adapter l'idée des surgénérateurs aux PWR, en essayant un nouveau combustible, MOX, à plus grande teneur en plutonium que l'uranium enrichi traditionnellement utilisé. Comme quoi le CEA a de la suite dans les idées, puisque, cadeau du gouvernement socialiste, Framatome lui appartient pour 50% depuis octobre 83 (l'autre moitié est à Creusot-Loire, auparavant majoritaire à 70%).

LE NUCLÉAIRE FLEXIBLE?

Les centrales nucléaires doivent fonctionner à régime à peu près constant, cependant que l'utilisation de l'électricité fluctue d'heure en heure. Quand le nucléaire devient majoritaire, ceci pose un problème même à EDF, car il ne suffit plus de faire varier les autres centrales. Celle-ci semble avoir pour l'instant renoncé aux projets démentiels de barrages hydro-nucléaires, et a ressorti deux autres parades.

La première est ancienne: EDF cherche non seulement à accroître la pénétration de l'électricité dans l'industrie, mais à pousser à son utilisation continue, de nuit comme de jour, été comme hiver, par le biais de tarifs très différenciés. Est-ce à dire que le nucléaire est responsable de la flexibilité du travail, de la course à l'utilisation continue des équipements? Le CNPF y avait déjà pensé tout seul. Mais dans une période où l'objectif politique prioritaire du patronat est celui-là, l'électrification (et son double inséparable, la tarification différenciée suivant l'heure et la saison) fait de l'utilisation continue des équipements un coût « objectif », une nécessité économique inattaquable autrement qu'en terme de rupture avec le système, renforce le chantage « flexibilité ou licenciements ».

Deuxième parade: le nucléaire serait modulable, on pourrait faire varier sa production. Il faut noter que Boiteux est plus prudent que les apologues du *Monde*. Il indique simplement que plusieurs centrales ne fonctionnent (volontairement) qu'une partie de l'année, ou à puissance réduite. EDF le pratique depuis quelques années, ça accélère l'usure des centrales, augmente les risques et les coûts, mais ça n'a rien de nouveau. Il semblerait qu'EDF ait trouvé un système qui permette de moduler la puissance souscrite assez rapidement et plus ou moins à volonté. Les centrales PWR de 900 MW en seraient équipées progressivement, et le système aurait été mis en place dès la construction pour les 1300 MW. Et là, on ne peut qu'être inquiets. Ceci implique des variations thermiques, des dilatations et des contractions des métaux protecteurs du combustible donc, et des changements dans la répartition de la pression. Rappel, c'est un gros choc thermique suite à un problème de vannes qui a provoqué l'accident du Three Miles Island. EDF a gardé ça discrètement dans ses cartons au lieu de s'en servir comme argument, et ne le claironne que maintenant. Il y a fort à parier que c'est parce qu'il n'y a plus personne pour dénoncer efficacement le risque encouru. Accessoirement, ça doit probablement aussi alourdir les coûts en accélérant l'usure des centrales.

LES ABSENTS ONT TOUJOURS TORT

En fait, pour un anti-nucléaire moyen qui serait en outre un lecteur assidu de *Courant Alternatif*, il n'y a pas grand chose de nouveau. Le programme nucléaire continue, avec les effets qu'en avaient prédits ses opposants. La seule chose marquante, finalement, c'est que les arguments « techniques » des anti-nucléaires sont repris un à un par des déclarations officielles, qui font les titres des journaux. Les nucléocrates peuvent maintenant étaler publiquement leurs difficultés sans crainte d'une remise en cause radicale. Si çà et là des luttes continuent, elles ne sont pour eux que des épines dans le pied d'un programme bien établi. Peut-être, du coup, l'enjeu étant moindre, certaines pourront même gagner. Il est pourtant un domaine sur lequel le black-out demeure total: les problèmes de sécurité et de santé. ET aussi, bien sûr, toutes les conséquences socio-économiques (désertification, licenciements de fin de chantier, flicage, miettes laissées à quelques-uns...) du passage du bulldozer nucléaire.

Bretagne

PLOGOFF LA RÉVOLTÉE, UN MYTHE A RECONJUGUER AU PRÉSENT

Le 30 juillet 1981, le conseil des ministres avait mis fin au projet de centrale nucléaire sur le site de Plogoff à la pointe du finistère sud. Mais ce n'est pas l'implantation d'une centrale nucléaire en Bretagne que rejetait ce conseil des ministres, mais surtout les erreurs tactiques et psychologiques du pouvoir précédent pour faire de Plogoff le premier grand site nucléaire en Bretagne. Il suffit de lire les déclarations de M. Hervé, alors ministre de l'énergie, qui s'exprimait ainsi dans le Morbihan le 16/04/82 :

« Le nucléaire dans le plan d'indépendance énergétique national que nous avons adopté représentera en 1990 entre 26 et 28 % de nos besoins. Cette indépendance énergétique ne peut se faire si l'on se passe du nucléaire (...). Il faut un plan énergétique régional, qui soit l'un des volets du plan de développement économique et social de la région, il faut que ce soit l'assemblée régionale qui en débatte, qui l'arrête après avoir fait les consultations nécessaires. Je suis très net en ce qui concerne le nucléaire. Nous avons fait sur le plan national une programmation jusqu'en 1986. La liste est arrêtée et dans cette liste là, la Bretagne ne figure pas, voilà ce que je m'évertue à dire à M. le président Marcellin ».

On sait ce qui s'est passé depuis pour tous les projets de centrales nucléaires gelées et pour la Bretagne c'était déjà très clair : après 1986 c'est le conseil régional qui déciderait.

Or, depuis très longtemps, le conseil régional réclame (à corps et à cris) par la voix de son président M. Marcellin une centrale nucléaire en Bretagne appuyés en cela par le Lobby des chambres de commerce et d'industrie, le secteur du bâtiment etc... par les partis de droite mais aussi par le P.C., par la C.G.C., F.O., la C.G.T... qui emploient toujours les mêmes raisons : relance de l'économie, de l'emploi au niveau régional, etc... Au P.S. on ne se mouille pas trop jusqu'en 1984 où une lettre du Président Mitterrand au président du conseil régional va fixer la ligne de conduite du gouvernement et du parti socialiste (voir encadré). On y met juste des gants : le conseil régional, le conseil général du département concerné , et la commune visée devront être d'accord avec cette implantation. Un brin de démocratie quoi !! et on se voile la face en ne parlant que d'une centrale électrique importante. Mais celle-là on ne nous la fait plus, et pour

Lettre de Mitterrand au Conseil Régional.

«Monsieur le Président,

« Votre lettre du 13 janvier 1984, a retenu toute mon attention.

Vous évoquez dans cette lettre la nécessité de favoriser le désenclavement de la Bretagne, notamment pour répondre à ses besoins en électricité.

Au delà du réseau de transport d'électricité à très haute tension dont l'achèvement prochain apportera une meilleure sécurité d'alimentation à la Bretagne, vous appelez au renforcement des moyens de production en préconisant l'installation d'une centrale nucléaire dans votre région.

Je suis convaincu comme vous que la réalisation d'une centrale électrique importante en Bretagne présenterait des avantages à la fois pour la bonne répartition des moyens de production sur le territoire national et comme facteur d'animation de l'économie régionale.

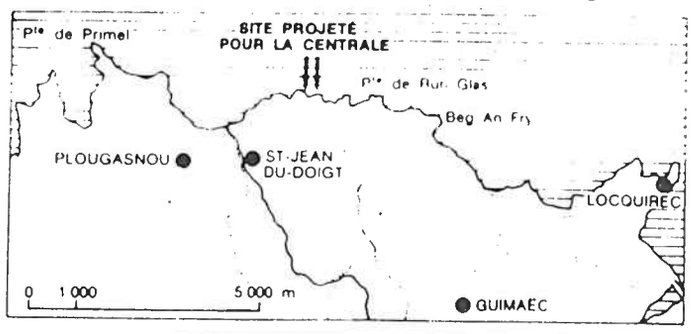
Pour répondre à vos préoccupations je demande au gouvernement d'examiner avec Electricité de France les conditions d'implantation d'une centrale en Bretagne et d'engager les études pour l'ouverture d'un site. Nous devons en effet commencer la procédure dès maintenant si nous voulons pouvoir intégrer ce site dans les programmes futurs. L'engagement proprement dit de la centrale devra évidemment être précisé ultérieurement avec Electricité de France compte tenu de l'ensemble des contraintes liées aux délais nécessités par les études préalables et par l'enquête publique, et également à la programmation des nouveaux équipements.

J'insiste tout particulièrement pour que les études soient conduites avec le plus grand soin, en plein accord avec les élus et la population, de manière à ne pas aboutir aux situations de blocage que nous avons connues dans le passé.

Je vous prie de croire... » etc.

François MITTERRAND

Situation géographique de St-Jean-du-Doigt.



ceux qui voudraient quelque chose par le biais des élections régionales, qu'ils méditent un peu ces prises de positions !! Cette lettre a quand même soulevé les réactions des Verts, de l'UDB, du PSU, de la CFDT, etc...

Depuis le deuxième semestre 1984, l'étude des sites possibles pour une centrale de 4 × 1300 Mw et la procédure de consultation des élus se déroulaient sans bruit; jusqu'au 16/12/85 où l'on apprend qu'une petite commune socialiste du nord Finistère, St-Jean-du-Doigt (650 h), a manifesté un intérêt certain pour la construction d'une centrale nucléaire sur son territoire sans avoir pour autant déposé sa candidature officielle auprès du conseil régional, et ceci, après des pourparlers avec la chambre d'industrie et du commerce de Morlaix qui met en avant la fermeture de la centrale nucléaire de brennilis (70 Mw). Après visite de la centrale de Paluel (Seine Maritime), puis des rencontres avec la direction générale d'EDF ; après consultation des communes voisines qui adoptent une neutralité de bon ton (elles n'en veulent pas sur leur territoire, mais comme c'est pas chez elles...), le maire ne dit pas non mais souhaite avant de se prononcer la consultation et l'accord de la population. Le 4 janvier 86, le conseil municipal juge inopportun de poursuivre dans la voie de l'information pour la construction d'une centrale nucléaire et ceci à cause des remous causés par la création dès le 18/12/85 d'un comité de défense contre l'implantation et juste après d'un comité de soutien à la municipalité. Une situation que n'a pas supporté le maire F. Jégadan qui a changé d'avis : « Pour que tout redevienne comme avant ; pour que la population de St-Jean-du-Doigt puisse continuer à présider aux destinées de sa commune ; pour ne pas connaître un nouveau Plogoff ».

Mais la chambre d'industrie et du commerce de Morlaix ne compte pas baisser les bras et son président déclarait : « Ce n'est pas normal qu'une décision soit prise contre l'avis général de la population... Je pense que la réunion du conseil de St-Jean-du-Doigt n'est qu'une péripétie dans une guerre économique qui demande la mobilisation de ceux qui ont le souci de l'avenir de la région ».

Ne nous faisons pas trop d'illusions malgré le fait que pour le gouvernement et le conseil régional la commune d'implantation doit donner son accord (on connaît ce genre de prommesses et à force de subventions on trouve toujours acquéreur) l'affaire de la commune de St-Jean-du-Doigt n'est peut-être qu'une péripétie mais elle risque là ou ailleurs de devenir bien vite une réalité. Le syndrome de Plogoff joue encore son rôle, mais devant le peu de force du mouvement antinucléaire actuellement et le lobby pro-nucléaire qui n'a pas cessé de faire sa propagande depuis 1981 il y a tout à craindre (il n'y a qu'à voir au Carnet qui n'est pas si éloigné et où le feu vert du gouvernement pour l'implantation d'une centrale nucléaire vient d'être donné sans trop de réactions, ou en centre Bretagne où les comités locaux contre les recherches d'uranium entreprises par la COGEMA et la MOKTA et contre l'ouverture de mines d'uranium ont beaucoup de mal à se faire entendre).

SERGE

UNE SOIRÉE CONTRE LE RACISME AU QUOTIDIEN A REIMS

L'OCL ne monopolise pas, c'est le moins que l'on puisse dire, les colonnes de la rubrique « Mouvement » de C.A.

Et pourtant, comme en témoignent nombre d'articles liés à l'actualité sociale et politique, certains d'entre nous, qu'ils soient formellement à l'OCL ou partie prenante de notre appréhension collective du politique, interviennent et prennent des initiatives.

C'est ainsi que le groupe de Reims, de par la sensibilisation, la pratique et le vécu social de certain(e)s de ses membres, a organisé le 10 janvier dernier une soirée « Contre le racisme au quotidien ». Cette soirée, nous avons longtemps hésité à l'organiser car nous pensions qu'il était préférable qu'elle soit prise en charge par des jeunes des ZUP vivant le racisme au quotidien et la galère sociale. Même si l'accueil de « Convergence 84 » à Reims avait suscité une auto-organisation de jeunes refusant de se faire manipuler par les structures politiques, ce ne fut que très ponctuel. Malgré tout, des projets de regroupements divers, culturels, continuent à germer. Nous avons donc pris l'initiative d'organiser une soirée contre le racisme au quotidien, en pleine ZUP, avec comme objectif d'en faire un lieu d'échanges et de rencontres. Nous pouvons affirmer que de ce point de vue, ce fut une réussite (voir encart) tout en redoutant que ce ne soit encore qu'un fait ponctuel...

15 jours après, le 26 janvier, Le Pen était de passage à Reims pour un meeting. 12 organisations (MRAP, CGT, CFDT. FEN, PCF, PS, LCR...) appelaient le samedi 25 à un rassemblement « antifasciste - antiraciste » au centre ville, suivi d'une soirée dite culturelle où fut simplement projeté un film retraçant la montée du fascime en Allemagne !

Ces 12 organisations, dont certaines sont dites de masse, ne purent mobiliser qu'une cinquantaine de personnes ! Un véritable bide pour cet appel complètement idéologique, faisant bien entendu l'impasse sur la réalité. Le lendemain, Le Pen piaffait devant seulement 600 personnes pour un meeting régional alors qu'il y a seulement un an et demi, il attirait plus de 2000 personnes... pendant qu'à quelques centaines de mètres de là, des jeunes, la plupart issus de l'immigration, s'affrontaient avec les flics (C.A. n° 37).

Le phénomène Le Pen semble s'être banalisé, tout en se dégonflant. N'est-ce qu'un fait local ? La gauche ne peut même plus se servir de sa visite pour appâter et faire oublier ses pratiques vis-à-vis de l'immigration... Mais, dans le quotidien, rien à changer...

L'Union du 15 janvier 86

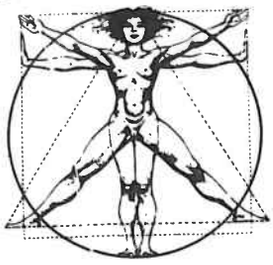
Une soirée contre le racisme au quotidien

L'Association l'Egregore vient d'organiser dans la salle municipale Croix-Rouge, une soirée « contre le racisme au quotidien ». Quatre cents personnes avaient répondu à l'invitation pour échanger et se rencontrer. Ce public composé en grande majorité de jeunes Maghrébins des quartiers périphériques a pu regarder des films vidéo concernant le vécu quotidien des jeunes issus de l'immigration.

Cette soirée fut musicalement animée par des groupes maghrébins des quartiers rémois. « Wahdania », « L'Etoile méditerranéenne » qui ont fait danser l'assemblée, créant ainsi un espace culturel propre à l'immigration maghrébine.

« Le racisme n'est pas qu'une idée, il se vit dans les quartiers » mais « l'antiracisme ne doit pas être un argument électoraliste ». En effet « L'Egregore se situe en dehors du débat politicien autour de l'immigration qui fait de celle-ci un problème où chaque parti, petit ou gros, caresse le poil de ses électeurs potentiels à la veille de mars 86 ».

Pour l'Egregore, la constitution d'associations de jeunes issus de l'immigration sont les seules structures pouvant permettre à ceux et celles qui vivent le racisme et l'exclusion au quotidien de s'exprimer et de se prendre eux-mêmes en charge en dehors de toute récupération politicienne.



EMAF : Des maghrébines se réapproprient leur culture

EMAF, c'est l'Expression maghrébine au féminin. Cette jeune association regroupe des femmes de la région parisienne qui, issues de l'immigration nord-africaine, veulent rassembler et faire connaître l'historie, la mémoire, la culture des femmes du Maghreb. Leur moyen essentiel: un centre culturel, de documentation et d'information, qu'elles souhaitent ouvrir à Paris. Début février, nous avons rencontré quelques-unes d'entre elles. Elles évoquent ici leurs projets, mais aussi leur histoire, leurs rapports avec leurs parents ou avec les féministes françaises, la participation de certains à la 3ème marche contre le racisme et pour l'égalité des droits (cf C.A. n° 52).

VERS UN CENTRE CULTUREL

Chantal : Quelles sont les activités de votre association ?

Saba : Nous proposons par exemple un apprentissage de l'arabe par le théâtre, ainsi que des cours de danse orientale.

Menez-vous des actions plus directement sociales ou politiques, par exemple pour la reconnaissance d'un statut autonome de la femme immigrée, qui lui permettrait de ne plus risquer l'expulsion lorsqu'elle se sépare de son mari, de travailler elle aussi hors du foyer, etc. ?

Halima : Bien sûr, nous sommes concernées par tous les problèmes qui touchent la femme maghrébine, notamment le statut autonome de la femme immigrée. C'est une question à laquelle nous ne pouvons rester indifférentes, et nous faisons des actions qui vont dans ce sens. Mais énormément d'associations travaillent déjà sur ce problème. Une de plus, c'est bien, mais pas prioritaire. Nous, nous sommes peut-être plus axées sur le culturel. L'un des objectifs essentiels de l'association est en effet la création d'un centre culturel concernant la femme maghrébine. Il comporterait un centre de documentation et d'information, des permanences, et différents ateliers. Cela permettrait de revaloriser la mémoire et l'histoire des femmes maghrébines au moyen de documents, de films vidéos, d'articles ou d'autres écrits ; tout ce qui a pu se faire par des femmes maghrébines, en direction des femmes maghrébines et avec elles.

Ce qui est important dans cette association, c'est qu'elle est entièrement dirigée, administrée et gérée par des femmes maghrébines. Mais elle n'est pas fermée aux hommes. Il y a des réunions entre femmes maghrébines pour mettre sur pied les projets, notamment ce projet de centre culturel. Mais pour la mise en place de ces projets, nous avons des réunions ouvertes, auxquelles participent des hommes et des femmes, maghrébins ou non.

Comment vous-êtes vous rencontrées ?

Nesa : C'est grâce à Halima que j'ai rencontré les autres jeunes filles. Je n'ai jamais participé à aucune association, seulement de loin. J'avais envie de faire quelque chose, d'aider au lieu de rester chez moi.

Halima : A part moi, peu des participantes à EMAF ont un passé associatif. Djamila venait de temps en temps à quelques réunions.

Pensez-vous que le centre culturel permettra à d'autres femmes de vous rejoindre ?

Halima : Bien sûr. Pour le moment, nous sommes une dizaine, mais nous espérons que bientôt nous serons plus nombreuses. Ce centre culturel est important pour chacune ici ; on en a un peu fait notre objectif principal. Aujourd'hui, il existe des centres culturels algériens, maghrébins, mais qui ne sont pas spécifiquement féminins ; ou, à l'inverse, des centres culturels féminins (par exemple le centre Simone de Beauvoir) qui ne sont pas spécifiquement maghrébins. Les documents et les richesses qui viennent des femmes maghrébines sont donc dispersés, éparpillés. Notre centre permettra de regrouper les différentes archives, les histoires, la mémoire de ces femmes.

Cela permettra aussi à tous ceux et à toutes celles qui s'intéressent à ces problèmes de mieux connaître les femmes maghrébines, de se libérer de la mythologie (voile, enfermement, etc.) qui les entoure. Tous ceux qui viendront au centre pourront discuter avec de jeunes maghrébines, participer à des activités, collaborer à la documentation.

Cette documentation concernant les femmes maghrébines va se développer ; car de plus en plus, elles s'expriment par le théâtre, la peinture, la musique, les films, la danse, l'écriture. Mais tout cela demeure éparpillé.

Pensez-vous faire connaître ces créations dans les quartiers où vivent la plupart des immigrés ?

Halima : C'est effectivement très important. Au début, nous avions pensé créer ce centre culturel en banlieue parisienne. Mais pour relier une banlieue à l'autre, c'est l'éternel problème. Nous allons donc créer ce centre dans Paris, de façon à pouvoir toucher tout le monde. On va essayer de trouver un quartier déjà fréquenté par des Maghrébines, par exemple le 18ème. Les jeunes femmes se déplaceront plus facilement dans un quartier qu'elles connaissent. Nous avons aussi pensé à une sorte de bibliobus, avec projection de films, qui nous permettrait de nous faire connaître dans les villes avoisinantes.

Vous êtes-vous penché sur les problèmes de formation des jeunes maghrébines ?

Halima : Le centre culturel emploiera plusieurs permanentes. En période de crise, beaucoup de femmes maghrébines n'ont ni travail, ni métier. Elles se retrouvent avec des petits jobs à droite et à gauche. Ave celles qui seront intéressées, nous ouvrirons des formations d'archiviste, d'animatrice, de documentaliste.

Saba: Nous voudrions aussi connaître des personnes qui ont créé des œuvres sur la femme immigrée. Ce serait une manière d'alimenter le centre. Nous rechercherons tout ce qui a été produit (peintures, écrits, etc.) mais n'a jamais abouti, ni été publié, et qui pourrait nous intéresser.

DES FEMMES EN MOUVEMENT

Rachida et Halima, comment en êtes-vous arrivées à participer à la 3ème marche ?

Rachida: Les filles sont autant victimes de la dicrimination raciale que leurs frères. Dans les foyers ou les familles, lorsqu'elles voient leurs frères bouger, leur parler de ce qui se passe, elles sont curieuses. Nous voulons nous exprimer, dire notre mot. Beaucoup de filles bougent. Il ne faut pas mettre de barrière entre filles et garçons.

Halima: C'est vrai qu'il y a une émergence énorme des filles dans l'action. Au début, nous étions peu. Nous sommes femmes mais aussi avant tout jeunes. En tant que jeunes femmes, nous devons essayer d'unir nos revendications. Le fait d'être femmes n'est pas primordial ; c'est un plus.

Moi je n'avais pas de frère ; de plus, j'étais l'aînée. J'ai eu envie de bouger, de dire des choses ; je me suis lancée. Au début, il a fallu, comme on dit, que je trace le chemin. A cette époque, il y a eu une rupture avec ma famille.

Le père nous aime trop, il a peur pour nous, il veut nous protéger. Il pense que c'est pour notre bien qu'il nous met la main dessus. La confiance, elle s'acquiert, lorsqu'il s'aperçoit que nous faisons des choses et que c'est positif. Aujourd'hui, je lui parle des problèmes que j'ai rencontrés pendant la marche et cela se passe très bien. Mais cela a été dur.

Quelle est votre attitude à l'égard des féministes françaises ?

Halima: Lors des grands mouvements de femmes MLF, on a eu l'impression que ces femmes françaises et européennes avaient eu tellement d'acquis, avaient tellement bougé, fait parler d'elles, qu'elles étaient presque arrivées à un bout. Les copines françaises avaient l'impression qu'il n'y avait plus rien à faire. Alors que nous, notre lutte, nous l'avons menée nous-mêmes, en tant que jeunes maghrébines et femmes, avec notre tête et avec nos tripes, et ça a été du boulot. Les Françaises avaient une éducation, une façon de penser, typiquement européennes. Il y a des mythes qu'il faut détruire. Ainsi des regards que l'on porte sur la danse orientale : ils sont souvent malsains, alors qu'il s'agit de toute une expression artistique, qui fait partie de notre culture. Je crois que beaucoup de jeunes qui ont des problèmes en tant que maghrébines et issues de l'immigration, et en tant que femmes, ont envie de bouger. Mais le MLF avait ignoré les spécificités immigrées, comme les spécificités des filles des quartiers périphériques. Car nous sommes aussi des filles des ghettos et des bidonvilles.

VIES DE MAGHRÉBINES

Est-ce votre vécu qui vous a amenées à vous lancer dans le mouvement associatif ?

Rachida: Oui, je n'ai pas à le cacher. Il y a quelques temps, je n'avais aucun espoir de militer, de faire quelque chose qui me tenait à cœur. Chez moi, le problème n'était ni le voile, ni le mariage forcé ; on n'a jamais voulu me contraindre à me marier. Mais nous avions des problèmes quotidiens, de logement par exemple. Et puis, mon frère était violent. Mais cela n'est pas lié au fait qu'il soit maghrébin ; j'ai des copines françaises qui ont eu les mêmes problèmes que moi, et qui elles aussi sont parties de chez elles.

Aujourd'hui, j'ai totalement rompu avec ma famille. J'ai tout perdu, mais je n'abandonne pas. J'ai rencontré des filles qui ont eu les mêmes problèmes et qui m'ont secouée : « Tu es là, essaie de t'organiser ». Alors, j'ai revendiqué ce que j'avais toujours caché lorsque j'habitais avec ma famille. Avant, j'avais honte d'être maghrébine ; je le refusais comme un danger, et je cherchais à m'assimiler. Maintenant, je suis fière de mon identité, je la revendique. Avec EMAF, je peux m'exprimer, notamment par la danse orientale. Je suis décomplexée.

Halima: Je me souviens d'une anecdote. J'avais 16 ou 17 ans. A cette époque, j'ai commencé à vouloir sortir, bouger. Mais pour mon père, il n'en était évidemment pas question. Alors, je passai par la fenêtre de derrière, et je rentrai avant telle heure. Cela m'amusait. C'était la partie de cache-cache. J'avais une copine française qui avait exactement le même problème que moi. Mon père me disait : « Ne traîne pas à la sortie de l'école, et ne parle pas aux garçons, surtout aux Français ». Et son père lui disait : « Ne traîne pas à la sortie de l'école, et ne parle pas aux garçons, surtout aux Arabes ». On riait quand on se racontait cela. On a d'ailleurs fait une fugue ensemble. C'est le moment où a eu lieu la rupture avec ma famille. Reprendre contact avec mes parents a été très difficile. Ma mère a servi de passerelle. Mon père a vu qu'il pouvait faire confiance à sa fille, et maintenant, il en est fier.

Quand on a commencé à vouloir militer, bouger, c'était très informel. On se réunissait pour faire autre chose que les boums, la galère. Mais cela ne portait pas encore le nom d'associations. On commençait à se prendre en charge, mais il y avait très peu de filles maghrébines.

Et les mères de famille ?

Halima: Bien sûr, cela fait partie de notre histoire ; nos mères sont là. Personnellement, je suis l'enfant d'un couple mixte. Avant d'épouser mon père, ma mère avait des problèmes pour sortir. Sa famille française voyait d'un mauvais œil le fait qu'elle sorte avec un Arabe. Elle vivait de petits jobs. Elle a connu d'autres femmes, chez qui elle allait prendre le thé. Elles échangeaient des recettes de cuisine : ma mère a appris à faire le couscous, les gâteaux et les femmes maghrébines ont appris à faire le lapin à la crème. A l'époque, les échanges restaient surtout fondés sur la cuisine ; mais il se passait quand même quelque chose. Et j'ai envie que cela soit retracé. Le centre culturel voudrait archiver tout ce qui a pu bouger, la mémoire de ces femmes.

RAJIF :

Il y a encore des jeunes qui bougent !

La nouvelle paraît incroyable ; elle est pourtant authentique. A l'heure où Daniel Balavoine, qui « à une autre époque, aurait probablement été un chanteur engagé » (dixit *Libération*) trouvait dans le Paris-Dakar « une mort très contemporaine » (dixit le même plumitif, décidément très en verve ce jour-là), des jeunes habitant la région parisienne créaient le Regroupement d'associations jeunes Ile de France)RAJIF), dans le prolongement de la 3ème marche pour l'égalité des droits et contre le racisme (cf. C.A. n° 51 et 52). La preuve que nous ne vous mentons pas: nous les avons rencontrés, début février, circulant en liberté en plein Paris. Aussitôt remis de notre étonnement, nous leur avons posé cette première question, dont la transcendante originalité n'échappera à aucun lecteur attentif :

ASSOCIATIONS

Qu'est-ce que le RAJIF et comment s'est-il créé ?

Halima : Le RAJIF regroupe à l'échelle de la région parisienne des associations locales, qui travaillent sur un quartier ou une ville, de jeunes issus ou non de l'immigration. Nous regroupons par exemple des associations de Nanterre, d'Argenteuil, des Ulis, de Montreuil. Le RAJIF est une coordination, qui permettra de faire circuler les informations et de mener ensemble des actions, de façon à leur donner un plus grand écho. Bien sûr, nous avions pensé à une structure nationale, mais l'organisation sur le terrain n'est pas encore suffisante. La seule solution, c'est de commencer au niveau régional.

Ce regroupement a une histoire. Il existait autrefois un Collectif jeunes, qui rassemblait des associations et des individus. Mais souvent, les individus viennent dans ce genre de collectif avec la casquette d'un parti ou d'une organisation politique, dont les intérêts n'ont rien à voir avec les préoccupations des associations de jeunes des quartiers ou des cités. Un décalage s'était donc créé, qui a fait exploser ce collectif au moment de la 3ème marche. A l'arrivée de cette marche, nous avions dit qu'elle ne s'achevait pas le 30 novembre 1985, qu'elle devait être le début d'une coordination et d'un rapport de forces à créer. Mais nous avions constaté que les regroupements d'individus et d'associations ne pouvaient mener très loin. Nous avons donc décidé de faire un regroupement d'associations exclusivement.

Quelles sont les activités des associations locales auxquelles vous participez ?

Mohand : Je fais partie du Collectif jeunes Beurs des Ulis. Créé après Convergence 1984, à partir du slogan « La France, c'est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange », il est ouvert à tous les jeunes de la ville, quelle que soit leur culture. Chaque année, nous organisons des voyages interculturels au Maghreb, auxquels participent aussi bien des Maghrébins que des jeunes issus de l'émigration maghrébine, des Portugais et des Français. Le but est de faire connaître la culture maghrébine. Nous avons aussi accueilli les deux marches, et organisé des manifestations contre les expulsions. Aux Ulis, nous avons un certain impact. Dès le début, nous avons été très nombreux et très écoutés par les associations locales.

Halima : Je milite depuis plusieurs années dans l'association Ahadamoun d'Argenteuil. C'est une association de solidarité qui a été lancée par des Marocains. Aujourd'hui, elle regroupe beaucoup de Maghrébins, mais aussi d'autres personnes. Nous luttons contre les expulsions, donc contre les camps de rétention, pour la carte unique de dix ans, le droit au statut autonome de la femme immigrée. Nous avons aussi des équipes de foot, une commission cinéma, et nous organisons des cours d'arabe. Pour cette dernière activité, nous avons d'ailleurs rencontré des problèmes lorsque Balkany a été élu à Levallois. (Balkany est ce dynamique élu du RPR qui débaptise les rues et voulait tout simplement supprimer la maison des syndicats lorsqu'il est arrivé à la mairie. NDLR). Il nous a mis dehors avec les 150 enfants qui suivaient les cours. On a continué dans les petites villes voisines qui nous permettent d'avoir des locaux. D'autre part, les jeunes maghrébins se voient souvent refuser l'accès aux centres de formation, toujours complets pour eux. En tant qu'association, nous avons donc décidé de créer des stages de formation pour les jeunes chômeurs.

EXPULSION ET RÉTENTION

Où en êtes-vous dans la lutte contre les expulsions, et en particulier contre les camps de rétention ?

Halima : Tout d'abord, il faut préciser que nous luttons contre le principe de l'expulsion et non, comme par exemple la CIMADE, pour obtenir des expulsions plus humaines. Pour nous, même si les gens attendent leur expulsion dans un hôtel de luxe, où il sont bien logés et bien nourris, cela ne change rien au fond du problème. C'est contre l'expulsion elle-même qu'il faut se battre, et pas seulemnent contre le fait qu'elle soit brutale.

Dans la région parisienne, deux camps de rétention sont en cours de réalisation. Celui de Dugny (93) est prêt à l'emploi : la construction est achevée, le personnel est affecté, et tous les dossiers sont au commissariat du coin. Il avait été question de le mettre en service l'année dernière. Mais, en tant que collectif jeunes, nous sommes allés sur place et nous avons menacé d'occuper les locaux. Depuis ces actions, il n'a jamais été ouvert. Pour l'instant, on se contente donc de rester vigilants, on se renseigne, on essaie d'entrer en contact avec les gens qui habitent autour. Un second camp devait être construit à Orly, mais les travaux ont été suspendus. Pour l'instant, les gens placés en rétention administrative sont surtout logés dans des hôtels proches des aéroports. Et dans ce cas, les actions possibles sont très limitées. Quand on rentre, ils peuvent appeler les flics pour nous mettre dehors.

Durant la 3ème marche, vous avez vu d'autres camps de rétention...

Halima : Celui d'Arenc fonctionne. A Strasbourg et à Nantes, ils sont en cours d'ouverture. A Lille, des associations s'opposent à son ouverture (cf C.A. n° 53). Un camp de rétention, c'est deux ou trois bâtiments préfabriqués, entourés de murs et de deux ou trois rangées successives de barbelés, le tout gardé par des policiers, souvent des CRS.

L'expulsion, c'est la double peine: le jeune condamné à un mois de prison et à l'expulsion purgera en fait un mois de prison suivi d'un mois de détention dans un camp, le temps de « préparer sa reconduite à la frontière ».

A Arenc, nous avons vu des jeunes qui sont en France depuis longtemps et qui, après avoir fait des conneries, sont renvoyés dans un pays qu'ils ne connaissent pas, dont certains ne parlent même pas la langue. Il y a aussi les femmes qui perdent leur mari ou s'en séparent. Si elles sont venues en France par la procédure du regroupement familial, elles sont juridiquement sous la dépendance complète de leur mari, puisqu'il leur est interdit d'exercer un travail salarié. S'il vient à mourir ou si elles rompent avec lui, elles se retrouvent en situation d'expulsion, même si elles sont en France depuis 15 ou 20 ans.

Mohand: Il faut ajouter qu'à la demande de l'Algérie, la nouvelle convention du 22 décembre 1985 qui régit la présence en France des Algériens stipule que le certificat de résident peut être retiré « aux seuls ressortissants algériens considérés comme oisifs, qui sont de leur propre fait sans emploi et dépourvus de ressources depuis plus de six mois consécutifs ». Le ministère des Affaires sociales prétend que cette disposition ne vise que « des gens un peu douteux, des proxénètes par exemple ». Mais qui va définir les immigrés « douteux »? En réalité, ce texte permet l'expulsion de n'importe quel Algérien au chômage depuis trop longtemps. Il suffit que la préfecture considère que c'est « de son propre fait » qu'il est sans travail.

Halima: Si la droite gagne les élections législatives, elle trouvera à sa disposition tous les instruments nécessaires pour multiplier les expulsions.

ÉLECTIONS

Justement, que pensez-vous de ces élections?

Mohand: Ce ne sera pas pire après le mois de mars. On nous dit: « Attention, la droite revient ». Nous, on se demande quand elle est vraiment partie...

Halima: Le RAJIF n'appellera pas à voter pour tel ou tel candidat. Dans ce domaine, on demande seulement le droit de vote. Les jeunes qui font partie des associations le disent bien: après mars, on sera toujours là. En 1981, on nous a fait de belles promesses, et beaucoup se sont fait avoir. Aujourd'hui, on a compris, et on en tiendra compte. Les échéances électorales se feront toujours sur notre dos. Il y a des gens parmi nous qui vont essayer de se faire une place, parce qu'ils ont un faciès. Pas question non plus de procurer un strapontin à ces gens-là, pour qu'après ils soient bien au chaud, à l'aise, pendant que nous, on continuera à crever la galère dehors.

DISTINCTION

On entend souvent des gens faire la distinction entre « bons » et « mauvais » immigrés...

Halima: Pour les politiciens, le bon immigré est celui qui vote; c'est le jeune arabe qu'on appelle « beur », terme que je refuse. Au niveau social, il fait des études, réussit, ouvre des entreprises. Par contre, on voudrait bien se débarrasser de ses parents, qu'on a fait venir après la guerre pour reconstruire la France, puis la moderniser, qu'on a exploité pendant 20 ou 30 ans, et même souvent davantage, mais que la restructuration rend aujourd'hui inutiles. Il y a une autre catégorie de « mauvais » immigrés: le délinquant, celui qui fait trop de bruit la nuit, qui ne s'intègre pas.

La 3ème marche s'est affichée comme marche de l'immigration, et pas seulement des jeunes immigrés. Ce n'est pas parce que je suis née en France et que j'ai la nationalité française que je vais laisser tomber mon père qui vit la galère. Si on l'expulse, lui ou ma famille, j'en vis les conséquences. Il n'est donc pas question qu'on laisse déchirer les familles, garder les « bons » en France et renvoyer les « mauvais » au Maghreb. Nous sommes tous des immigrés. Si l'on doit s'en sortir, ce sera ensemble.

Quant à la délinquance, c'est un problème qui touche tous les jeunes qui vivent la galère, et pas seulement les immigrés. D'ailleurs, qui la vit, l'insécurité? Plus de 130 jeunes maghrébins se sont fait flinguer ces dernières années...

Ce qui unit les jeunes membres d'associations regroupées dans le RAJIF, n'est-ce pas un vécu social semblable, plus que leur qualité d'immigrés?

Que l'on soit Français, Antillais, Italien, Maghrébin, lorsqu'on est au chômage, dans la même cité, on le vit de la même façon. C'est un ciment, puisque tous ces jeunes se retrouvent dans l'association, pour lutter ensemble. Mais même chez les galériens, il y a une hiérarchie: la situation du galérien immigré est encore pire que celle du galérien français, parce que c'est lui qui est montré du doigt. Nous ne devons pas accepter qu'on nous divise ainsi. Les jeunes qui sont dans l'association luttent tous ensemble.

On parle beaucoup d'un « mouvement beur ». Qu'en pensez-vous?

Halima: Les jeunes issus de l'immigration resteront en France; mais ils ne veulent pas s'assimiler, s'uniformiser. Avoir une identité spécifique, c'est une richesse.

Mohand: Pourtant, ces jeunes qui ne connaissent pas le pays de leurs parents sont souvent expulsés; et cette expulsion, ils la ressentent encore plus mal que leurs parents. Là-bas aussi, on les qualifie d'immigrés...

Halima: Je ne pense pas qu'il y ait un « mouvement beur »; il y a plutôt un mouvement jeune, dont les beurs font partie. Etre immigré, c'est affirmer une identité, et non s'enfermer dans un ghetto. Moi, je ne suis pas assise entre deux chaises. Je suis née en France, j'y vis et je continuerai à y vivre. Mais cela ne m'empêche pas de parler arabe lorsque j'en ai envie, d'écouter de la musique arabe, de participer à la lutte de l'immigration, avec ceux qui n'ont pas la nationalité française. Dès lors qu'ils sont en France, qu'ils y travaillent, qu'ils y paient des impôts, ils devraient avoir les mêmes droits que les Français.

L'immigration pose des problèmes qui concernent toute la société. Par exemple, ce sont les immigrés qui ont le plus de problèmes pour se loger, à cause des quotas. Mais les problèmes de logement qui se posent dans les Z.U.P. et les quartiers ghettos concernent tout le monde, y compris les Français qui vivent dans ces quartiers. Etre beurs ne suffit pas à définir une communauté d'intérêts. Je ne me reconnais rien de commun avec un beur du PS, de la LCR ou de SOS-Racisme.

RÉPRESSION

Pensez-vous que le problème des crimes racistes et sécuritaires puisse trouver une solution dans l'appel à sanctionner lourdement les assassins?

Halima: Il est certain qu'une condamnation de 15 ans ne ramènera pas le jeune. Mais qu'un crime reste impuni, c'est grave; d'autant plus lorsque c'est un crime raciste ou sécuritaire. Si l'assassin prend 3 mois, les gens vont dire « après tout, pourquoi je ne tirerais pas? ».

Mohand: Si un mec tue un immigré et qu'il en prend pour trois mois, il y a un problème. Le gars se dit qu'il peut en tuer dix. Pour l'instant, on lutte pour éviter le carnage. Qu'on le veuille ou non, la punition est une certaine reconnaissance sociale du crime. Nous voulons avoir le droit d'être exploités comme les autres.

Halima: Sinon, n'importe qui va tirer sur son voisin d'en dessous. On va en venir aux règlements de comptes, à une montée totale du fascisme. Pour nous Maghrébins, à chaque fois qu'un jeune se fait tuer, nous le ressentons dans notre chair. Nous avons l'impression que c'est l'un des nôtres qui a été assassiné. Cela dit, c'est vrai que les tribunaux sont le reflet d'une société de classes, d'une injustice sociale. Ça va faire sourire: il faudrait faire la révolution. Mais ce n'est pas à nous seuls de la faire...

Celles et ceux qui n'ont pas compris que nous étions en désaccord avec vous sur la nécessité de demander des sanctions sévères pour les criminels racistes ont mal lu la 19ème page du 50ème numéro de C.A., très beau, pas cher (15 F seulement) et toujours en vente à l'Egregore. Ils feraient bien de s'y reporter d'urgence. Au fait, s'ils s'abonnaient? Ça leur éviterait de connaître à nouveau pareille mésaventure... Merci et à bientôt.

DE VALOGNES A CAEN

RÉACTIONS CONTRE LA VENUE DE LE PEN

Cet article se veut uniquement un compte-rendu d'une pratique dans une réalité locale. Il donne des informations sur différentes interventions ayant eu lieu en Basse Normandie lors de la venue de Le Pen. Il est a noter que nous n'avons pas participé à l'initiative de Valognes (Manche) et n'avons eu les informations que par voies médiatiques.

LE PEN PASSE, LES MANCHOTS BOUGENT.

18 juillet 1985 : Dans le cadre de la campagne électorale pour les législatives, a lieu à Coutances, un meeting de Le Pen. A ses côtés, on trouve Patrick Beloncle, secrétaire régional et Le Rachinel, secrétaire de la Manche. Un millier de personnes sont présentes à ce meeting relativement tranquille. Cependant, 200 jeunes manifestent à la sortie mais les échanges se limitent au verbal. Simultanément, se déroule à Cherbourg, un rassemblement organisé par le Comité d'Action contre le Racisme ; plusieurs centaines de personnes sont présentes aux côtés de la CGT, PC, PS, Verts, de la LCR, Mouvement de la Paix, anarchistes.

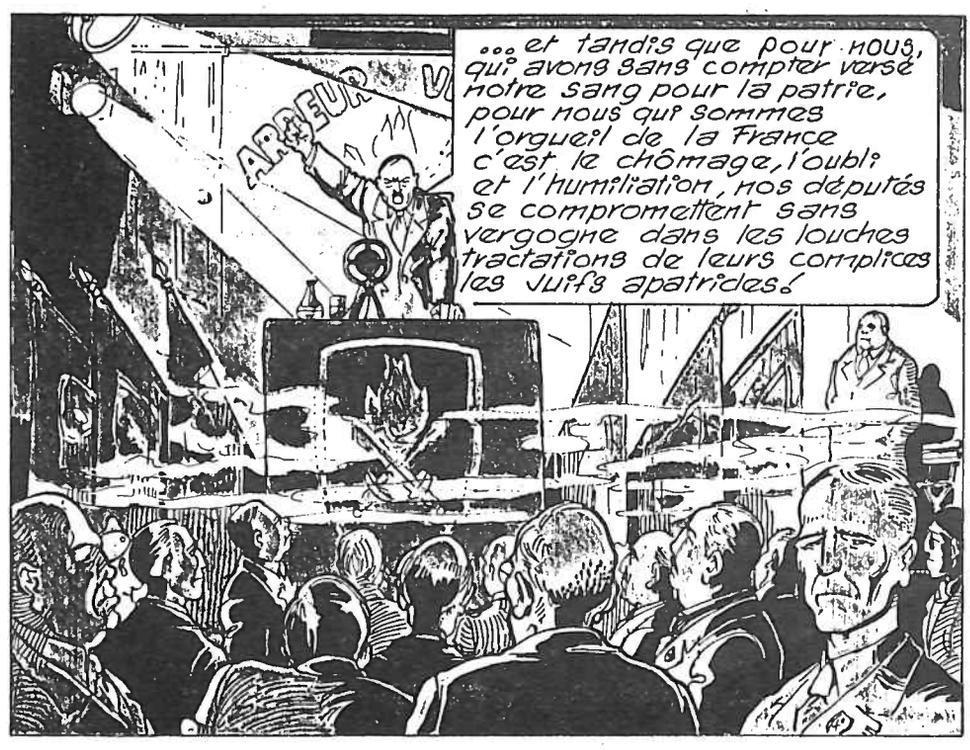
Janvier 86 : Une crise municipale a lieu à Granville (3e ville de la Manche après Cherbourg et St-Lô) ; la municipalité (UDF) n'a plus ni maire, ni adjoints excepté Rose-Marie Eon Bazin qui est à l'origine de cette crise. Adjointe aux affaires sociales depuis 83, elle s'est ralliée à Le Pen en figurant sur la liste FN.

Valognes, 9 janvier 86 : Meeting Le Pen. 700 personnes présentes. Le Rachinel, Rose-Marie Eon Bazin y sont également. Le Pen condamne le maire de Cherbourg (PS) qui lui a refusé une salle. Il axe principalement son discours sur la venue de Roger Hanin, le mardi précédent, et la projection du film « Train d'enfer » à Valognes. Il le décrit comme un film de propagande qui transforme un crime commis par des ivrognes en une affaire politique.

Au même moment, 400 personnes sont présentes en rassemblement anti-Le Pen ; le porte parole du Comité antiraciste fait son discours et invite les manifestants à se rendre en banlieue de Cherbourg (Octeville) à une fête (musique, match de foot interculturel, brochettes, badges...). Mais une centaine de personnes restent sur place, devant le meeting du FN. Les gardes-mobiles sont là aussi. Après une altercation, un militant FN est blessé. Plusieurs invectives s'échangent entre les gens du FN et les manifestants, les premiers n'appréciant guère que l'on hue leur leader. Plusieurs responsables du S.O. prennent place et soudain sur l'ordre « à la charge », les militants-miliciens se jettent sur les manifestants. Choc bref mais efficace ; 4 personnes blessées. Et cela sans l'intervention des forces de « l'ordre » ! Les militants du FN sont visiblement rodés à ce type d'opération...

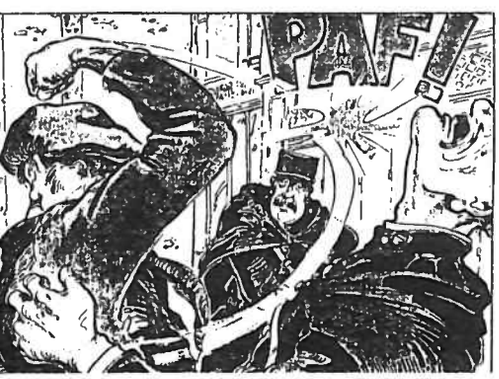
LE PEN PASSE LES CA(E)NETONS BOUGENT

La venue de Le Pen à Caen a déclenché le besoin au niveau du groupe communiste libertaire (GCL) d'organiser une riposte dans la logique qu'il s'était donné lors du précédent passage de Le



Pen en avril 84. Nous avons donc pris l'initiative d'organiser un contre meeting axé sur la lutte anti raciste avec la projection du film « A cloche pied sur les frontières » et avec la collaboration du RAJIIF (Rassemblement des Associations de Jeunes Immigrés d'Ile de France).

Notre démarche se voulait constructive par rapport au côté défouloir d'une éventuelle manifestation parachutée par les organisations participant à la farce électorale et ne reposant sur aucune dynamique au quotidien. Nous avons tenté un regroupement autour des associations confrontées aux problèmes de l'immigration (associations des communautés étrangères plus ou moins contrôlées par le PS, CIMADE, CITIM). L'appel n'a pas eu l'écho escompté ; seuls, la CIMADE et le CITIM ont fait acte de présence, mais ne se sont pas engagés publiquement. Il nous semblait important de faire participer des gens du RAJIIF, exemple d'auto-organisation de ceux-là et celles-là mêmes qui sont confrontés quotidiennement au racisme entretenu subtilement, entre autres, par certaines mesures de la gauche (regroupement familial, camps de rétention, chasse aux sans papiers). Malgré nos faibles moyens, 90 personnes environ ont participé. Le support des médias, pour une fois, ne nous a pas fait faux bond.



Il est vrai que la LCR après maintes tractations avec le PC, PS et Compagnie, n'a pas réussi à organiser autre chose que la formation d'un comité anti-raciste ponctuel (sans les orgas ci-dessus citées) pour le collage d'une affiche symbolisant le danger Le Pen. De plus, leur contact avec SOS-Racisme pour faire venir Harlem Désir a été vain. Donc, notre initiative eut de l'écho dans les médias.

Le film, malgré son côté un peu dépassé, montrait bien le tiraillement entre deux cultures d'une jeunesse maghrébine. Il est à noter que ce film fait avec la collaboration de l'amicale des algériens, insiste un peu trop sur le retour au pays. Le débat fut très animé ; différents thèmes furent abordés (divergences avec SOS-Racisme, les camps de rétention, les problèmes d'identité culturelle , la justice à 2 vitesses).

La spécificité des gens du RAJIIF n'a pas été assez développée lors de questionnements sur les divergences avec SOS-Racisme.

Des représentants de la CIMADE étant dans la salle, la question sur leur participation à la gestion de ces camps leur a été fatalement posée. La réponse a souligné l'exitence d'un débat interne, à ce sujet. Ils expliquent leur concours à cette gestion par le souci d'un contrôle du respect minimum des droits de l'homme. Ils ne sont pas opposés à l'existence des camps de rétention qu'ils justifient être une conséquence de la conjoncture économique. A ce propos, il est à noter que les gens du RAJIIF présents ce soir là, ont confondu le camp de Villeneuve-sur-Lot (cité de transit pour les Harkis depuis une vingtaine d'années) avec un de ces camps de rétention... Cependant, les conditions de vie y sont épouvantables.

Dans une intervention, la copine du RAJIIF a précisé appartenir à une association de femmes travaillant sur une recherche d'identité culturelle par le théâtre. Sa démarche a déclenché de la part de participants, un débat houleux remettant en cause le besoin qu'ils ou elles peuvent ressentir de se réapproprier leur culture, entre autre, par l'apprentissage de l'arabe. Au cours du débat, il s'est avéré que cette réappropriation devait se faire de façon critique, pour éviter, par exemple, les dérives intégristes et les différents aspects réactionnaires que comporte n'importe quelle culture. De plus, cette démarche seule ne peut suffire à lutter contre le racisme au qutodien et à développer de nouveaux rapports sociaux.

A propos de la justice à deux vitesses, une question a été soulevée sur l'ambiguité de réclamer des peines exemplaires pour les assassins racistes. Il va de soi que la prison ne résoud en aucun cas les problèmes fondamentaux de notre société capitaliste, tel que celui du racisme. Le temps d'une société « meilleure » et « autre » n'est pas encore arrivé et une fois de plus, comme dans de nombreuses luttes, nous nous trouvons confrontés à des contradictions.

Certains nous reprocheront d'avoir profité de la venue de Le Pen pour « faire de l'antiracisme » ; le racisme étant quotidien. Cependant, il était important de réagir contre Le Pen mais aussi de dénoncer la politique de la Gauche concernant l'immigration. De plus en invitant des membres du RAJIIF, nous voulions signaler localement , l'existence d'un mouvement antiraciste autre que « SOS-Racisme », s'appuyant sur une auto-organisation et une réelle lutte au quotidien et refusant toute compromission avec les organisations et partis politiques. Nous regrettons que les associations des communautés étrangères de la région caennaise, bien que prévenues, n'aient pas été présentes. Cependant, nous espérons que des contacts entre le RAJIIF et ces associations verront le jour bientôt.

Groupe Communiste Libertaire de Caen

Du discours radical comme justification de l'immobilisme ou « comment les orphelins pleurent l'absence du père »

Ils étaient quelques uns lors du débat sur l'immigration à déplorer qu'il n'y eût pas de manif pour marquer le coup contre le meeting du Front National.

Certains allèrent même jusqu'à reprocher aux représentants de la LCR (mais pourquoi justement la LCR ?) présents ce soir là, l'inconséquence de leur organisation. En bref, ils attendaient l'appel, la vieille et bonne manif dans le but, bien entendu, de démontrer leur sacro-sainte radicalité et nous faire le coup du « Fais gaffe mec. Plus révolté que moi tu meurs, plus révolutionnaire on te crucifie ».

Si nous n'avons pas de sympathie particulière pour la LCR, nous devons tout de même avouer que bon nombre de zozos commencent à nous sortir par les trous du nez.

On pérore sur l'insuffisance des organisations, des groupes, des comités quand certaines situations apparaissent pour cracher sur leur existence le reste du temps.

Cette attitude, parfaitement compréhensible quand elle est le fait de jeunes révoltés, l'est beaucoup moins quand il s'agit de personnes qui, n'étant plus de première jeunesse, ressassent depuis une bonne décade, les mêmes délires. Sans compter que bon nombre d'entre eux avaient oublié de venir ce soir-là.

Les thèmes du racisme et de l'immigration leur paraitraient-ils moins intéressants que J.M. Le Pen, nouvelle vedette du show-biz politique ? Ceci dit, je ne pousserai pas ma paranoïa jusqu'à penser que quelques uns auraient fait le choix de boycotter une initiative du GCL de Caen.

L'un d'eux s'est approché de moi, m'a regardé dans les yeux et m'a déclaré dans son langage (je traduis) :

— Noyé dans la nébuleuse, étoile parmi les étoiles, je brille d'un feu radical et magistral et révolutionnaire en méprisant la chienlit militante. La baston j'te dis, y'a qu'çà !

— Au fait, combien tu fais au 100 m ?

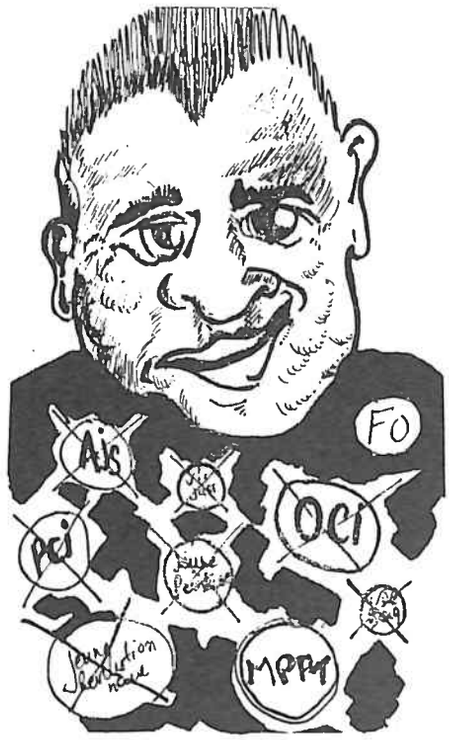
— Le sport ? Comment, mais tu rigoles !

Commandant COSTAUD

French cancan

Trotskistes

AUX CONFINS DE F.O. ET DE LA FRANC-MAÇONNERIE LE M.P.P.T.



Le MPPT, qui a été créé en décembre dernier par le PCI (trotskiste), indique qu'une étape a été franchie dans l'osmose entre ce parti et une importante fraction de l'appareil politique de Force Ouvrière (F.O.).

En fait de parti révolutionnaire, le PCI développe la plus ringarde des lignes social-démocrates, mais avec des méthodes organisationnelles qui donnent le frisson. Etrange union de trotskistes, de réactionnaires de F.O., de quelques ex (?) anarcho-syndicalistes, qui s'est forgée dans la Franc-Maçonnerie et qui s'ouvre maintenant à quelques sociaux-démocrates « purs » du PS.

Pour la première fois, une formation d'extrême gauche, le Mouvement pour un Parti des Travailleurs (MPPT) va présenter aux législatives, des candidats dans tous les départements, sauf la Corse.

Comment, en période creuse des mouvements sociaux et de désaffection vis-à-vis des regroupements militants, ce « miracle » est-il possible ?

GENESE D'UNE UNION

Pour le comprendre, il faut remonter aux années 50, lorsqu'après diverses scissions dans le mouvement trotskiste, le groupe LAMBERT, du nom de son chef, isolé dans la sphère politique en général comme dans le mouvement révolutionnaire en particulier, cherche sinon des appuis, du moins un terrain pour exister et faire quelques racines. Ce terrain sera syndical: la CGT, mais surtout FO. L'histoire des « Lambertistes » avec successivement l'OCI, le PCI, et ses diverses créatures: le CLER (Comité de liaison des Etudiants Révolutionnaires) la FER (Fédération des mêmes), l'A.J.S. (Alliance des Jeunes pour le Socialisme) et maintenant le MPPT, se confond avec celle de l'U.D. F.O. de Loire-Atlantique, de son développement chez les étudiants et les enseignants (où il crée ses propres tendances puis ses propres syndicats), et surtout de son implantation dans FO, à la Sécu, dans les banques, etc... dans la Région parisienne.

En 1956 une motion — qui sera minoritaire — présentée par l'anarcho-syndicaliste Alexandre Hebert (Loire-Atlantique) et par Bergeron (oui, le même) se prononce pour la cessation des hostilités en Algérie.

Les « Lambertistes », qui déjà à cette époque ont investi différents secteurs de FO, considèrent qu'il y a là un phénomène à prendre en considération et à utiliser, dans cette rencontre entre un courant réformiste (Bergeron) et un courant « révolutionnaire » (Hébert). En 1958 les Lambertistes votent le rapport moral de Bothereau, le prédécesseur de Bergeron à la tête de la boutique. L'alliance est alors scellée entre les trois compères, Lambert, Hébert et Bergeron. Leur discours, tout leur être même, semble différer du tout au tout.

Lambert le froid et illuminé théoricien de la lutte de classe pure et dure, en même temps grand inquisiteur/épurateur, homme d'appareil se prenant pour Trotsky lui-même. Hébert le tribun populiste, anarcho-syndicaliste, l'homme du discours aux masses, des manifs, du lyrisme révolutionnaire. Enfin Bergeron, le chantre du réformisme et des accords avec le patronat, petit homme d'appareil discret mais efficace, sans référence idéologique précise.

Mais en fait, il y a entre eux des points communs, et nombre de services à rendre. Une appartenance commune à la Franc-Maçonnerie, un anti-cléricalisme vulgaire et désuet (1), leur anti-stalinisme qui se confond chez Hébert et Bergeron avec un anti-communisme primaire et un regard tourné vers les U.S.A. (voir à ce sujet les fonds « secrets » de la C.I.A. à F.O.) (2).

Depuis lors, Lambertistes et Hébertistes, voteront toujours les rapports Bergeron, même lorsque ce dernier collaborera étroitement avec Barre et avec le Patronat, même si à la tribune, les discours restent très « lutte de classe ».

Progressivement les rapports de dépendance entre l'appareil Bergeronien de F.O. et les Lambertistes ne feront que croître ; les services rendus par le PCI à Bergeron se succèdent :

C'est Lambert qui à la fin des années 50 mène la lutte contre une tendance « Gauche » qui se forme dans la Région parisienne, et animée par un courant trotskiste concurrent et qui conteste la direction de F.O. Lambert fait d'une pierre deux coups: il élimine des concurrents sur **son** terrain politique et fait acte de fidélité et d'allégence vis-à-vis de l'appareil de F.O.

Plus tard, même combat, toujours mené au nom de l'Indépendance syndicale par Lambert et Hébert, contre les militants CERES de F.O. qui veulent engager le syndicat contre la droite.

Ce sont les militants du PCI qui, sur la base de leurs tendances dans la FEN, vont s'en détacher pour créer un syndicat F.O. dans l'Education nationale, réalisant ce qui n'avait pu être fait en 1947.

Enfin les exemples ne se comptent plus où le PCI désamorce des conflits susceptibles de gêner la direction de F.O.

En échange, eh bien, des militants du PCI s'installent dans des postes importants ; à la commission confédérale de F.O., il y a 3 membres sur 12: Blaudel, Hoffman, Santini. Le PCI occupait jusqu'à il y a peu le poste de responsable à l'organisation et encore celui des liaisons avec la presse. Finalement l'ensemble des militants du PCI ou proches, sont intégrés à la majorité confédérale. Il

fournit au syndicat nombre de militants formés , dévoués, rodés, qui lui manquent et en retour c'est l'appareil régional de F.O. qui « fait les salles » lors des meetings du MPPT.

Stéphane Just, le maître après Lambert jusqu'à sa récente exclusion du PCI expliquait récemment son désaccord : « ...C'est une évidence que la conception du parti des travailleurs à été élaboré du côté de l'avenue du Maine et que son centre opérationnel se situe du côté de l'union départementale de Loire Atlantique... » (celle dirigée par Hébert).

Stéphane Just qui fut toujours l'élément le plus sectaire de la direction du PCI et avant lui de l'OCI, a été de toutes les épurations avec Lambert. Il est tombé lui aussi, supportant mal ce qu'il interprète comme une « O.PA. de l'appareil de F.O. sur le PCI ». Faut-il que le processus engagé soit allé particulièrement loin pour que Just, qui le mène depuis 20 ans, s'en émeuve ! Peut-être après tout n'est-il pas, lui, Franc-Maçon, et comprend mal qu'existent des intérêts et des coteries supérieures au P.C.I.

Si Just, comme les trotskistes de la Ligue, de LO, parle d'une OPA de FO **sur** le PCI, il peut aussi exister une autre explication : un **entrisme réussi** du **PCI dans F.O.**

Il en est en fait comme dans bien des couples : les relations d'interdépendance sont si nombreuses et complexes qu'on discerne mal qui domine, qui subit et surtout qui est autonome.

COMMENT FONCTIONNE LE P.C.I.

Ce qui a rendu célèbre l'OCI puis le PCI, ce ne sont pas ses penchants social-démocrate que l'on rencontre à tous les coins de rue. Non ! C'est en fait que ces « anti-staliniens » ont su conserver une chose du stalinisme : les méthodes organisationnelles en les poussant jusqu'à la caricature, ce qui fait frémir si on osait penser que le PCI puisse un jour s'associer au pouvoir.

Son obsession fondamentale est la construction du Parti Révolutionnaire qu'il entend comme un Parti de cadres, ultra hiérarchisé, militarisé, hyper « formés » à l'aide de la méthode Coué. Ces militants, il faut les recruter, les former et si possible leur donner un certain pouvoir dans des institutions choisies (F.O. en particulier) où ils pourront à leur tour recruter et former. Et pour cela, **toutes** les méthodes sont bonnes.

Prenons l'exemple de la sécurité sociale à Paris, l'un des fiefs du PCI. La Fédé F.O. qui regroupe la Sécu et les banques est dirigée par Michel Rochette membre du PCI. A la tête de la Chambre syndicale F.O.-Sécu on trouve Garabuau, Rault et Régis, 3 membres du PCI. Vieille implantation qui date des années 50 elle aussi, puisque Pierre Lambert le chef charismatique est un retraité de la Sécu-Paris.

Tout nouvel adhérent à F.O. dans un

organisme, est testé par la cellule locale du PCI. Entretien, stage, proposition d'adhésion. La formation syndicale, menée par le PCI conduit tout naturellement au Parti. Les hésitants que le PCI estime « gagnables » sont placés à des postes syndicaux « réformistes » pour parfaire leur formation, mais jamais à des postes « politiques ». Lors du renouvellement du mandat syndical l'adhésion au PCI sera reproposée de façon insistante... sous peine de fin de mandat.

Les réunions de syndiqués ne sont que formelles : la politique est décidée **avant** par le PCI. L'osmose est si grande entre certains secteurs du syndicat et le parti que nombre de permanents « syndicaux » travaillent en fait pour un parti qui ne pourrait se les offrir. Et cela, bien sûr, avec l'indépendance syndicale comme cheval de bataille.

Pour réaliser cette politique, le PCI pratique le double langage : à l'extérieur, un discours ultra-corporatiste flattant les plus bas instincts : c'est ainsi qu'au PCI on trouve nombre d'adhérents ou de sympathisants qui sont en fait réactionnaires, voire racistes... mais qui défendent avec acharnement leurs intérêts corporatistes. Bien souvent au niveau de l'intervention syndicale on ne peut faire la différence entre un F.O.-PCI et un F.O.-RPR.

Le PCI flatte le corporatisme des techniciens et défend les augmentations. de salaire au pourcentage. Il s'appuie le plus souvent sur l'appareil F.O., sur les cadres, et fait fuir les ouvriers. A l'intérieur une formation « trotskiste-lutte des classes » justifiant ce qui précède par des raisons tactiques.

Autre élément de la stratégie du PCI, la création et la succession de structures bidon, destinées à recueillir signatures, adhésions et à occuper le terrain ; des grandes campagnes nationales pour réunir 5 ou 10000 jeunes travailleurs à Paris, à des comités locaux de soutien au MPTT, animés par des militants PCI mais présentés comme des travailleurs de la base « honnêtes et de bon sens », on ne les compte plus. Elles sont toujours axées non pas vers la création ou le renforcement d'un mouvement, mais vers la construction du Parti.

D'un côté la séduction qui peut mener jusqu'à lancer ses militantes (3) à la conquête d'éléments jugés « gagnables » et à caresser dans le sens du poil les plus bas instincts corporatistes, et de l'autre le gant de fer, dans la plus pure tradition bolchevique, contre ses ennemis extérieurs... et intérieurs.

Ennemis extérieurs : les révolutionnaires qui entrent en conflit avec lui, tous les éléments « spontanéistes » qui émergent d'une lutte, tout ce qui de près ou de loin se rattache à des éléments de « révoluton culturelle » issus de 1968 : critique du Pouvoir, libération sexuelle, autogestion...

A titre d'exemple tout le courant de recherche reichienne et de libération sexuelle menée dans les années 55-65 par des psychologues, des intellectuels, ou de futurs profs de gym, est né dans la mouvance lambertiste avec Boris Frenkel puis Jean-Marie Brohm et d'autres. Tout s'est bien passé tant que les thèmes développés cadraient avec la ligne trotskiste et anti-stalinienne... et qu'ils permettaient de servir de justification aux jeunes militants de base pour recruter des militantes, les utiliser et les faire circuler.

Mais dès que la critique reichienne s'est poursuivie et affinée, touchant aux problèmes des racines de la domination, de la bureaucratie, elle est devenue... petite-bourgeoise. Les initiateurs du du courant ont dû trouver refuge dans la Ligue communiste ou bien demeurer isolés. Ils étaient devenus des ennemis.

Le PCI pratique couramment le terrorisme verbal et physique contre tout ce qui le menace comme pouvoir : cassage de gueules, occupations de locaux syndicaux, stratégie de main-mise sur des A.G. par la multiplication des prises de parole, ne se comptent plus, et l'ont rendu célèbre.

A l'intérieur, on n'est pas exclu du PCI pour simple divergence, mais pour trahison, voir pour malversation financière ; la calomnie est institutionnalisée pour ranger l'opposant au banc des agents de l'ennemi. Voilà qui rappelle étrangement les mécanismes des grands procès staliniens !

La main tendue, le sourire, les compromissions, la séduction, sont réservés aux pires réformistes, dès lors qu'ils sont isolés, gagnables, faibles. Le poing dans la gueule vis-à-vis des concurrents organisés qui ont du poids.

LA POLITIQUE DU MPPT

Le MPPT accuse les députés PS et PC élus en 1981, d'avoir trahi le mandat qui leur avait été confié par les travailleurs (4). Outre la défense de l'emploi et des acquis sociaux, son cheval de bataille est la laïcité de l'école et de l'Etat (5), la lutte contre la décentralisation, l'indépendance des syndicats (il dénonce les lois Auroux comme portant atteinte aux prérogatives syndicales.

Le MPPT, dont l'image reste bien à tort d'extrême gauche, marque d'emblée les limites de son « projet révolutionnaire » : la situation politique actuelle qu'il qualifie de très grave comporte selon lui le risque que le vide politique actuel engendre «... des solutions les plus extrêmes ou en finalité la démocratie et les libertés qui en sont le corollaire sortent toujours amoindries sinon écrasées... » ... « Toutes les aventures peuvent en résulter... ». Il s'agit là bien de faire allusion à l'extrême droite, mais aussi à l'extrême gauche et à toute tentative de débordement révolutionnaire. Qu'on se rappelle comment, par le passé, le PCI et son prédécesseur l'OCI sont toujours intervenus, de puis plus de 20 ans et de manière la plus musclée qui soit, contre tout ce qui représentait des formes spontanées de révoltes, contre les « incontrôlés », les « casseurs », les « marginaux », vocable utile pour recouvrir des ennemis politiques. Renvoyer ainsi dos à dos les « extrêmes » ne peut que séduire des fractions de la social-démocratie vers lesquelles le PCI lorgne, et surtout l'appareil de FO au sein duquel Bergeron est bel est bien le seul leader politico-syndical à s'apercevoir que la situation actuelle présente des « risques » de ruptures de la paix sociale.

L'ambition du PCI est de créer un parti des travailleurs avec 40.000 adhérents dans lequel dit-il il serait présent (mais en fait dirigeant), et qui se retrouverait dans la grande tradition du parti ouvrier de Jaures d'avant 1914 avec son organe l'Humanité. Il y a de quoi rester pantois ! La référence de ce parti trotskiste n'est plus la 1ere période de la 3eme internationale, celle de Lénine, mais la seconde internationale — la SFIO en France, avec laquelle la CGT (syndicaliste révolutionnaire) avait dû prendre ses distances vu son réformisme, son bellicisme, et sa politique bourgeoise.

Ainsi pour le PCI, faire du neuf, ce n'est pas abandonner le trotskisme en comprenant que le stalinisme n'est que son héritier, mais revenir aux conceptions sociale-démocrates d'avant 14, à l'Union sacrée, à la pire politique que des socialistes aient menés avec la bourgeoisir contre la classe ouvrière.

En plus du PCI, on retrouve dans le MPPT une tendance du PS « Socialisme mantenu » qui réclame le retour à l'esprit du congrès de Metz qui aurait été trahi depuis 1979. Nombre de leaders de cette tendance, comme ce secrétaire départemental du PS en Alsace, récemment exclu pour figurer sur la liste MPPT, sont en fait issus du PCI ; ils ont pratiqués l'entrisme dans le PS à la faveur de la vague d'adhésion de 81. Il s'agit là d'une bien modeste ambition pour un Parti des travailleurs, que de revenir aux acquis du congrès de Metz ! Mais l'objectif pour le PCI est toujours de s'entourer d'une mouvance qu'il controle et qu'il estime gagnable, et alors peut importe les bases...

DES ANARCHISTES ET DU PCI

Nous avons dans l'article parlé de l'ineffable Hébert, secrétaire de l'UDFO Loire Atlantique et qui est en quelque sorte celui qui tient la chandelle dans les Amitiés particulières mais pas très gaies entre Bergeron et Lambert.

Hébert est le prototype de ces militants libertaires issus de la décompostion d'un mouvement révolutionnaire, et qui, unis par un anti stalinisme qui s'est converti en anti-communisme primaire, par la franc-maçonnerie et par un anticléricalisme viscéral, se situent en fait dans l'orbite occidentale pour dammer le pion aux Russes. En 1965 Hébert appelle à voter à Nantes pour André Morice, champion de l'Algérie française,... pour barrer la route au communisme. Hébert avait pourtant été à la pointe des grandes grèves de 56 en Loire Atlantique. Il dirige un moment l'Union anarcho syndicaliste qui regroupe des anars dans les syndicats réformistes (métallurgie bordelaise, enseignement école-émancipée, etc...) ; pas très logtemps car les militants de cet organisme n'accepteront pas le jeu de Hébert avec l'OCI, dont il est en fait dès cette époque membre officieux du comité central. Pourtant, audelà d'une structure formelle, ce courant, composé également de quelques anars espagnols nourris, et pour cause à la haine du stalinisme, et par conséquent entrés à FO, alliés à quelques déçus du socialisme révolutionnaire, à perduré assez longtemps, existe encore, même si il est en voie de disparition sous cette forme. En 1971, 100eme anniversaire de la Commune : on voit défiler les Lambertistes derrières Jules Moch et devant les francs-maçons en tablier ; et à un meeting à la Mutualité, côte à côte pour célébrer les communards, FO, CFDT, PS, Grand-Orient, et Fédération anarchiste... l'OCI avait prêté son service d'ordre, l'une de ses spécialités. On retrouve encore ce courant sous la plume de Prévotel dans le Monde Libertaire, de Salamero à Bordeaux et de quelques autres. Mais les temps ne sont plus ce qu'ils étaient et ce courant dans le mouvement anarchiste organisé a perdu bien du poids.

Cette présence d'anarchistes dans FO est justifiée par « l'apolitisme » de FO et son « indépendance ». C'est pour les mêmes raisons que le RPR s'y trouve, dont certains de ses membres sont passé au Front National. Drôle de boutique et jolie confusion ! Il est vrai que l'histoire nous a montré pas mal de communistes ou d'anarchistes, traumatisés par le stalinisme, verser vers le libéralisme à l'américaine voir vers le fascisme. Cela ne saurait être une excuse à moins de considérer que les Bernard-Henri Levy, Glucksman, Montand et autres représentent une renaissance... de la pensée libertaire !

NOTES

1) ... Qui fera toujours considérer la CFDT comme hors du mouvement ouvrier, puisque d'origine chrétienne (CFTC), alors que FO, elle, est un bastion de ce même mouvement, puisque laïc...

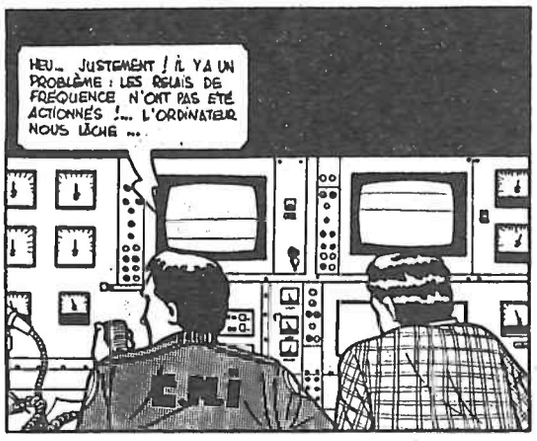
2) La récente révélation de ces fonds, est lié au fait que maintenant on peut dire les choses, puisque plus personne n'est anti-américain. Youppi ! En fait, tout est connu depuis longtemps. Sans ces fonds de la CIA via AFL-CIO, la scission syndicale d'après guerre qui placa d'un côté la CGT et de l'autre le CGT-FO, n'eut pas eu lieu. Rappelons que seule la FEN resta « unitaire ». LA CIA n'hésite jamais à poposer des services sonnants et trébuchants à des mouvements, même révolutionnaires dès lors qu'ils sont contre le ou les PC. Ce fut également le cas pour le « mouvement du 22 mars » en 68 ; tout consiste à refuser les fonds comme ce fut en l'occurence dans ce dernier exemple le cas. Par contre les « révolutionnaires » de FO parfaitement au courant de ce qui se tramait entre les américains et les scissionnistes de leur centrale n'en pipèrent mot... certain affirmaient même qu'il s'agissait de calomnie. La CIA a même pensé favoriser la renaissance d'une CGT-SR, anarcho quelque-chose, mais les forces pour la constituer était par trop faibles.

3) Le PCI, paradoxalement est certainement le groupe d'« extrême gauche » qui compte le plus de femmes dans ses rangs. Un mystère que l'ex-MLF n'a pas élucidé et sur lequel il ne s'est d'ailleurs jamais penché... Dommage !

4) Ce concept de « trahison » reste l'une des dernières fidélités au trotskisme, qui de manière la plus idéaliste, a toujours expliqué le stalinisme ou le réformisme par des déviation ou des trahisons des chefs, évitant ainsi de poser le problème plus global d'une théorie politique dans son ensemble — le marxisme-léninisme — et du rapport complexe entre les masses et les élus-leaders.

5) Il est particulièrement cocasse de voir des marxistes défendre une conception d'un « Etat-neutre », « base fondamentale de la république »... qui serait donc au dessus des classes ! En fait tout le combat pour la laïcité comporte ces présupposés stupides... et mêmes des anarchistes s'y sont laissé prendre (voir article dans CA Laic.. le hic)

Informatique



GRATTE-MOI LA PUCE QUE J'AI DANS LE DOS

"Un tas de connaissances n'est pas plus une culture qu'un tas de pierres n'est une maison" (H. Poincaré)

" Tout système d'enseignement basé sur la transmission des connaissances, qu'il soit ou non optimisé, est voué à la faillite, l'optimisation des méthodes ayant simplement pour effet de reculer le moment de la faillite" (J. Hebenstreit. *Terminal 19/84*n° 21, janvier 1984)

Dans cette contribution à l'étude (rapide) de l'expansion de l'outil informatique dans la société, ce chapitre n'abordera que deux aspects : le premier, un constat rapide sur l'implantation de l'informatique "éducative" dans l'Education nationale et ses aspects ; le second, une critique envisagée surtout par le rédacteur de cet article, lequel a surtout connu UNE méthode informatique liée à la pédagogie avec UN langage informatique, dans UN type d'établissement précis (encore une fois les L.E.P, et ce n'est pas non plus par hasard).

UN BREF DESCRIPTIF

Partant de cet « a-priori » discutable certes, mais volontaire, que les chiffres ne servent que de brouillard et de remplissage sur ce type de problématique, il n'en sera pas question ici, quitte à insatisfaire le lecteur féru d'informatique. Depuis la fin 82, en tout cas, l'informatique était (« était » dis-je, car on en parlait peu, comparativement à « l'après » Chevènement) déjà le cheval de bataille rampant qui suscitait des vocations missionnaires et des discussions « Café du Commerce », dans les milieux enseignants... Le « look », coco, était d'acquérir au plus vite la quintessence du BASIC et du CLAVIER (l'un nimbé du mystère mathématique, l'autre de l'aura vert fluo de l'avenir pédagogique)... Bref, une fois de plus, tout le monde en oubliait les gosses. D'autant que l'on promettait des tages aiséments accessibles (je parle en l'occurrence des L.E.P., mais la suite en dira un peu plus) destinés à réformer la craie, le tableau noir, les diapos, les sorties, la sueur de chemises (eh oui ! Ça existe !), les amuse-gueules « school for pleasure » et le reste ! Résultat des courses : scepticisme et aveuglement mêlés, cahin-caha, voilà les MICRO qui débarquent dès 82 dans les bahuts !

Que nenni, ma bonne dame, tout cela ne changeait point les réalités ! Les difficultés des uns ne devenaient pas pour autant les facilités des autres ! Et lycée de Versailles ! Ceci dit (Brahim), redevenons sérieux cinq minutes : l'hexagone éducativo-informatico-merdouillard possédait donc trois angles de langage à partir de ce moment flou du début 84 (marqué en tout cas par une lettre d'encouragement en septembre de cette année historique et destinée à tous les enseignants, déjà barbotant (dans l'arc-en-ciel futur d'une informatique radieuse), laquelle missive ne manquait pas de rappeler **notre** sens du « sacerdoce » et de la « mission » (imaginez la position du missionnaire sur son bureau) et ajoutant que nous étions les hussards de la modernisation au regard de notre prise en main du fameux outil informatique... on nous livra (sans le foin et les abreuvoirs) les fameux coursiers pour les hussards : quelques micro-ordinateurs, parcimonieusement distribués selon les zones soi-disant prioritaires d'enseignement... Personnellement, j'ai toujours pas eu la selle et les étriers... Pour redevenir vraiment sérieux (vraiment), on nous présenta les « Puces » comme la panacée à l'échec scolaire (qui paraît-il était aussi nouveau que les « micro » !)... Et j'en connais, d'aucun, qui sautèrent sur cette occasion « d'affronter » moins les gamins, semblables en cela aux puces... Sur les chiens de l'opportunisme. A cette rentrée 84 et la « lettre aux Hussards » démarre le vrai merdier...

UN DEUXIÈME DESCRIPTIF BREF

Les distinctions qu'il convient d'opérer concernent également trois axes : le matériel utilisé, les visées pédagogiques, le langage machine employé comme base des différents logiciels.

Côté matériel, l'Etat « partenaire » économique a pesé de tout son poids pour équiper les premiers établissements en micro-ordinateurs (de 35000 en 1984 ; objectif : équipement complet fin 86) choisis dans des marchés soi-disant internes : essentiellement, Thomson et Logabax, cette dernière firme étant un moment sauvée du dépôt de bilan par les commandes de l'Education nationale. Les matériels à façade niponne ou yankee sont en général plus rares ou destinés à des applications semi-professionnelles (bacs techniques, I.U.T., etc...)... On trouvera deci, delà, dans certains établissements techniques, également des micros Bull Micral pour d'autres usages spécifiques. Tout ceci se complique au niveau de la répartition et du financement. Répartition en classes du primaire et collèges et dans certains lycées pour Thomson

« MO5 », « TO9 » pour l'emploi du langage Logo et plus généralement du Basic (à cause de sa structure logique et de sa souplesse de programmation) avec les développements d'extensions diverses et d'initiateurs tels le stylo-écran, la « souris » et la « tortue » tous destinés à soit dialoguer avec la machine, soit dessiner ou tracer **et** programmer des figures géométriques. Répartition plus étroite des Micro « Logabax » en L.E.P. travaillant soit en Basic ou en L.S.E. (Langage Symbolique d'Enseignement). Ce dernier langage ayant été créé au sein de l'Education nationale pour des exercices précis, à vocation de répétition et de catalogue (exercices à trous, questionnaires par les enseignants). Ajoutons que le L.S.E. se traîne déjà comme un moribond, trop limité dans ses applications et ses développements pratiques, seul le Basic établissant un lien entre le milieu éducatif et l'industrie. Ma propre formation de 100 heures s'est d'ailleurs limitée à l'utilisation des logiciels existants et à un début d'initiation à la programmation en L.S.E., justement. Mis à part les logiciels de traitement de texte, les disquettes disponibles (dues aux heures bénévoles de certains enseignants, spécialisés, parfois cent heures de programmation pour un logiciel utilisé en vingt minutes...) sont tout aussi originales que le bon vieux polycopié ou l'exercice écrit au tableau. Pauvreté du résultat qualitatif au regard de l'énergie dépensée pour concevoir le programme ! Mais tout cela est un indice du frétillement informatico-délirant qui a saisi nombre d'enseignants à cette époque, prêts à partir en chasse à la quête du nouveau St-Graal du « modernisme ». Problèmes de financement du matériel en question, aussi. Qui paie ? Le contribuable au niveau national ? Le même au niveau local, départemental, régional ? Le salarié indirectement par la reconversion de la taxe d'apprentissage aux lycées professionnels ? En général, toutes ces sources se sont mêlées et entremêlées jusqu'alors, créant des heurts et des déséquilibres dans le plan d'équipement, distorsions accentuées par les subdivisions en Z.E.P. (Zones d'Education Prioritaire, pas forcément mieux équipées que les autres) et secteurs « moins urgents », laissés à la discrétion des Rectorats et Inspections académiques. D'autre part, la fièvre informatique a engendré tout un bataillon d'Inspecteurs pédagogiques plus ou moins fanatiques de la chose à clavier et faisant du prosélytisme tous azimuths. A tel point que l'enseignant qui se contrefoutait du terrorisme informatique à l'école fut jusqu'à ces derniers temps considéré soit comme un chasseur de mamouths (traduisez : Pédagogue attardé à l'âge de « Pierre et le Loup », soit comme un pervers polymorphe non désireux de quitter le contact rugueux des élèves déchaînés...

LE CHIEN DE PAVLOV S'APPELAIT LUDWIG VAN...

Car il pianotait ! Ne nous affolons pas ! Que personne ne sorte ! Jusqu'à aujourd'hui, l'informatique scolaire ne rend pas sourd, je l'ai vu de mes oreilles ! Néanmoins les critiques ne manquent pas, vis-à-vis du rutilant objet et de ses retombées, de la part de ceux des enseignants, qui s'y sont risqués avec application, malgré un enthousiasme bien tempéré. D'aucuns auraient dit, en arrivant au port : « Cachez ce clavecin que je ne saurais voir ! ». Qu'allaient-ils faire dans cette galère ? Eh oui ?

En effet, que les mômes grattent les puces qu'on offre à leur ennui boulimique, au lieu de gratter du stylo, n'est pas sans poser quelques problèmes, même mathématiques.

Dans certaines interrogations écrites parues dans C.A., nous avions déjà abordé ce type de problème, de manière parcellaire. Lequel problème se formule de façon relativement simple : comment l'enfant-élève réagit-il en face de ce qu'il est convenu d'appeler l'E.A.O. (Enseignement Assisté par Ordinateur) ? La dite formulation peut d'ailleurs se modifier en E.R.O. (Enseignement Rassasié par Ordinateur ou plutôt Remplacé par Ordinateur) et enfin en Z.E.R.O. (Zoo Educatif Réglé par Ordinateur) et enfin enEducatif Réglé par Ordinateur)... Car où est le *modernisme* dans cette foutue histoire d'écrans claviers à mémoire numérique censés révolutionner le devenir et les marchés du capitalisme ? Où est-il ce modernisme au point de vue même du questionnement sur la fonction éducative ?

« Un système intelligent possède un modèle de son environnement, ce modèle est utilisé par le système comme un modèle *prévisionnel* et ce dernier est susceptible de s'étendre et de se perfectionner par l'*expérience*. De ce point de vue, on peut dire que « apprendre, c'est apprendre à prévoir » (...) et (...) le but majeur de l'enseignement consiste à raccourcir le temps d'apprentissage en enseignant non pas les *connaissances* mais les modèles qui rendent ces connaissances *cohérentes* et par conséquent *opérationnelles*. Dans cette optique, « enseigner c'est enseigner à *prévoir* ».

J. Hebenstreit (Terminal 19/84 n° 21)

Cette citation pose le problème à sa racine profonde. Nous avons déjà abordé les diverses facettes de la dislocation de l'enseignement dans de précédents articles : éclatement tribal des « enseignés », émiettement et usure du « savoir » des enseignants, refoulement ou exacerbation des vécus sociaux des uns et des autres dans les deux catégories. L'école, baromètre de la crise socio-économique, ne tente pas d'intégrer l'outil informatique, à son fonctionnement pour ajouter des guirlandes au sapin. D'autres articles, plus axés sur les mutations économiques et la production ont assez mis l'accent, au travers notamment de l'adaptation forcée des travailleurs à la flexibilité sous tous ses aspects, sur le principe intangible du *conditionnement* de ceux qui produisent. Or :

« **L'enseignement programmé** (est censé) : optimiser la « faculté apprenante » des élèves en :

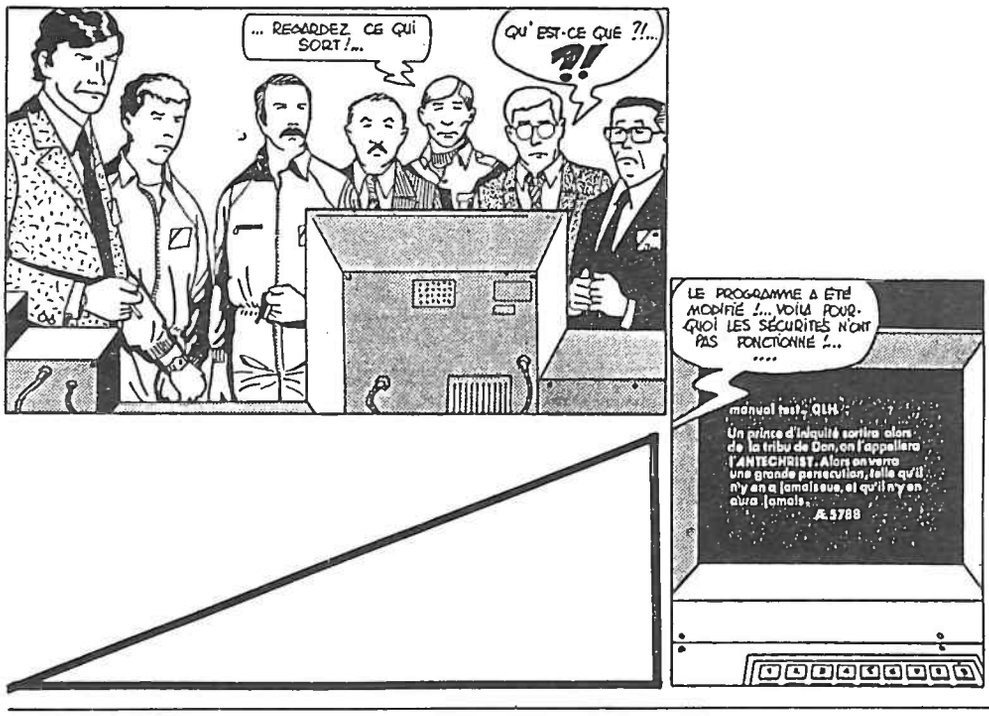
a) Décomposant la matière enregistrée en faits et concepts élémentaires soigneusement analysés et hiérarchisés.

b) Présentant aux élèves ces faits et concepts un par un dans un ordre logique.

c) Récompensant par des encouragements les bonnes réponses aux questions intercalées entre les items présentés. (...) Cette méthode rappelle étrangement les techniques classiques utilisées pour créer chez les êtres vivants des *réflèxes conditionnés.* »

(opuscule cité)

Même si la transmission des pseudo-connaissances re-dépoussiérées par Chevènement ne procède pas d'autres techniques (a contrario précisément de l'apprentissage court d'outils prévisionnels visant à *l'autonomie* de l'élève), l'aspect moderniste et « cablé-clean » de



l'engin susnommé « micro-ordinateur » tend à occulter sa véritable fonction qui n'est autre que l'apprentissage de la soumission aux contraintes du travail, l'adaptabilité à des tâches imposées, le réflexe conditionné du non-penser, de l'isolement, de l'émiettement social, de l'acceptation des **codes** dominants.

Le constat des enseignants échaudés par le piano aux cocktails douteux est parfois difficile, lui, à décoder dans leurs paroles mêmes.

Déboussolés par ce qu'ils vivent aussi comme une nouvelle adaptation, une nouvelle contrainte, ou alors, plus secrètement, comme un soulagement des frictions humaines qu'implique l'enseignement en crise, face à des élèves toujours en déséquilibre social et affectif, les enseignants parlent mal, ou trop, ou trop peu, de ce qu'il vivent et ressentent avec un groupe d'élèves en salle informatique.

Les critiques portent souvent en fait sur l'aspect mécanique, automatique, répétitif, froid, des systèmes mis en place. En primaire, on parlera de « nano-réseaux » c'est-à-dire des écrans asservis par une mémoire centrale fournissant cinq ou six claviers que les élèves n'utilisent uniquement que comme un livre d'exercices. Cette situation est d'ailleurs révélatrice d'une des tares essentielles de l'informatique pédagogique : la non-maîtrise de la programmation des logiciels par les principaux utilisateurs. Les élèves apprennent les gestes du clavier, souvent avec difficulté comme le chien de Pavlov le conditionnement récompense-punition pour « acquérir » sa nourriture. Mais à qui appartient la conception des logiciels d'exercices, de cours, donc de conditionnement ? La marge se définit entre la maîtrise d'un savoir informatif qui double en quantité et en complexité tous les dix ans et, de l'autre côté, le conditionnement au non-savoir, présenté comme une activité ludique et valorisante.

Quelques expériences de programmation simple sont tentées par certains enseignants auprès de leurs élèves, pour la réalisation d'un journal de classe, de poèmes, de dessins, ce qui apporte au moins un aspect positif, grâce à la sortie sur imprimante, c'est-à-dire l'annulation des pénalisations de ceux qui sont « brouillons », par rapport à ceux considérés comme « soigneux ».

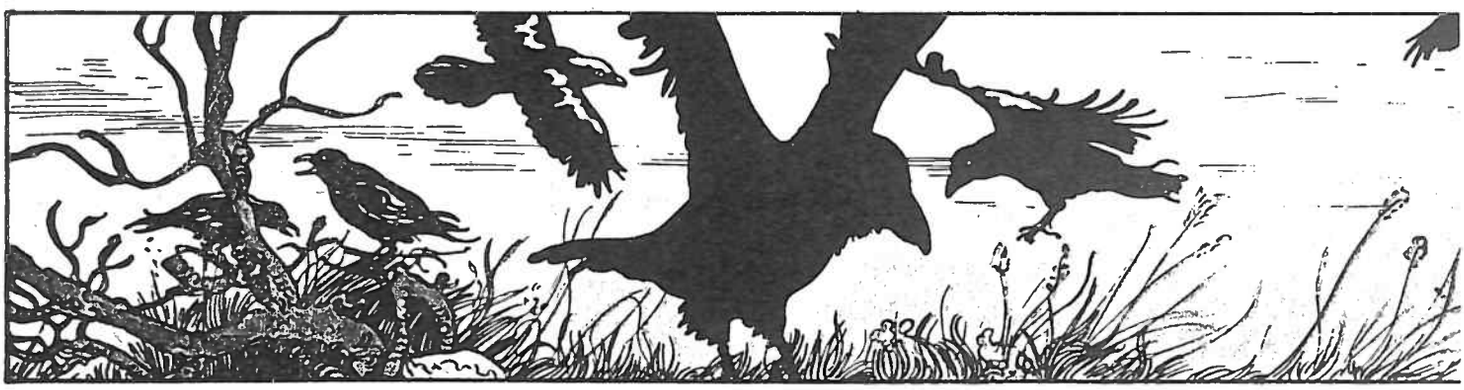
Mais il ne faut pas se cacher qu'à long terme, le rythme de travail individualisé (qui individualise d'ailleurs le rapport de l'enseignant à l'élève) qu'engendre le micro-ordinateur ne fera qu'accentuer les écarts socio-culturels entre les enfants. Les situations où l'on utilise en effet cette machine dans un but de rattrapage et de soutien aux plus faibles sont limitées par les fameuses contraintes horaires, les cloisonnements propres à l'école et aussi le découragement des enseignants dont la vision traditionnelle de leur fonction se dissocie toujours plus entre deux pôles ; l'assistant-conseil intervenant sur les difficultés des logiciels ou bien l'enseignant « classique » entre le groupe et le tableau noir.

A ce point de vue, sans plus développer, soulignons que la formation des enseignants à l'informatique demeure ridicule (puisqu'on fait appel à l'autoformation et à l'émulation). Pour les instituteurs, tous les cas de figure sont possibles, au gré des villes et des académies. Soit la poudre aux yeux sur une semaine, soit 10 semaines enseignées par des profs d'école normale incompétents, le tout s'opérant le plus souvent en dehors des heures ordinaires d'enseignement.

Pour ce qui me concerne, les 100 heures qui me furent dispensées par un agrégé de lettres qui rêvait d'égaler un docteur en mathématiques. Face à l'avalanche d'algorithmes, d'arbres logiques, de codes chiffres, je n'étais pas le seul à me poser la question : « Mais qu'est-ce que je vais en faire sur le terrain ? Car en fait la débauche du discours sur l'informatique pédagogique ne parvient jamais à cacher son inutilité réelle. Et nombreux étaient les collègues initiés au Basic sous l'angle professionnel qui se moquaient comme de leur première couche-culotte de tout ce théâtre mathématique et délirant.

Pour en finir et revenir à la réalité, disons-le tout net, l'enseignement quel qu'il soit peut (et doit) aisément se passer de l'informatique scolaire, laquelle fait trop rapidement oublier les pratiques de pédagogie active et collective. En outre tout cela, quand même, relègue au travers d'un fragile écran (mais néanmoins support d'une image ludique et qui renvoie à la consommation passive de l'audio-visuel) relègue en définitive l'écriture et la lecture, la maîtrise des outils de conception *prévisionnels*, au rang d'acquis périphériques. D'autant que **même** le rapport à la programmation, à sa maîtrise, poserait aux enfants, certes des problèmes de maths et de logique, mais donc d'abord des problèmes de **langue** et de pensée organisée par les mots.

Cependant des pistes demeurent, pas forcément aliénantes, qui peuvent utiliser des outils associables à l'ordinateur.



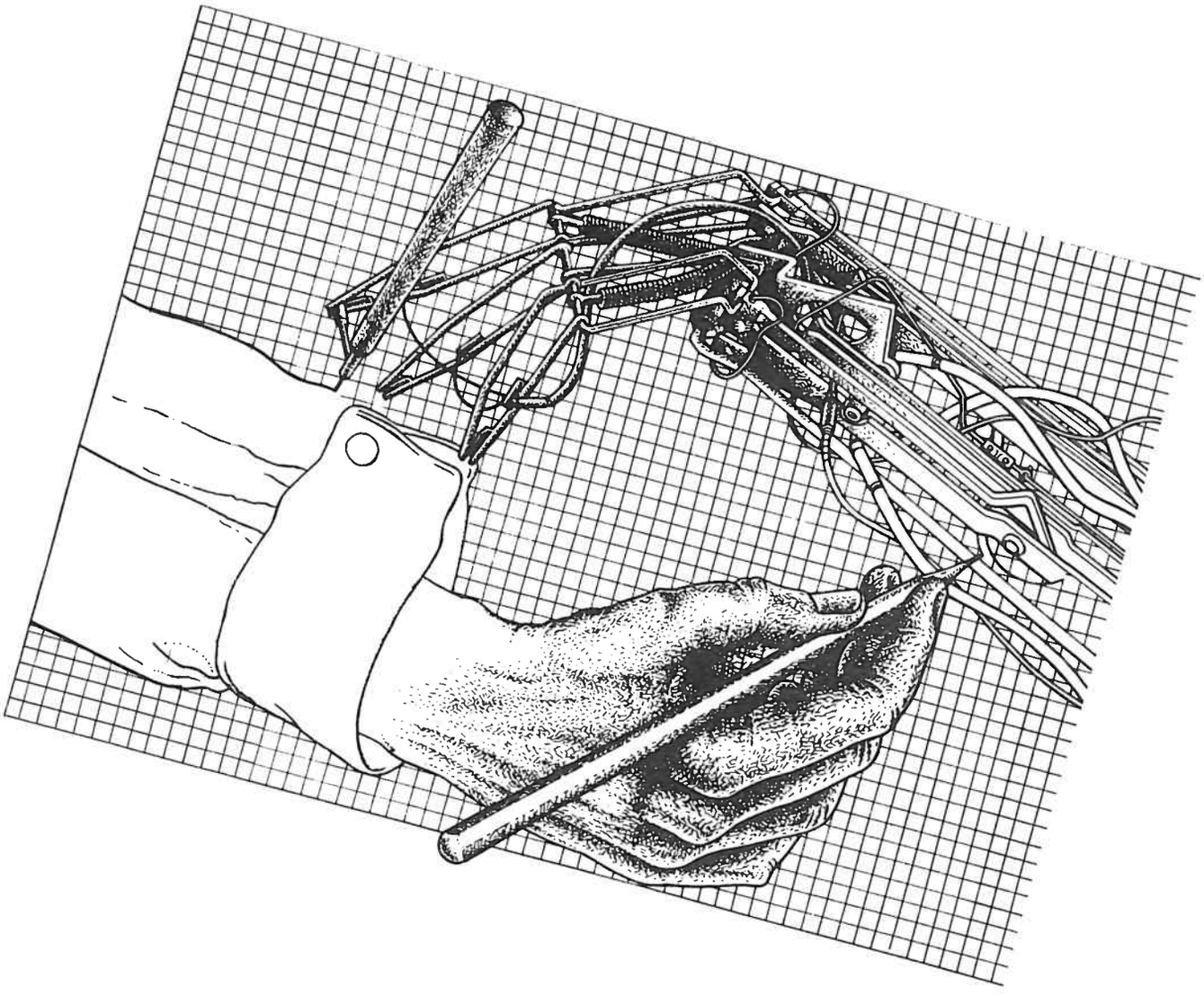
Par exemple des travaux d'analyse d'information et de journaux critiques en investissant plutôt dans un décodeur « Antiope » moins coûteux que trois « micros » utilisés de temps à autre et permettant d'accéder aux pages Vidéotex d'actualités, ce qui peut s'associer à l'étude des journaux écrits et à la réalisation d'un journal de classe thématique et critique. Ces systèmes d'édition électronique peuvent eux aussi s'employer sur imprimante. Ce pourrait être moins névrosant que d'observer trois millions de Français « gagas » hallucinés par leur Minitel.

Bref, là aussi comme toujours, la discussion demeure ouverte, la pratique l'emportant, avec la prudence, sur les considérations idéologiques et hâtives.

Christian, Reims
15/01/85

NOTE :

Logiciels : programmes conçus en langue machine et destinés à traiter un ensemble de données introduites par l'utilisateur en informant la « mémoire vive » de l'ordinateur (R.A.M.) à l'aide du clavier. Ces logiciels se présentent sur des supports disquettes magnétiques ou cassettes.



LE F.I.T A LA VILETTE
(Festival de l'Industrie et de la Technologie)

Impressionnant ! Super dément ! Super futur ! Super techno ! Je n'avais jamais vu autant d'ordinateurs au m². Un festival inter-ministères sur les techniques de l'an 2000. Avec plusieurs centaines de jeunes d'une quinzaine d'années, c'est avec ahurissement que j'ai parcouru les allées de cette expo à La Villette. Une multitude d'industries informatisées exposaient leurs nouvelles technologies. Si demain tu ne sais pas te servir d'un ordinateur, t'auras vraiment l'air d'un con ! Plus un métier n'y échappe, des PTT à Ariane, des plantes vertes à la machine à tricoter les gants. Pourtant plusieurs stands vous laissent un peu troublés. Notamment le stand Usinor Sacilor avec super-diaporama 3 écrans sur... les nouveaux sidérurgistes...

Vous voulez la définition du nouveau sidérurgiste... « Piloter des ordinateurs qui donnent des milliers d'informations/seconde — Mettre en œuvre des automatismes complexes — Effectuer des contrôles par laser ou ultra-son... », tel est le métier de sidérurgiste aujourd'hui. De plus, pour ce travail, aucun autre site que Dunkerque ou Fos n'est reconnu. 20 bonnes minutes de supers-photos très commerciales où l'on ne voit personne d'autre que des techniciens avec ordinateurs, des commerciaux avec leurs clients et la gamme des produits ! On a quand même droit à 5 secondes sur la « douleur de se reconvertir » avec une belle photo-manif. Mais vous voyez bien que ce n'est pas si dur que cela (et on oublie aussi de vous dire qu'à Dunkerque il y a eu plus de 100 morts dans l'usine en 20 ans de fonctionnement).

Les autres stands vedette... Matra et l'armée, mais peut-être est-ce la même chose... du téléphone de campagne anti-brouillage au Mirage reconstitué presque grandeur nature en plexiglass. Même le satellite qui sert à dessiner. Même que M. Curien, notre bon ministre de la recherche pense que 100 F. par Français, soit 6 milliards, ça vaut le coup pour l'espace ; mais c'est pas pour faire la guerre hein !

Question : Va-t-on mettre un os sous globe dans un quelconque musée (Ne ratons pas le dernier !) L'armée ne fera-t-elle plus la guerre que sur ordinateurs !

Dis Monsieur, on peut faire un stand sur les conditions de travail ? Ta gueule, bosse ! Que va-t-on faire des emplois supprimés ? Est-ce qu'on travaillera moins ? Hep, Ministre, c'est pas les socialos qui parlaient de 35 heures ? Avec ton laser tu peux me dessiner un mouton ? Ecoute gamin, il faudrait pas prendre des lasers pour des lanternes !

Pat-risdutout (Longwy)

POUSSIERES D'ACTIVISTES GAUCHISTES!

(REFUS D'INSPECTION, SUITE)

Ce sont les termes employés par Chevènement pour parler des refuseurs d'Inspection réunis les 15 et 16 février sur « son » territoire de Belfort.

Cette rencontre avait pour but de recenser les différentes initiatives de lutte contre l'Inspection. Là, première bonne surprise, 18 départements étaient représentés (1). Très encourageant, quand l'on sait que la plupart des départements de l'Ouest et du Sud-Ouest ne pouvaient se déplacer pour des raisons évidentes de transport. Seconde bonne surprise, le refus d'inspection, malgré l'isolement de chaque département pendant deux ans, s'est ancré dans les départements (44 refus effectifs dans le territoire de Belfort, etc.).

Fort de ce constat, les refuseurs présents ont décidé :

– de publier un manifeste national appelant au refus d'Inspection (cf. encart) ;

– de mettre sur pied une coordination nationale des refuseurs. Coordination devant faire circuler l'information, permettre de réagir rapidement en cas de répression, d'aider les départements qui démarrent ;

– de préparer une fête anti-hiérarchique qui se tiendra (ainsi qu'une nouvelle coordination) le week-end de la Pentecôte à Paris.

Le collectif parisien a été mandaté pour collecter et rediffuser les informations jusqu'à la Pentecôte, date à laquelle un autre collectif départemental devra prendre le relai.

Si vous êtes intéressés vous pouuvez :

a) **Reproduire le manifeste et le faire signer** dans les écoles, collèges et lycées. Il « faut » 1 000 signatures d'ici à la Pentecôte.

b) Prendre contact avec Paris pour recevoir le bulletin et avoir l'adresse de votre collectif départemental, s'il est déjà constitué.

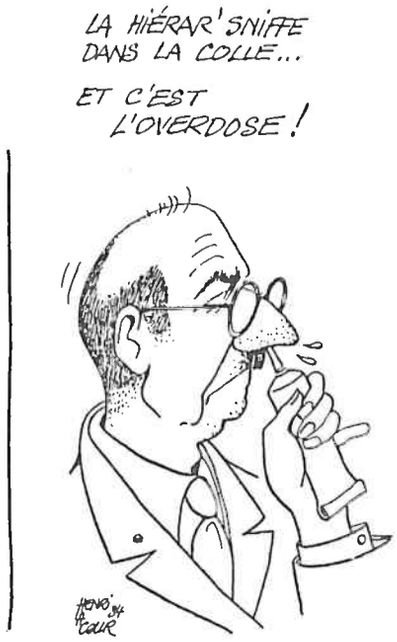
Ph. – Champigny le 19.02.1986

(1) Bouches-du-Rhône, Var, Isère, Rhône, Aisne, Seine-et-Marne, Val-de-Marne, Paris, Seine-et-Oise, Yvelines, Haute-Savoie, Basse-Normandie, Doubs, Alpes-Maritimes, Moselles, Haute-Saône, Meurthe-et-Moselle, Belfort.

Adresses du Collectif des Refuseurs d'Inspection de Paris :

- SGEN CFDT 75 : 7, rue Dahynin – 75019 Paris
- Ecole Emmancipée : 8, impasse Crozatier – 75012 Paris
- Feu Follet / Zéro de Conduite : 18 bis, rue de Bellefond – 75009 Paris

Ces adresses sont provisoires; une boîte postale doit être ouverte dans les semaines à venir.



Belfort, 15-16.02.1986

La lutte contre l'inspection et la hiérarchie se mène depuis plusieurs années dans de nombreux départements.

Les collectifs d'enseignants, structures syndicales, mouvements pédagogiques, individus engagés dans cette action, qui se sont réunis à Belfort les 15 et 16 février 86, ont décidé :

– de poursuivre, coordonner et développer leur mouvement,

– d'impulser des iniatiatives locales et nationales pour aboutir,

– d'adopter et diffuser la plateforme suivante pour mobiliser largement les personnels de l'Education Nationale.

PLATE-FORME

Parce que

L'inspection infantilise les enseignants en les notant, l'inspection divise les enseignants en prétendant établir une hiérarchie entre eux, l'inspection est une entrave à la liberté de choix pédagogique et tend à normaliser le système éducatif, nous nous engageons à refuser l'inspection, et nous proposons :

*① **Objectifs immédiatement réalisables (dans les départements, académies ou au plan national,** suivant le niveau de gestion des corps de personnels) :*

– retrait de la note d'inspection et de la note administrative dans le calcul des barêmes de promotion et de notation,

– retrait de la note dans les barêmes utilisés pour les départs en stage,

– suppression des récompenses honorifiques (mention honorable, médailles).

*② **Objectifs à atteindre au plan national :***

– supression du système de promotion à plusieurs vitesses,

– refus d'un aménagement de l'inspection (inspections collectives, inspections sur projet éducatif),

*et donc – **suppression du système de l'inspection.***

*③ **Objectifs de pratiques revendicatives :***

– défense des personnels victimes de l'inspection et de la hiérarchie,

– réflexion et action sur les pouvoirs dans les établissements,

– reconnaissance du droit à l'innovation pédagogique individuelle et collective,

– négociation du contenu et de la forme de la formation selon les besoins des équipes pédagogiques ou des groupes d'enseignants,

– favoriser la diffusion horizontale et la coordination des expériences pédagogiques.

Par conséquent, nous appelons à refuser toute inspection.

LA STRATÉGIE DU F.L.N.K.S. CONTESTÉE ?

Cet article va aller un peu à contre sens des deux précédents C.A. (n° 52 et 53) qui consacraient la consolidation du FLNKS après ses succès électoraux de l'été et le consensus réussi lors de son IV^e^ congrès qui s'est tenu à Oundjo le 18 novembre 85.

Il semble bien que des militants indépendantistes soient devenus très critiques au fil de ses derniers mois par rapport aux conséquences de la stratégie du FLNKS qui accentuerait une certaine démobilisation et consacrerait un glissement très net vers la gestion d'un néo-colonialisme par les récents élus kanaks.

LES PRÉMICES DE LA DÉMOBILISATION

Depuis plusieurs mois déjà, des kanaks emprisonnés à Nouméa au Camp-Est se plaignaient d'être un peu laissés pour compte... Certains ont amèrement constaté de n'être point reconnu de prime abord par le FLNKS comme étant des véritables prisonniers politiques alors que ceux-ci avaient commis des actions directes contre le colonialisme. Cette différence d'appréciation politique entre ceux qui ont rapidement adapté leurs actions à la réalité (l'insurrection du 18 novembre 1984 ne pouvant se poursuivre que dans une lutte armée anticolonialiste suicidaire pour le peuple kanak) et ceux, minoritaires, qui ont continué sur la lancée du 18 novembre, aurait dû logiquement se traduire par une solidarité totale face à la répression. Or, apparemment ce ne fut pas toujours le cas comme en témoigne cette lettre publiée par *Bwenando* (hebdomadaire du FLNKS).

« Camp-Est le 16 octobre 1985.

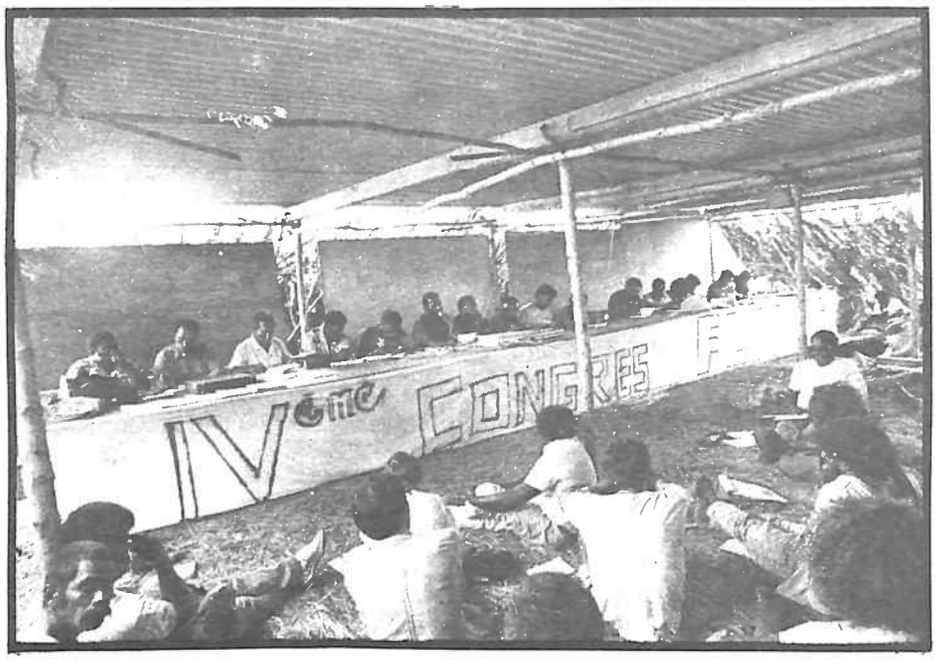
Nous avons constaté que nos délits ont été considérés et jugés par le tribunal correctionnel de Nouméa comme affaires de droit commun, nos délits ont été réellement commis dans un but politique.

Nous rappelons aux leaders politiques de notre région que nous avons été condamnés sans aucune défense d'un avocat.

Nous voudrions savoir si la section de base régionale de Poindimié, n'a pas pu nous faire bénéficier de la défense des avocats ou autrement dit, si elle ne s'est point désintéressée de notre jugement ! »

Dans un article publié par la revue « *Afrique-Asie* », fin décembre 85, un journaliste Daniel Vicq notait sur place :

« Depuis la mise en place des régions, à la suite des élections de septembre dernier, beaucoup de militants ont le sentiment qu'il faut à la base se serrer les coudes pour éviter le morcellement de la mobilisation, voire du FLNKS lui-même. L'évolution de la situation à Thio est, à bien des égards, un bon exemple de ces dangers. Phare de la lutte de libération voici un an, Thio, après avoir subi la répression coloniale, est aujourd'hui aux prises avec les effets démobilisateurs des retombées économiques de la politique de régionalisation.



Certes, les Kanaks ont évincé de la municipalité l'équipe de Roger Galliot, dirigeant du Front National. Mais avec le retour des militants à des activités économiques, on voit réapparaître dans la cité minière des conflits d'intérêts personnels ou familiaux qui, dans le passé, avaient retardé la mobilisation unitaire. Tel activiste de l'époque des barrages se trouve par exemple aujourd'hui totalement absorbé par la course aux revenus qu'il tire de son camion en « roulant » le nickel. La suspicion est née, les intérêts économiques particuliers se superposent parfois aux divergences politiques sur la conduite de la lutte. A Thio, la régression de la mobilisation est visible.

On comprend l'appréhension des militants devant les problèmes de gestion des nouvelles institutions régionales. D'autant plus que l'artisan de la remise en ordre à Thio, l'envoyé du gouvernement français, Le Ravallec, est maintenant attaché au cabinet du président de la région Nord, Jean-Marie Tjibaou... »

Depuis, ces affirmations ont été clairement confirmés par des indépendantistes. Bien sûr, ces exemples de démobilisation peuvent s'expliquer par le fait que dans n'importe quelle lutte, il y a « des hauts et des bas ». Mais, il y aurait plus grave ! (?).

L'ABSENCE D'UNE STRATÉGIE D'AUTODÉFENSE

Nous ne reviendrons pas ici sur les nombreux attentats commis par les colons et surtout sur l'organisation paramilitaire que se sont dotés les caldoches anti-indépendantistes afin de quadriller l'île. Certains Kanaks redoutent pour les prochaines semaines... le pire ! En effet, quelque soit le gouvernement qui succèdera à celui de Fabius, il est maintenant clair que la France va poursuivre d'une manière ou d'une autre sa politique néocoloniale mijotée par la Gauche.

Il n'est même pas du tout évident qu'un gouvernement de droite s'aventure à remettre en cause les régions-Fabius... si cela se confirmait, les déçus de la Droite dans le camp des anti-indépendantistes seront légion... on imagine la suite...

Or, face à cette montée de la stratégie de la tension perceptible depuis plusieurs mois, le FLNKS se refuse de n'avoir d'autre stratégie que de compter sur l'Etat français pour régler ces problèmes immédiats de sécurité et de créer un rempart institutionnel contre cette violence organisée en gérant les 3 régions-Fabius qu'il contrôle. Il ne s'agit pas que des Kanaks s'organisent en Armée secrète de libération ; ils n'en ont ni les moyens, ni le désir.

« Nous voyons deux situations où la lutte armée est la bonne situation. Première situation : une bonne probabilité de parvenir sans pertes excessives à une victoire finale, ce n'est pas le cas. Deuxièmement une situation désespérée, ce n'est pas le cas non plus, loin de là » (éditorial de Bwenando du 4 février 86).

Mais des indépendantistes sont aujourd'hui affolés par le fait que le FLNKS n'assure pas l'autodéfense et la sécurité de ses militants et sympathisants. Sur le terrain, le FLNKS invite les Kanaks à ne pas répondre aux provocations... La structure parallèle du FLNKS (gouvernement provisoire) fonctionne de moins en moins, certains militants du FLNKS ont préféré s'investir dans la gestion des régions-Fabius et ont ainsi démissionné de leur poste de responsabilité dans le gouvernement provisoire sans être pour cela remplacé (en particulier au niveau de la sécurité).

UN GRAND PIED DEDANS ET UN PETIT PIED DEHORS

En fait ce qui peut apparaître comme des différences d'appréciation quant aux dangers dissimulent mal des divergences profondes quant à la stratégie actuelle du Front.

« L'étape actuelle doit être consacrée à la consolidation des acquis. Pour cela, le FLNKS accepte un compromis, c'est-à-dire une progression à la fois dans les institutions et hors des institutions » (*Bwenando* du 02/01/86).

Or, à part les Ecoles Populaires Kanaks (E.P.K.), la dite progression du FLNKS se fait exclusivement dans et par les institutions (régions-Fabius).

Si l'on en croit quelques indépendantistes fraichement débarqués en France, une majorité de Kanaks pense que l'indépendance est en marche depuis le résultat des élections de septembre 85 et que ce processus est irréversible ! Dans ce cadre, les attentats de ces dernières semaines ne seraient vécus que comme des péripéties... une sorte de queue de lutte pour les faschos ! Il s'ensuit sur le terrain, une certaine démobilisation. Des indépendantistes affirment en privé que le FLNKS est en train de commettre des erreurs suicidaires. Pour eux, l'indépendance n'est pas conquise et elle ne sera en marche que lorsqu'il y aura sur le terrain une mobilisation permettant un rapport de force favorable à l'indépendance.

D'autres, organisés dans un petit parti : le FULK (Front Uni de Libération Kanak) d'origine protestante et qui est un groupe de pression au sein du FLNKS, vont même plus loin :

« Le FLNKS est en position de faiblesse parce qu'il est devenu le partenaire du colonialisme français » (extrait du communiqué du 16eme congrès du FULK - janvier 86).

Ces divergences au sein du FLNKS se sont aussi exprimées par rapport à la participation ou non aux élections législatives de mars 86. L'Union Calédonienne a pris position pour la candidature d'un Kanak en remplacement du député Kanak Roch Pidjot qui ne se représente pas (trop âgé).

Le FULK a quant à lui décidé de boycotter ces élections estimant : « qu'il s'agit là des élections colonialistes dans la mesure où elles renforcent la présence du colonialisme français en Kanaky, ce qui est contraire à la lutte de libération du peuple Kanak pour l'indépendance Kanak socialiste ».

A la date où est écrit cet article, nous ignorons si un compromis sera possible au sein du FLNKS lors de sa convention nationale du 15 février.

Quant à la participation des élus Kanaks aux institutions (Conseil de région, Congrès, Conseil exécutif de l'île) mijotées par Pisani dans le but de faire cohabiter les deux camps afin de préserver les intérêts stratégiques et économiques de la France, nous essaierons de rencontrer des indépendantistes afin qu'ils en tirent un premier bilan. Il est certain qu'il y a déjà là-dessus d'importantes divergences au sein du FLNKS. Se servir uniquement des institutions (qui ont un but clairement néocolonial) pour conquérir l'économie et « construire Kanaky » (argument de l'Union Calédonnienne) apparaît à certains comme étant non pas « un détour » mais bien comme une bifurcation. Il faut souligner qu'au sein du FLNKS aucun projet de société n'a encore été ébauché, ce qui permet un peu n'importe quoi ! C'est ainsi qu'au niveau du développement économique de Kanaky, les projets touristiques pour japonais se multiplient... aussi bien dans le Nord que dans les îles de Loyauté.

La poubelle *Nouvelles Calédoniennes* (extrême droite) indiquait dans son éditorial du 23 novembre 85 que si l'annonce de la création d'une agence pour le tourisme dans le Nord « devait se confirmer, ce serait encourageant pour la société et la paix publique : il est difficile d'attirer les touristes en pratiquant la politique du caillassage et du harcèlement »...

...Et ce ne serait qu'un exemple de projet en complète contradiction avec l'indépendance basée au niveau économique sur l'autosubsistance conforme aux aspirations communautaires, égalitaires en rupture avec l'exploitation de l'homme par l'homme.

D'autres indépendantistes, tout en reconnaissant que la tâche prioritaire pour les Kanaks est de discuter d'un véritable projet de société conforme aux aspirations du peuple Kanak, ne pensent pas que la participation du FLNKS au plan Fabius soit un danger :

« La lutte de libération du peuple Kanak, donc le FLNKS, ne serait réellement mise en danger par le plan Fabius que si les dirigeants de la bourgeoisie locale acceptaient d'abandonner leur monopole du pouvoir et des privilèges, s'ils acceptaient des réformes véritables avec un partage réel du pouvoir et des responsabilités, et ce n'est pas plus imaginable maintenant qu'après mars 1986 » (Comité de rédaction de *Bwenando*, éditorial du 04/02/86).

En fait, cette argumentation mise sur la bétise de la bourgeoisie locale. Ce n'est peut-être pas du tout évident à moyen terme car si effectivement la majorité des colons restera bornée, d'autres, bien placés au niveau économique sauront choisir le moment venu suivant leur intérêt même s'ils doivent concéder aux Kanaks une partie de leur pouvoir. Nous avons vu cela par exemple au Vanuatu (ex-Nouvelles Hébrides) où à l'indépendance certains entrepreneurs ont su s'en accomoder afin de faire fructifier leurs capitaux...

Alors, que va-t-il se passer ?.. Des tas de choses car même s'il y a actuellement une certaine démobilisation dû essentiellement à la « normalisation » et à un manque de projet concret de société, la lutte des Kanaks contre le colonialisme est bien irréversible et personne, de métropole, ne peut préjuger de l'avenir. Rien ne permet d'affirmer que l'unité du FLNKS soit remise en cause car le dernier congrès de Oundjo a réussi à mettre en place des moyens de contrôle sur les élus quelqu'ils soient. De plus, le fait que ces débats qui secouent actuellement les indépendantistes soient rendus publics dans *Bwenando* tranche agréablement sur les expériences passées (FLN Algérien, FNL Vietnamien...).

Reims le 12 février 86

EMA : Mouvement abertzale de gauche
LES PREMIERS PAS

Au Pays Basque Nord, l'écho qu'a rencontré auprès d'abertzale de gauche la création d'EMA s'explique par la situation globale à laquelle le mouvement se doit de faire face rapidement.

EMA EZKERREKO MUGIMENDU ABERTZALEA

CONTEXTE DE LA CRÉATION D'EMA

La répression contre les abertzale n'a fait que se renforcer, gagnant en efficacité, en cynisme et rétrécissant les marges de liberté (assassinat d'un militant par la police ; interdictions de manifester ; lourdes condamnations lors des procès). Le GAL poursuit impunément ses actes criminels et l'Etat français collabore ouvertement avec l'Etat espagnol pour se débarrasser des réfugiés et anéantir le mouvement abertzale et social au Sud (1). Le gouvernement cherche à mettre sous tutelle la dynamique culturelle au travers d'institutions qui en dévoient le contenu et le sens (Centre culturel du Pays Basque) ; il refuse de faire aboutir les négociations concernant l'intégration des ikastolak (2). Sur le plan économique, les projets gouvernementaux (frein aux coopérations, accent mis sur le développement du territoire, priorité accordée aux réalisations de façade — URBA 2000 (3) — et au leurre des industries « de pointe », renforcement de la politique de touristification) accentuent le déséquilibre, la fragilité et la dépendance du pays. Ils permettent en outre à une frange de commerçants et de notables de se consolider et de s'ériger en force politique profondément réactionnaire, anti-sociale et anti-abertzale (UDIT) (4).

Pendant ce temps, le terrain des luttes reste essentiellement occupé par le mouvement abertzale qui s'appuie sur les embryons de contre-pouvoirs qu'il a su mettre en place : GFA, coopératives de production et de distribution, radios, journaux, cours de basque, ikastolak, associations culturelles... Avec toutefois le problème que les terrains d'intervention offensifs concernent surtout la culture et manquent d'une dimension globale.

Conscience d'être une force potentielle dynamique et motrice, mais trop souvent divisée et agissant sur des terrains trop éclatés et dispersés ; risques d'essoufflement, de piétinement et de marginalisation face aux attaques renforcées du pouvoir et des notables : c'est de se constat que des abertzale de gauche ont senti la nécessité d'occuper le créneau politique.

Pour cela, il fallait que celles et ceux impliqués dans des secteurs trop souvent séparés et qui parfois même s'ignorent, aient la volonté de se retrouver, d'échanger entre eux, de se coordonner, de clarifier leurs positions, et d'expliquer davantage le sens de leurs pratiques. C'est dans la mesure où ce besoin existait pour beaucoup qu'EMA est apparu comme un lien possible pour rassembler, globaliser les pratiques et les luttes et leur tracer une stratégie commune. D'autant que les groupes politiques déjà existants côtoyaient une majorité d'« indépendants » qui ne se retrouvaient ni ne se reconnaissaient dans aucun d'eux.

STRATÉGIE ÉLECTORALE / STRATÉGIE A LONG TERME

EMA, à sa création (septembre 85), s'est donné deux objectifs : mettre en place un mouvement abertzale de gauche, se dotant d'une plate-forme politique et stratégique ; présenter des candidats aux élections de mars 86, comme « une occasion de se manifester et une avancée vers le renforcement du mouvement ».

Le choix du terrain électoral a été adopté par la majorité des abertzale d'EMA, malgré les réticences de quelques-uns. Rien ne montre que ce choix joue comme facteur de renforcement du mouvement. Même si EMA se défend de considérer les élections comme une fin en soi, et ne les présente que comme une étape, répétant que l'essentiel c'est l'après-mars 86, il n'en est pas moins vérifié dans les faits que la démarche électorale est porteuse de bien des perversions.

Les élections, comme échéance institutionnelle extérieure au mouvement, obligent à aller vite : aussi, les assemblées générales, par lesquelles sont passés les débats et les votes des textes de référence, n'ont-elles pu aborder et discuter que de contenus généraux, politiques et stratégiques, laissant de côté les analyses des objectifs intermédiaires, qu'il serait pourtant important d'affiner (la création de syndicats abertzale : leur rôle, leur spécificité par rapport aux autres syndicats ; la notion d'économie auto-centrée et celle de développement de croissance ; la mise en place de contre-pouvoirs ; les lieux, les modes et les acteurs des décisions ; l'analyse d'une possible bourgeoisie basque ; la CEE et ses répercussions locales ; la nature et le rôle de l'Etat).

Les élections obligent aussi à trouver un consensus, sous la forme de points minima où peuvent se retrouver la grande majorité, si ce n'est totalité, des abertzale présents : aussi, des problèmes de fond ou des clarifications nécessaires sont-ils évacués au profit de grandes lignes simplifiées qui gomment les contradictions et aplatissent le niveau des débats (cf. encart : quelques positions d'EMA). Les élections obligent encore à mobiliser et canaliser des énergies dans un activisme « de campagne » (collage d'affiches, réunions publiques, meetings avec effets oratoires de circonstance) qui n'a rien à envier à celui des partis traditionnels.

Tout cela a tendance à freiner et à reléguer au second plan (à plus tard ?) d'autres démarches et d'autres enjeux que quelques-uns cherchent cependant à mettre en avant dès maintenant : le travail concret sur le terrain et à long terme ; l'ouverture, autre que de façade, permettant la mise en commun des pratiques et leur aprofondissement politique ; le renforcement des luttes existantes et la recherche d'autres terrains d'action.

La démarche d'EMA n'en est qu'à ses débuts et laisse actuellement certains sur leur faim. Pourtant, la dynamique créée est loin d'être négligeable et la phase actuelle de recomposition politique du mouvement est vécue comme un enjeu important. Il est clair que la préservation des pratiques enclenchées ou déjà mises en place ainsi que le développement d'autres luttes ne pourront se faire sans un maximum de clarification, par des échanges et des débats collectifs, ni sans que tous les problèmes soient abordés. Déjà, pour les Ikastolak, le soutien aux réfugiés, la lutte armée, des axes fondamentaux du débat, jusqu'alors tus ou dits à mi-voix, commencent à s'afficher plus ouvertement et clairement (5).

Il est vrai que la réalité presse, obligeant le mouvement à faire face concrètement et à se choisir une stratégie appropriée : c'est à l'épreuve des faits que se mesureront la cohérence, le dynamisme et la force d'EMA.

Le 18-12-86

NOTES

(1) C.A. nos 42-47-50
(2) C.A. nos 50-52
(3) C.A. n° 3 hors série, mai à juillet 85
(4) C.A. n° 39
(5) En particulier dans la revue mensuelle *ATEKA* (abertzale de gauche) ; cf. nos 26-29

QUELQUES GRANDES LIGNES D'EMA

Lutte de libération nationale et sociale

EMA se difinit comme un mouvement de lutte de libération nationale et sociale ; c'est-à-dire autant abertzale — rebasquisation, réunification, indépendance — que socialiste : pour des rapports économiques et sociaux non capitalistes et non oppressifs ; pour la réappropriation des outils de production et des pouvoirs de décision ; ceci dès maintenant, avec la mise en place de contre-pouvoirs dans tous les secteurs de la vie.

Peuple et Pays Basques

La notion de peuple basque définit une communauté humaine qui fonde son existence sur sa volonté d'être différente (notamment en récupérant sa langue) et sa lutte pour se prendre en charge ; qui remet en cause la domination des Etats français et espagnols et permet à des secteurs de la population des 7 provinces à priori « non basques » de se sentir membres d'un même peuple, de se rebasquiser et de lutter ensemble.

La lutte au Nord

Il est indispensable que se développe au Nord de façon autonome le mouvement de libération nationale et sociale, tout en gardant toujours à l'esprit la dimension globale d'Euskadi.

Violence et lutte armée

EMA rappelle que la première violence est celle de l'Etat ; que la lutte armée est une des réponses à cette violence d'Etat ; elle est une des composantes du mouvement, en ce sens EMA lui reconnaît un caractère pleinement politique. EMA, de façon tout à fait autonome, a choisi de s'investir exclusivement dans le domaine public et d'intervenir dans les luttes d'ordre politique, social, culturel et économique. Il va de soi que le débat sur la pratique de la lutte armée sera présent dans EMA.

Pays-Bas

RAM - DAM à A 'DAM

Suite à un article de Libération qui m'a semblé douteux et à l'occasion d'un retour à Amsterdam, j'ai été confronté à une foule de renseignements concernant la mort d'un squatter le 25 octobre 1985 (journaux libertaires, affiches, contacts, squatts...)

Hans, 23 ans, squatter mort le lendemain d'une manifestation contre l'expulsion d'un squatt, mort à cause des coups acharnés de la part des flics. Du côté officiel, les réponses étaient faites ; Hans était un junkie mort d'une overdose, version qu'on a pu lire dans certains médias français.

Mais sur la terreur anti-squatt (après Berlin et Amsterdam), pas un mot.

DE STAAT SLIEDEN BUURT

Quartier d'Amsterdam où, plus de la moitié des maisons est squattée, où la municipalité veut détruire et reconstruire des appartements à loyers exhorbitants. Une histoire comme il y en a beaucoup.

En novembre 1984, le maire de la ville (municipalité socialiste) visite le quartier pour expliquer les projets d'aménagement... On s'imagine la réception... il est vite renvoyé à la Mairie.

- **Nouvelle politique**

La municipalité a inventé une nouvelle politique pour « nettoyer » le quartier. Elle a installé un bureau de flics (M.E.) spécialement outillé avec une brigade de chiens pas trop sympas et le matériel anti-émeute bien connu.

La provocation est là mais les squatters ne mordront pas à l'appât. Ils continuent à squatter, à implanter une vie politico-socio-culturelle dans le quartier voué aux bulldozers. Ils gagnent la sympathie des autres habitants. Avec eux, ils forment une « association de quartier » qui exige de la municipalité que chaque expulsion d'un squatt ou de locataires endettés (loyer, électricité impayés) soit annoncée préalablement afin que les avocats soient informés pour vérifier le droit d'expulsion. La municipalité accepte mais ne met pas cet accord en pratique.

24 OCTOBRE 1985

Expulsion d'un squatt habité par une femme et son enfant, tôt le matin, sans qu'on les avertisse. La femme fait appel aux sympathisants et vite, un groupe de 250 personnes est prêt à re-squatter l'appartement occupé maintenant par trois flics.

Ceci est facilité par un réseau bien organisé (troquet - lieu de rencontre, d'infos, réseau téléphonique, etc...)

Les flics ont alors peur et l'un d'eux tire et un squatter se retrouve avec une balle dans le bras. Puis les M.E (Brigades spéciales) arrivent, bien frustrées parce que cela fait presqu'un an qu'ils sont installés et ils n'avaient encore jamais eu l'occasion d'excercer leur terreur. Bilan : une escalade dans l'affrontement avec plusieurs blessés du côté des squatters et le lendemain, la mort de Hans.

- **L'enquête**

Mort à cause d'une overdose disent les médias et les rapports officiels médicaux.

Le témoignage du père de Hans qui a vu le corps, celui des camarades qui furent arrêtés avec lui, ont prouvé que Hans avait été frappé et torturé par les flics. Plusieurs médecins ont dénoncé les rapports médicaux pour expliquer que la mort par overdose était impossible et les copains de Hans ont attesté qu'il n'était pas un toxicomane.

La magouille des faux rapports, des faux témoignages, les déclarations officielles (disant que les flics sont « peut-être allés un peu trop loin », sans trouver de responsables) soulèvent la colère chez les squatters et sympathisants.

Pendant une semaine, de petits groupes opèrent contre les bâtiments administratifs, de police, etc... Amsterdam est alors une ville en émeute.

Une solidarité internationale s'organise : cocktail molotov contre l'ambassade néerlandaise à Berlin, manifestation à Milan, bombages sur l'ambassade néerlandaise à Londres...

Une solidarité nationale s'organise également, et lors de l'enterrement de Hans, plus de 2000 personnes manifestent silencieusement à la tombée de la nuit.

AMSTERDAM VILLE PROPRE !?

La politique de la municipalité est évidente et connue : « assez attendu maintenant, il faut casser le mouvement et nettoyer » (déclaration du Maire après novembre 84).

Les problèmes de fond sont occultés (spéculation immobilière, désertification socio-culturelle d'un quartier...)

La politique de provocation policière cherche à isoler le mouvement squatter qui, par ses pratiques quotidiennes, ses échanges avec les non-squatters redonne un nouveau souffle au quartier.

Cette affaire pose de nombreuses questions au mouvement... Quelle sera la prochaine limite de la répression ? Quelle (s) riposte (s) autre (s) que l'émeute ? Quelle (s) démarche (s) avoir pour éviter l'isolement ?...

Amnesty International a été contacté pour entamer une enquête « objective » mais cet organisme a refusé, considérant les Pays-Bas comme garant des Droits de l'Homme...

Un meurtre politique, grâce aux magouilles policières et politiciennes, a été étouffé par la chappe de béton qui couvre les « démocraties »

ERIK (Un néerlandais en colère)

Article complémentaire sur les squatts néerlandais (aspect juridique) dans SHERWOOD N° 3 (Automne 85)

PARIS-DAKAR : Quand la caravane est passée...

Le rallye Paris-Dakar (le « Dakar » disent les initiés convertis) s'est déroulé de la manière qu'on connaît. Dieu est mort, son œuvre survivra-t-elle ? se sont interrogés les médias dans le concert solennel d'un quasi deuil national.

Toujours est-il que côté spectacle il sera difficile de faire mieux : couverture de presse sans précédent (au risque d'enfreindre la réglementation sur la publicité clandestine à la télévision...), controverse sur l'existence du rallye vis-à-vis des populations « traversées » et, pour finir, l'apothéose qui renoue avec la tradition de l'aventure de l'homme blanc qui finit parfois tragiquement dans un vent de sable : les descendants de Laurence d'Arabie ou des pionniers de l'Aéropostale s'appellent dans les années 80 Thierry Sabine ou Philippe de Dieuleveult, mais à la différence de leurs aînés, leur « épopée » s'inscrit dans un espace gratuit en apparence : celui d'un spectacle qui se donne pour sa propre fin et non au service d'une autre cause grandiose comme d'aller porter la civilisation chez ces peuples indigènes.

En effet, malgré l'enrobage humanitaire dont le rallye a tenté de se doter ces dernières années, face à ses détracteurs, avec les « camions de l'espoir » l'année dernière et le « pari du cœur » cette année, la sauce, sur ce plan-là, a eu bien du mal à prendre. Les organisations non gouvernementales qui interviennent traditionnellement dans le Tiers-Monde n'ont pas marché dans la combine. Ce qui n'a d'ailleurs pas empêché le succès populaire toujours croissant, bien soutenu par les médias il est vrai, mais qui est un phénomène néanmoins réel et qui ne s'embarrasse pas d'un « complexe de culpabilisation tiers-mondiste » qu'il est devenu de bon ton de dénoncer aujourd'hui.

La démarche du collectif Pa'Dak', qui est la manifestation publique et collective de cette attitude de refus chez les tiers-mondistes s'inscrivait donc dans ce contexte à la fois favorable et défavorable. Les forces de Pa'Dak' ont consisté donc dans sa représentativité « sur le terrain » dont il a pu se prévaloir (ONG, groupes tiers-mondistes, mais aussi associations de travailleurs immigrés) et aussi par sa capacité à se faire ouvrir quelques portes dans la presse écrite et les médias où la sensibilité chrétienne tiers-mondiste est également représentée. Evidemment, le contenu de l'argumentation de Pa'Dak' s'en ressentait en jouant d'abord sur le registre de l'indignation (« manifestation provocatrice »), ensuite sur l'aspect économique (les dégâts et les pénuries non compensées par la « générosité » des organisateurs) mais pas sur l'aspect politique (la responsabilité des gouvernements africains n'est pas évoquée)*.

Hormis ces réticences qu'on peut avoir et qu'il ne s'agit pas de développer ici — il ne s'agit pas de faire en quelques lignes le bilan critique de l'idéologie et de l'action des organisations tiers-mondistes —, la véritable faiblesse de Pa'Dak', c'est que s'il rencontre un écho certain dans l'opinion, il mobilise peu, bien moins que le rallye lui-même : quarante kamikazes pourvus d'instructions non violentes, c'est bien peu face aux dizaines de milliers de « convertis » de l'autre camp, présents au départ le 31 décembre. Evidemment, on pourra toujours dire que la véritable mobilisation ne peut avoir lieu que parmi ceux concernés au premier chef et que tout ceci n'est qu'une affaire entre toubabs. N'ayant pas personnellement de réponse toute faite par manque de certitudes idéologiques et d'informations preuves, je laisse donc la question en suspens...

* Sans doute parce que ces gouvernements sont aussi des « partenaires » de ces ONG, qu'elles ne peuvent mettre en cause publiquement.

COURRIER DES LECTEURS

Je trouve C.A. intéressant, parfois, même souvent, instructif, d'un style direct, sans fioritures pseudo-journalistiques ; je trouve même que C.A. s'améliore et, impression peut-être très subjective, il me semble que depuis que la lutte antinucléaire "bat de l'aile", C.A. a gagné en diversité. Une petite critique cependant, c'est qu'il y a souvent un déséquilibre entre la multitude de vos interrogations et les solutions proposées. Peut-être que l'OCL n'est plus une organisation avec sa ligne et sa stratégie, mais malgré tout, ne pensez-vous pas qu'il faut nécessairement créer un équilibre entre réflexion et action ? Je n'attends pas personnellement que vous nous disiez ce qu'il faut faire, mais ma propre pratique militante m'a fait comprendre qu'il fallait aussi proposer du concret pour avancer.

Quoiqu'il en soit, C.A. est pour moi un des rares journaux libertaires qui fasse véritablement avancer nos idées, et bien que l'OCL ne soit pas particulièrement "syndicaliste", vous faites preuve d'une honnêteté intellectuelle, chose qui me paraît fondamentale dans tout mouvement ; (malheureusement, cette vertu ne me semble pas être le point fort du mouvement libertaire).

Autre détail, contrairement à ce qui semble être l'avis d'un certain nombre de vos lecteurs, quand je lis C.A., je n'ai pas l'impression de lire I.R.L.

J.-L. - Bordeaux

C.A. s'améliore de numéro en numéro, bravo. C'est vrai que ça serait mieux s'il y avait plus de couleur, plus de pages, une maquette plus aérée... mais on ne peut pas tout avoir!

Que devient l'O.C.L.? Les débats n'apparaissent pas dans C.A., et c'est le seul reproche que je ferais. N'y a-t-il aucune possibilité de refaire ce qui avait été fait dans Front Libertaire *: une sorte de tribune de discussion sur un thème donné, à laquelle pourraient participer les lecteurs ou d'autres groupes style I.R.L. ou COJRA... ?*

R. Paris

Je pense me réabonner à C.A. le plus tôt possible car c'est vrai qu'en général, les articles qui paraissent correspondent bien à ma sensibilité. La seule critique que je ferai serait plutôt sur la densité de la mise en page. Je trouve que les articles sont trop tassés, ça manque d'air et peut-être aussi de taper à l'œil. Voir par exemple Agora *qui, quand on l'ouvre, donne vraiment envie d'être lu. Je ne dis pas ça pour moi mais pour les gens qui passent chez moi, amis ou autres et qui, j'ai remarqué, lisent beaucoup plus facilement mes* Agora *que mes C.A. Je pense que ceci est dû uniquement à une question de mise en page, de maquette, de couleurs, car il importe que ces journaux soient connus, diffusés et j'essaie de les faire connaître en Ariège.*

Jean-Paul

RÉPONSES

Finalement, malgré l'important courrier que nous recevons à la boîte postale de Reims, nous recueillons assez peu d'avis sur *Courant Alternatif* et surtout de critiques ou d'apports vis-à-vis de tel ou tel article. Il faut dire aussi que ceux qui veulent intervenir directement dans cette revue le peuvent; c'est ainsi que certains abonnés ou lecteurs participent aux "Commissions journal", écrivent des articles ou se font interviewer... Nous avons ainsi réussi à tisser certains liens autour de C.A. et ce n'est pas un hasard si depuis octobre 85 nous publions chaque mois 36 pages.

A chaque "Commission journal", le numéro précédent est soumis à la critique quant à son contenu et à sa forme. Mais, de par notre fonctionnement complètement décentralisé, esthétiquement, nous ne pouvons progresser qu'à petits pas. Il faut bien comprendre qu'aucun militant de l'OCL ou individu partie prenante de notre démarche ne maquette C.A. plus d'une seule fois par an. C'est ainsi qu'en une année, au moins une cinquantaine de personnes participent au maquettage. Nous ne pouvons donc pas rivaliser sur la beauté du produit fini avec des militants qui se sont spécialisés dans cette tâche. Mais nous sommes conscients que c'est bien souvent l'aspect extérieur d'une revue qui attire les lecteurs potentiels... dans une société où le "look" est devenu un label de qualité. Nous essaierons donc encore de progresser avec très certainement des hauts et des bas inhérents à notre démarche sans pour cela remettre en question notre fonctionnement qui demeure un choix politique.

Comme le constatent certains lecteurs, il y a plus, dans C.A., d'interrogations que de réponses. Nous aurions tendance à penser que dans la période actuelle il vaut mieux qu'il en soit ainsi même s'il est vrai qu'il "faut du concret pour avancer". L'OCL n'a jamais été une organisation imposant ou récitant une ligne politique. Nous avons, il me semble, une autre conception de l'organisation. Certains d'entre nous (très peu!) ont connu des structures organisationnelles qui courraient de congrès en congrès à la recherche d'une stratégie... et en relisant "Front libertaire" (F.L. pour les intimes, qui fut l'organe "central" de l'Organisation révolutionnaire anarchiste, puis de l'OCL... disparu en 79) nous pouvons y découvrir, d'un numéro à l'autre, des contradictions assez énormes. Quant à Courant alternatif, de par notre fonctionnement collectif qui impose une confrontation et des échanges quasi-permanents, nous pouvons affirmer qu'il y a une certaine cohérence politique dans les articles (donc une certaine stratégie...) mais cette cohérence n'est quasiment, à aucun moment, formalisée. Cela peut paraître assez déconcertant, y compris pour nous-mêmes. C'est ainsi que depuis plusieurs mois, l'OCL "travaille" à l'élaboration d'une brochure qui ferait un peu le point. Des textes ont déjà été élaborés et sont en discussion :

— Mouvement révolutionnaire, mouvement libertaire et mouvements sociaux
— Autonomie ouvrière et syndicalisme
— Les luttes de libération nationale
— Ecole et formation
— L'immigration
— Féminisme et mouvement des femmes
— La période

D'autres le seront dans les prochaines semaines (lutte armée, antimilitarisme, l'alternatif, les nouvelles technologies...).

Pour informations, nous nous rencontrons à Pâques afin de progresser dans cette démarche.

Le préposé de service

vite fait sur le zinc

Débat à Lyon

L'association La Gryffe organise, le vendredi 14 mars à 20 h 30, un débat avec Jean Maitron, historien du mouvement ouvrier et de l'anarchisme.

Librairie La Gryffe
5, rue Sébastien Gryffe - 69007 LYON

G. LENORMAND a mal... à la France.

« Pas de politique, pas sectaire »

Interview: *Le Libéral Calvados* *Décembre 1985*

« Je ne fais pas de politique, mais je suis Français, et quand la France souffre, je souffre. J'aime ce pays — j'ai écrit une chanson « Mon beau pays de France » — et quand je sais qu'on va lui faire du mal, je ne peux pas m'empêcher d'essayer de faire quelque chose pour faire partager mon inquiétude ».

Il refuse en effet d'être un chanteur sectaire, mais il n'accepterait toutefois pas de chanter à « **La Fête de l'Humanité** ».

« Je n'ai rien contre l'électorat communiste, il est souvent composé de braves gens qui croient à des mensonges, mais mon refus à l'appareil communiste est total. Si c'étaient seulement des communistes français, pourquoi pas, c'est la démocratie, mais la soumission de l'appareil à Moscou, c'est inacceptable. Ce n'est plus de la déstabilisation, c'est de l'occupation ».

Et voilà pourquoi il chante :

« J'les oublie pas tous ceux qui restent,
« Dans ces putains de pays de l'Est.
« J'ai le blues des pays de l'Ouest ».

Pour Gérard Lenorman, il y a des idées, mais il y a aussi les hommes.

« Je suis fidèle en amitié ». Interdit d'en douter : il y a deux photos de Giscard dans son bureau parisien, et il était présent sur le plateau de « **l'Heure de Vérité** » pour son copain François Léotard. Il entretient également des relations personnelles cordiales avec Michel d'Ornano et Jean-Claude Gaudin.

Son rêve ? « **Réunir un jour 90 % des Français, je déplore les clans, la France coupée en deux. Je n'aime pas que le lendemain d'une élection les 49 % qui ont perdu ne pensent qu'à saboter le travail des 51 % qui ont gagné. C'est pour cela que je n'aime pas l'attitude de Raymond Barre, il est contre la cohabitation, c'est en quelque sorte un refus d'union des Français, il veut entretenir les 50/50. C'est malsain ! Je suis contre l'opposition systématique, c'est un spectacle auquel on ne devrait plus assister** ».

Solidarité avec les insoumis

Pourquoi un répondeur enregistreur ? Il devient une banalité de dire maintenant l'importance que revêt la circulation de l'information et sa vitesse de transmission. Nous devons nous donner les moyens de riposter à toute répression. A mi-chemin entre le journal (ou courrier) et la radio, le répondeur-enregistreur en est un moyen complémentaire. Adapté par son coût et le nombre de personnes touchées, le répondeur permet de changer la bande suivant l'importance des nouvelles.

Comment ?

Le répondeur enregistreur permet :

de s'informer pendant trois minutes sur la situation des réfractaires et des brèves antimilitaristes ou sur l'armée.

de laisser un message (pour des annonces importantes, laissez vos coordonnées pour recouper l'information).

La bande est renouvelée fréquemment au minimum une fois toutes les deux semaines.

Appelez de temps en temps pour vérifier que le message n'a pas été changé.

Vous connaissez la rengaine, un répondeur c'est bien, mais cela coûte cher :

3000 F à l'achat

3000 F de frais de ligne (abonnement + appels)

CCP 25 164 34 K PARIS

Appelez le 43.03.62.03 (à Paris)